



HAL
open science

**Pour une sociohistoire des sciences et des techniques :
acteur×rices, espaces de production et de diffusion des
savoirs de l'enseignement supérieur aux congrès
scientifiques**

Anne Bidois

► **To cite this version:**

Anne Bidois. Pour une sociohistoire des sciences et des techniques : acteur×rices, espaces de production et de diffusion des savoirs de l'enseignement supérieur aux congrès scientifiques. Sociologie. Paris Saclay, 2023. tel-04489076

HAL Id: tel-04489076

<https://hal.science/tel-04489076v1>

Submitted on 10 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*À toutes ces générations de femmes qui m'ont faite et qui m'inspirent,
Amies d'une famille élective réconfortante et membres d'une famille élargie recomposée,
Et surtout,
À ma grand-mère Sylvette, ma mère Annie, mes sœurs Agnès et Elsa, mes belles-sœurs,
À mes filles Faustine et Violette*

Sommaire

ET CETTE HDR ALORS ? DU QUESTIONNEMENT A L'EXERCICE DE RECONCILIATION...	4
1- PREMIERE PERIODE, ANTE-2005 : QU'AI-JE FAIT DE CE QU'ON A FAIT DE MOI ?	8
1-1 ÉCOLE, EDUCATION POPULAIRE ET ENGAGEMENT	8
1-2 HISTOIRE ET ROMAN FAMILIAL GENRES	14
1-3 LE SAVOIR, LE DIPLOME ET LE TRAVAIL, BEQUILLES ET ARMES A LA FOIS	21
2- DEUXIEME PERIODE, 2005-2017 : UNE PRATIQUE SCIENTIFIQUE ANCREE	31
2-1 INSTITUTIONS, ACTEURS ET OBJETS : PRODUIRE DES CONNAISSANCES, DIFFUSER ET VULGARISER	32
2-2 SAVOIRS GENERALISTES ET COMPETENCES ORGANISATIONNELLES : VIVRE, ENSEIGNER ET ORGANISER	39
2-3 DISPERSIONS, TATONNEMENTS ET OCCASIONS MANQUEES : FAIRE SA PLACE	49
3- TROISIEME PERIODE, 2017- : POUR UN EMPIRISME IRREDUCTIBLE EN SOCIOHISTOIRE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES	55
3-1 ANALYSER LE LOCAL PAR LA COMPARAISON	56
3-2 S'AFFIRMER SOCIOHISTORIENNE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES	64
3-3 APPREHENDER LA CONSTRUCTION DES SAVOIRS, DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES	75
ET LES PERSPECTIVES, POUR NE PAS CONCLURE... (2023-...)	82
BIBLIOGRAPHIE	85
CURRICULUM VITAE	92
IDENTIFICATION	92
SITUATION PROFESSIONNELLE ACTUELLE	92
PARCOURS	93
PARCOURS PROFESSIONNEL	93
PARCOURS ACADEMIQUE	93
RESPONSABILITES COLLECTIVES	94
RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES	94
RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES	95
ACTIVITES DE RECHERCHE	96

ORGANISATION ET PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHE	96
ORGANISATION DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	96
EXPERTISES, ACTIVITES DE MEDIATION SCIENTIFIQUE ET ACTIONS SCIENCE-SOCIETE	97
ENCADREMENT D'ACTIVITES DE RECHERCHE	100
THESES	100
MASTERS	100
PUBLICATIONS	102
1- LISTE CLASSEE DES PUBLICATIONS	102
2- CO ORGANISATION DE COLLOQUES	104
3- INTERVENTIONS	104
4- DIFFUSION ET VULGARISATION	107
ENSEIGNEMENTS	109
ENSEIGNEMENTS ACTUELS	110
ENSEIGNEMENTS ANCIENS	113
TABLE DES MATIERES	115

Et cette HDR alors ? Du questionnement à l'exercice de réconciliation...

Dans cette introduction, je voudrais expliquer les choix qui m'amènent aujourd'hui à présenter cette habilitation à diriger les recherches (HDR) et comment je la conçois. Tout a commencé autour d'une question, « *et cette HDR alors ?* » qu'on n'a plus cessé de me poser... Une question qui est revenue à divers moments de la carrière, comme une étape obligée, un rituel, le signe d'une installation dans la trajectoire professionnelle... posée par les collègues, quand elles et ils ont dû me trouver suffisamment prête à prendre des responsabilités, ou bien par simple calcul de l'ancienneté...

De mon côté, cela n'avait rien d'une évidence. Et cette question, elle m'a d'abord fait sourire tant elle me paraissait éloignée de mes propres préoccupations, de mon quotidien de maîtresse de conférences cumulant les cours, les responsabilités, les tâches invisibilisées dans nos institutions et me sentant toujours en-deçà des attendus du point de vue de la recherche, m'empressant dans le même temps de travailler à l'éducation de mes filles, me souciant de notre bien-être à toutes les trois, essayant de tout maintenir non sans l'anxiété d'un virus, bien avant celui du covid-19 d'ailleurs, ou d'un événement susceptible de faire basculer un emploi du temps millimétré... C'était comme si l'HDR était un luxe que je ne pourrais jamais me permettre. Longtemps d'ailleurs, alors même que je m'y attelais, je n'ai pas bien saisi en quoi consistait l'exercice ni même perçu dans quelle mesure il pourrait constituer une étape dans ma maturation scientifique. Pourtant la question de faire cette HDR, j'ai fini par moi-même me la poser, et avec la ferme intention d'y donner du sens.

Plus qu'une étape

L'HDR a des déclinaisons disciplinaires évidentes, engendrant des modalités d'exposition de soi différentes et, au sein même d'une discipline, plusieurs pratiques coexistent. Sans doute, cette réalité mériterait-elle à elle seule un travail de recherche comme

certaines en ont engagé sur le doctorat¹, le bref article de Evrard Delbey et Robert Alessi étant loin de répondre à toutes les questions qui m'assaillent en début de rédaction (Delbey et Alessi, 2006). Surtout, dans un contexte de remise en cause du rôle du CNU dans la régulation des avancées de carrières, de manque de postes de MCF qui conduisent les docteur-es à n'accéder à la maîtrise de conférences qu'après plusieurs post-doctorats et à envisager parfois assez rapidement la rédaction d'une HDR, ses contours changent, et ce d'autant plus depuis que le passage par l'instance nationale n'est plus systématiquement de mise. Je dois avouer à la lectrice et au lecteur qu'il m'aura fallu prendre le temps d'y trouver du sens, avant d'entamer sa rédaction ; et puis, ensuite, pendant sa rédaction, j'ai peiné à trouver le bon style, entre récit de soi, description sibylline de carrière et réflexivité...

Ce projet a commencé à se manifester il y a quelques années, avant tout parce que j'avais le sentiment de devoir renouer avec la recherche, non point que je l'aie laissée de côté, mais parce que, longtemps, j'aurais eu le sentiment de ne pas être une chercheuse à part entière alors même qu'au sortir de la thèse je semblais avoir les qualités requises pour le devenir... un peu comme si les opportunités de travail mais aussi la vie, pourtant organisée autour du travail, en avaient décidé autrement et que je m'étais laissée guider plus que je n'avais moi-même pris les rênes... sans compter la tendance que j'ai fait mienne de minorer la qualité de mes travaux, idéalisant dans le même temps les normes de la recherche scientifique.

De fait, ce mémoire de synthèse, sans avoir ni l'ambition ni le sérieux méthodologique déployés par Rose-Marie Lagrave, est l'occasion de me ressaisir de cette trajectoire (Lagrave, 2021), d'en comprendre un peu mieux le fil aussi, de prendre conscience des déterminants qui ont pesé sur cette première partie de carrière ; mais il s'agit aussi d'un manifeste pour m'installer dans la communauté scientifique sans rougir de la place que j'y occupe, de définir ce que je peux apporter à la connaissance. C'est une étape de réconciliation avec moi-même, avec la recherche, avec la communauté scientifique. Dans ce mémoire, je vais donc revenir sur des éléments de ma vie, non pas dans un désir d'exposition narcissique mais aussi parce

¹ Pierre Verschueren s'est engagé dans cette voie. Par ailleurs, en 2016, a démarré le programme Histinéraires dédié à « la fabrique de l'histoire telle qu'elle se fait », qui étudie les mémoires de synthèse des historiens mais il reste, pour l'essentiel, circonscrit à cette communauté.

qu'en sociologue je crois qu'il nous faut nous interroger sur ce que les critères des carrières d'excellence font à celles des femmes en particulier².

Je me confronte donc à une forme de paradoxe apparent entre le désir de ralentir le rythme, l'aspiration à devenir une *slow professor* (Berg et Seeber, 2016) pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée que je cherche depuis des ennuis de santé en 2019 et la finalisation d'une HDR que je conçois comme réflexive, et non essentiellement descriptive.

Trajectoire et positionnement réflexif

La trajectoire scientifique que je vais ainsi décrire au fil de ce mémoire sera mise en relation avec l'enseignante chercheuse qui l'a menée, sa propre trajectoire biographique. Comment comprendre la production des savoirs sans s'interroger sur ses conditions de production ? Je voudrais ici ne pas taire quelles sont les conditions d'exercice des enseignants chercheurs dans une université de province, celles des femmes en particulier, sous le double intérêt qui a guidé cette première partie de ma carrière, la sociologie des professions et celle des sciences et des techniques.

Tel est le programme de la sociologie des sciences. C'est celui qui me guide ici, comme dans mes travaux et dans les enseignements que je propose. Il répond à l'engagement décrit par Pierre Bourdieu (Bourdieu, 2001), à la nécessité de la socioanalyse, en dépit du risque de l'illusion biographique. Il puise aussi de l'inspiration dans la lecture de travaux réflexifs de diverses natures, de celui de Gilles Moreau qui « s'assoit pour se regarder passer » (Moreau, 2021), aux écrits rétrospectifs de Claire Zalc (Zalc, 2021) ou Ludivine Bantigny (Bantigny, 2019) en passant par les écrits plus distanciés, humoristiques de Sylvain Venayre qui enquête sur lui-même comme on le ferait d'un disparu (Venayre et Stassen, 2012). Dans ce mémoire de synthèse, j'esquisse à grands traits cette carrière, que j'ai trop souvent regardé sévèrement, comme trop éloignée des canons académiques actuels mais qui prend sens dans

² Cette thématique s'inscrit dans la filiation des travaux développés depuis Margaret Rossiter (Rossiter, 1993, 2012) jusqu'à ceux plus récents et circonscrits à certaines écoles (Davis, 2017) ou à certaines disciplines comme la sociologie et la démographie de Alain Chenu et Olivier Martin (Chenu et Martin, 2016 ; Rossiter, 1993, 2012) ou encore le récit de mise en œuvre d'un séminaire intitulé *Femmes et savoirs* au CAK en 2014 (Burgos-Blondelle, Lancel et Lémonon-Waxin, 2021).

l'entrelacement de mes temps de vie. D'aucun-e y trouveront des clés de lecture sur la manière dont les carrières universitaires se tricotent, dans une imbrication entre rituels très marqués, comme la soutenance de thèse ou le recrutement, et exercice de conciliation avec le reste de l'existence. En sciences humaines et sociales comme dans de nombreux autres domaines scientifiques également, la recherche est indissociable de la chercheuse ou du chercheur, de ce qu'elle ou il vit et du contexte dans lequel se déploie son activité, entre déterminants individuels et institutionnels ; de ce point de vue, je m'appuie sur l'analyse de Séverine Louvel et Annick Valade qui soulignent combien les carrières universitaires s'apparentent à un cheminement, marqué par différentes formes d'engagement (Louvel et Valette, 2014).

Une première partie de carrière subjectivement construite comme difficile ? Peut-être, en tous cas, une carrière marquée par deux séparations, deux naissances également et une très lourde opération pour déjouer le déterminisme génétique, mais une carrière au sein de laquelle l'engagement local dans l'université comme dans les associations de sauvegarde du patrimoine scientifique local a fait écho à une ligne directrice dans la recherche, celle de la compréhension de la structuration des mondes de l'enseignement et de la production des savoirs depuis l'échelle locale. C'est également, du point de vue de l'enseignement, le récit d'un glissement progressif d'une inscription dans la sociologie des professions et la sociologie des sciences et des techniques, vers la sociohistoire des sciences et des techniques, entendu comme le croisement d'une démarche de sociohistoire et d'une sociologie des sciences et des techniques (Lamy et Saint-Martin, 2015).

C'est de tout ce cheminement dont je vais rendre compte dans ce dossier d'HDR. Il se présente en trois volumes. Le premier prend la forme d'une ego-histoire, le second d'un recueil raisonné des publications produites jusqu'alors et le troisième d'un mémoire inédit sur les Congrès scientifiques de France. Ce volume-ci est articulé en trois parties, construites à la fois chronologiquement et thématiquement, les bornes de périodisation choisies sont indicatives et n'enferment pas strictement les évolutions et phénomènes décrits : la première période est celle de la formation et de la construction d'une sociologie située, la seconde est consacrée à la première partie de la carrière universitaire quand la dernière interroge ses évolutions et perspectives à venir. Ce premier volume se réfère à la fois aux travaux présentés dans le deuxième volume et au mémoire inédit qui constitue le troisième volume.

1- Première période, ante-2005 : qu'ai-je fait de ce qu'on a fait de moi ?

Adaptant librement les mots de Jean-Paul Sartre, "*l'important n'est pas ce qu'on a fait de moi, mais ce que je fais de ce qu'on a fait de moi*", je vais présenter une partie des déterminants qui ont construit mon regard et ma posture de sociologue en partant de la position sociale que ma famille a occupée, la mienne, la formation dans laquelle je me suis engagée jusqu'à la rédaction de la thèse que je soutiens en décembre 2004. Elle éclaire également le choix de mes objets de recherche.

Si l'exercice a des vertus de socioanalyse évidentes sur lesquels je ne reviendrai pas, il a également eu une vertu d'anamnèse familiale, l'HDR ayant servi de prétexte pour échanger avec mes proches sur des pans entiers d'une histoire familiale restés dans l'ombre.

Cette première partie interroge la place prise par l'école, l'éducation populaire et l'engagement dans ma socialisation familiale mais également celle de l'histoire et des questions de genre. Enfin, elle expose, à partir de moments clés de ma formation, la place que j'accorde au savoir, au diplôme et au travail.

1-1 École, éducation populaire et engagement

Née dans une famille recomposée au sein de laquelle mes parents ont toujours tout mis en œuvre pour « *faire famille* », je suis la troisième enfant d'un père enseignant puis chef d'établissement dans le secondaire et l'aînée d'une mère assistante sociale puis médiatrice familiale. Ma socialisation familiale a tout d'abord été marquée par une place centrale accordée à l'école et à la réussite scolaire propre à une partie des classes moyennes. En pleine ascension sociale, mes deux parents ont ainsi toujours accordé une place importante à l'institution et aux résultats scolaires bien que sans jamais l'énoncer clairement, rendant l'injonction encore plus puissante.

La trajectoire de mes parents est celle assez classique que l'on retrouve dans les classes populaires du pays de Caux, en Normandie, qui engagent une ascension sociale.

Mon père est lui-même issu d'une famille dans laquelle l'éducation scolaire est conçue comme la voie de l'ascension sociale. Il est le fils unique d'une mère au foyer et d'un père comptable dans une société de négoce de café sur le port du Havre, rendu handicapé par la maladie alors qu'il est relativement jeune.

En effet, mon grand-père paternel était l'aîné d'une famille de 5 enfants. Après un certificat d'étude obtenu à 12 ans, il avait d'abord été employé comme « saute-ruisseau », coursier chez Maître René Coty alors avocat au Havre, puis il avait été formé grâce aux cours du soir de l'école patronale pour devenir employé de commerce. Le service militaire puis la guerre mondiale interrompent cette entrée dans la vie active et le conduisent auprès d'un amiral au sein du Ministère de la Marine. Après la guerre, de retour dans le pays de Caux, il devient successivement secrétaire de mairie dans une petite commune rurale puis fonctionnaire municipal à la ville du Havre, avant d'entrer comme comptable dans plusieurs maisons de café. Mais la tuberculose l'atteint en pleine force de l'âge, il enchaîne les séjours en *sanatorium* dans le massif central et en 1961, alors à peine âgé de 52 ans, un accident vasculaire cérébral le rend hémiparétique.

Ma grand-mère paternelle est également entrée dans la vie active dès l'obtention du certificat d'études. Originnaire de Bolbec, berceau d'une l'industrie textile spécialisée dans l'indienne³ au XIX^e siècle, elle est placée comme serveuse de cafés puis nourrice. Elle éduque mon père avec exigence et rigueur, reprenant les codes de la bourgeoisie sans en connaître l'aisance. Ainsi est-il soumis à un apprentissage de la musique qui ne lui laisse pas que de bons souvenirs. Dans le même temps, il poursuit sa scolarité et se tourne rapidement vers l'enseignement. Il y entre par la petite porte (Bourdieu, 1989) mais y mène une carrière ascendante : d'abord remplaçant, il devient instituteur, puis se spécialise dans les classes dites de transition au sein des collèges. Quelques années après, il est nommé PEGC, professeur d'enseignement général de collège⁴, puis, sous le ministère Jospin, il est reconnu certifié. Il passe enfin le concours de

³ L'indienne est une étoffe de coton teinte ou imprimée avec des motifs floraux.

⁴ Les corps des PEGC ont été fondés en 1969 pour prendre la suite des professeurs des cours complémentaires. Ils sont bivalents. Le corps des PEGC n'existe plus depuis 2003. (Bret, 2019)

chef d'établissement et finit ainsi une carrière professionnelle marquée par ce passage du primaire au secondaire.

Ma mère est issue d'une famille recomposée : sa mère a rencontré son père alors veuf avec un tout jeune fils. Elle naît après deux garçons et aura, bien des années après, une sœur. Je reviendrai plus loin sur les effets que la situation matrimoniale de ses parents a eu sur sa trajectoire et l'éducation qu'elle m'a donnée.

Je connais peu de choses sur l'enfance de son père, mon grand-père maternel. Adulte, il enchaîne plusieurs emplois comme électricien mais préfère quitter un emploi stable chez EDF pour rejoindre la marine marchande et embrasser une carrière de marin. Sa présence dans la vie de ma mère est épisodique.

Ma grand-mère maternelle est fille unique. Sa propre mère a été placée, dès le certificat d'études obtenu, dans une famille bourgeoise, les Forthomme, propriétaire du tissage de Gruchet-le-Valasse, dans le pays de Caux puis elle a rencontré, au café familial, celui qui devient le père de ma grand-mère. Lui est un bon élève - ses accessits et livres de prix figurent encore dans la bibliothèque familiale. Lui-même enfant du textile, il a été aiguillé vers la poursuite d'études par ses instituteurs, il entre à la presse havraise comme linotypiste, puis correcteur et, féru de mots croisés, il en devient également le verbicruciste. Il y fait toute sa carrière, propulsant la famille dans une ascension sociale, au moins temporairement car elle est entravée par la guerre, puis le divorce de mes grands-parents à la génération suivante. C'est lui qui insiste pour que sa fille, ma grand-mère, suive les cours complémentaires après le certificat d'études, et obtienne un CAP de sténodactylo. Elle travaille toute sa vie comme secrétaire, gravissant les échelons dans le syndicat patronal de la boucherie qui l'embauche, elle devient « *la reine des peaux de vache parmi ses tueurs* » selon son expression favorite.

La scolarité de ma mère semble relativement classique. Comme pour beaucoup de jeunes filles de milieu populaire, elle souligne combien les enseignant-es qui ont jalonné son parcours n'entretiennent que peu d'ambitions à son endroit, d'autant que le suivi de sa scolarité, par sa mère essentiellement, reste très superficiel, mon grand-père étant absent une grande partie de son enfance. Pour autant, c'est lui qui, à l'adolescence, insiste pour qu'elle s'engage vers le baccalauréat, certes technique, écartant d'emblée toute orientation vers une filière générale ; il refuse qu'elle sorte trop tôt du système scolaire, reprenant en cela un adage socialement situé selon lequel, pour les classes ouvrières désargentées ou en cours

d'ascension sociale, on ne transmet pas un patrimoine mais une force de travail, un diplôme, un métier. Diplômée du secondaire, elle s'oriente vers l'école d'assistante sociale, entre à la Caisse d'allocations familiales, puis lorsque ses missions changent, se forme et devient médiatrice familiale. Elle fonde le premier service de médiation familiale à la CAF du Havre dans les années 1980. Elle retire de ce parcours une forme de complexe face à une scolarité moyenne, dans l'enseignement technique, mais également la conviction que les études et les diplômes constituent le seul moyen de s'assurer une place satisfaisante dans la société.

L'éducation populaire laïque

Dans le prolongement de l'école, ma socialisation familiale a été très marquée par l'éducation populaire laïque, notamment du fait des engagements de mon père (Poujol, 1989). Vers 14 ans, alors qu'il semble peu épanoui, désœuvré, sa mère inquiète et surtout démunie se tourne vers le directeur de l'école proche, comme cela se faisait couramment dans le monde rural bien qu'ils vivent en plein cœur du Havre. Et c'est ainsi qu'il entre dans l'animation. Dans le centre de loisirs de la ville du Havre, il participe aux patronages laïques du jeudi, formé par *les FRANCAS, mouvement des francs et franchises camarades*⁵. Bientôt, il devient instructeur, rejoint *les CEMEA, centre d'entraînements aux méthodes d'éducation active*. Il prépare son BAFA, brevet d'aptitudes aux fonctions d'animateur. Il faut lui trouver un stage. Ses parents ont des amis marins, c'est l'occasion de postuler auprès de *Mer et Montagne*, association parisienne affiliée à la Ligue de l'enseignement (Poujol, 2005), et organisme en charge des centres des vacances pour les enfants de marins du Havre. Mon père y rencontre un directeur de centre, Maurice Alliard, qui devient une figure paternelle de substitution ; il voyage bientôt pour encadrer des séjours en Suisse et en France, rencontre sa première épouse, fait deux enfants. Cet engagement dans l'éducation populaire se poursuit quelques années après. S'étant installé dans un lotissement périurbain, dans un village à 30km du Havre, il est d'abord confronté au décès de sa femme, puis rencontre rapidement ma mère. Il décide alors d'y créer le Club de loisirs culturels de Turretot, afin « *d'offrir à la population (...) (enfants, jeunes et adultes) la possibilité de développer leur aptitude et leur personnalité*

⁵ La fédération nationale des FRANCAS est un mouvement d'éducation populaire créé en 1944 (Monin, 1997).

sur les plans intellectuel, physique, sportif, artistique, scientifique, technique, économique, social et culturel »⁶ ; les statuts sont déposés à peine un mois avant ma naissance. Autant dire que cette vie associative accompagne au moins mes 12 premières années d'existence... réunions dans le salon, participations aux activités, discussions enflammées, font partie de mon quotidien, comme de celui du reste de la famille, d'autant que quelques années après, comme l'association est affiliée aux Petites « A » du foyer havrais des œuvres laïques (FHOL)⁷, mon père y prend également des responsabilités jusqu'à occuper le siège de président. Cet engagement se double d'un investissement dans la vie politique locale, bousculant une droite solidement ancrée dans le fief du maire Charles Revet, un agriculteur soutenu par le député André Bettencourt. La synthèse de cet engagement trouve son apogée dans la lutte contre l'école libre en 1984 pour mettre en échec le projet de loi Savary, finalement retiré par le président François Mitterrand, qui visait à intégrer les écoles privées dans le service public (Prost, 2007). J'ai alors 7 ans et je vois toute cette agitation à la maison, j'assiste à de vives discussions.

Cette socialisation familiale à elle seule donne sens aux trajectoires de l'ensemble des membres de ma fratrie dans une fidélité à faire sourire un·e sociologue. Elle explique en creux la position décalée qui est la mienne :

- Mon demi-frère, l'aîné, devient enseignant dans le primaire et se marie avec une enseignante ;
- Ma demi-sœur est enseignante dans le primaire également ;
- Ma plus jeune sœur est conseillère principale d'éducation dans un collège du Havre.

Toutes les quatre, après avoir suivi nos parents dans les centres de vacances, avons reçu une formation à l'animation, encadrant à notre tour, plus ou moins longtemps dans nos vies d'adultes, des centres de vacances, de loisirs, des formations d'animatrices et d'animateurs. De cette vie familiale pleine d'engagements, je conserve aussi le souvenir des conflits et querelles, de la fatigue physique de ces étés d'animation, dans un secteur qui longtemps résiste à la professionnalisation, durant lesquels nous n'avions pas une minute à nous, de la

⁶ <https://www.clct-turretot.fr/l-historique-du-c-l-c-t>

⁷ La fédération régionale havrais des petites « A » (FRHPA) a été fondée en 1909 dans la lignée de la Ligue de l'enseignement, elle-même fondée par Jean Macé en 1866. En 1930 est créé la Fédération départementale des œuvres laïques ; En 2004 la Ligue de l'enseignement de Seine Maritime se crée par fusion entre le Foyer havrais des œuvres laïques et la fédération départementale des œuvres laïques.

nécessité de changer d'école pour ne pas être dans la classe d'un directeur ancien ennemi politique, tout autant que la fierté d'être connue par avance dans les milieux associatifs ou à l'école, « *la fille de* »... Tandis que mon frère et mes sœurs sont restés dans la région du Havre et continuent d'être repérés par leur affiliation familiale, j'aspirais à m'en distancier, à me dégager d'un héritage que je ne sentais que pouvoir décevoir.

Reste que cette socialisation primaire et secondaire a sans conteste été marquée par cette place centrale occupée par l'institution scolaire, par cette injonction à y obtenir de bons résultats, par celle toute aussi centrale de l'éducation populaire laïque et de l'engagement en général.

1-2 Histoire et roman familial genrés

Cette trajectoire familiale ainsi posée sur le papier apparaît marquée par une proximité tant géographique que sociale des branches paternelle et maternelle. Au-delà des enjeux de position ou d'évolution, d'autres similitudes ont été déterminantes dans la construction de ma posture de sociologue et dans la formation que je devais ensuite me construire ; il s'agit d'abord du rapport à l'histoire en tant que discipline et, de manière plus générale au passé, ensuite d'enjeux de genre qui transparaissent dans l'histoire familiale, une histoire réappropriée et opérante dans le roman familial (De Gaulejac, 2002, 2019)

Un passé familial entre grande et petite histoire

Depuis le plus loin que je me souvienne, mon grand-père maternel, en même temps qu'une personnalité impressionnante avec des avis présentés comme des vérités, un patriarche présidant avec autorité les repas familiaux, est une figure érudite, particulièrement intéressée à l'histoire. Peut-être ne fut-ce pas le cas toute sa vie durant. Pour autant, la personnalité avec laquelle j'ai eu des échanges pendant l'enfance et l'adolescence était très marquée par sa propre histoire et recherchait dans la Grande Histoire des réponses à la sienne. Il était un enfant naturel, sa mère ayant été mise enceinte alors qu'elle était placée comme repasseuse ou garde d'enfant auprès d'une famille bourgeoise du pays de Caux. Si tous les épisodes de la jeunesse de mon grand-père ne nous sont pas connus, quelques informations constituent le roman familial, sa naissance dans une ferme puis son adoption par celui qui allait devenir le mari officiel de sa mère, par exemple. Mon enfance aura été marquée par ses questionnements auprès de sa mère, alors encore vivante mais qui se refusait à lui confier ne serait-ce que le nom de son géniteur, ne lui accordant sur son lit de mort que de minces indices censés lui permettre de reconstituer un puzzle qu'elle considérait comme honteux, dans une déférence aux classes bourgeoises pleinement incorporée. A la retraite, mon grand-père n'a eu de cesse de s'adonner à des recherches généalogiques, l'entraînant à intégrer des cercles et autres collectifs pour faire avancer ses propres recherches comme

celles d'autres passionnés dans leur quête des origines. Plusieurs hypothèses, des noms de grandes familles havraises, d'armateurs ou de médecins locaux ont été cités, mon arrière-grand-mère ayant pris soin de distiller des informations, parfois contradictoires, à ses descendants.

J'ai longtemps cru avoir regardé cette histoire avec beaucoup de distance, d'abord parce que dans toutes les familles en ascension sociale, il est rarement question de s'enorgueillir des étapes antérieures mais aussi parce que ces préoccupations me paraissaient très éloignées du confort et de la stabilité dont je pensais la vie de mon noyau familial alors imprégnée. C'est lors d'un exercice scolaire, la lecture demandée par un professeur d'histoire en hypokhâgne, Pierre Ardaillou, que je rencontrais pour la première fois cette partie du roman familial avec un autre œil. C'est ainsi à la lecture de l'ouvrage sur la *Place des bonnes* d'Anne Martin-Fugier (Martin-Fugier, 1985) au début de mes études supérieures que j'accédais pour la première fois pleinement à la compréhension de cet épisode de la vie de mon grand-père et saisisaient les conditions de travail et d'existence de sa mère et lui. Cette lecture a été déterminante dans mon appréhension et mon intérêt pour la discipline historique, alors même que je n'y voyais rien d'autre qu'un apprentissage répétitif durant toute ma scolarité antérieure.

L'autre grande figure masculine de mon enfance est mon père, tout aussi autoritaire dans sa posture, cet homme tellement investi dans les mondes associatifs et politiques que je l'avais surnommé « *papa courant d'air* », cet homme qui, lui, ne parlait pas de ses origines. Fâché avec sa famille, dans une coupure que je crois savoir commencée par sa mère, il a marqué une distance avec un milieu social d'origine qui semble lui avoir fait honte. Fils unique, dans une relation parsemée de conflits réguliers avec sa mère, mon père parle peu de sa famille. Il lui a substitué une autre famille élective, celle qu'il a trouvée dans l'éducation populaire, le militantisme et la vie associative. Peu d'évocations de ses origines, peu d'évocations de sa première épouse, la mère de mon frère et de ma sœur, dans une pudeur qui pourtant n'a jamais effacé la douleur ni le chagrin, ont éveillé chez moi, en réaction, un questionnement dès l'école primaire, questionnement qui n'a fait que s'accroître devenant, selon les périodes de mon existence, particulièrement envahissant. Aujourd'hui encore, alors que prétextant cette HDR et la nécessité académique, argument que je savais recevable, d'évoquer ma position sociale, j'ai pu échanger avec lui, découvrir des informations que mon

frère et mes sœurs ignoraient également. Bien qu'il s'en défende, mon père entretient une relation très complexe avec l'histoire familiale, faite de petits secrets et de grandes hontes sur l'origine sociale de ses parents. Il porte un regard sévère, imprégné de valeurs bourgeoises sur la vie familiale que lui ont offerte ses parents, et surtout sur l'éducation que lui a donné sa mère, tandis que son père était amoindri par la maladie. J'ai saisi à cette occasion combien cette posture avait contribué à façonner son rapport aux femmes en général.

Si mon intérêt pour le passé, celui que l'on cherche comme celui que l'on tait, ne s'est explicitement fait jour que tardivement dans ma scolarité, il a tôt marqué mon histoire. Baignée par les mathématiques et les sciences physiques comme les bonnes élèves que l'on plaçait dans les filières scientifiques pour ne pas se voir fermer de quelconques et hypothétiques carrières, je n'ai véritablement trouvé d'intérêt à l'histoire en tant qu'activité scientifique que dans les études supérieures. Durant toute ma scolarité primaire et secondaire, j'ai été une élève docile, longtemps dans l'incapacité de déterminer quelles étaient mes appétences intellectuelles, mes intérêts. Je me suis laissée guider par des projets familiaux qui ne prêtaient même pas à discussion. Je percevais aussi, sans pleinement en saisir les tenants et aboutissants, les enjeux d'une histoire familiale genrée.

C'est très récemment, en travaillant avec une étudiante sur les données de la base du Maitron (Pudal, 2006) alors que Sophie Devineau, la directrice du Dysolab, organise une journée Normandie-Maitron que je découvre que mon arrière-grand-père maternel, le père de ma grand-mère maternelle, est cité, sans plus d'éléments. Certes on m'a déjà parlé de cet arrière-grand-père, lettré, travaillant à la presse havraise, Marcel Sorieul. Son portrait figure dans le bureau de mes grands-parents. Ma grand-mère m'a offert avec solennité un exemplaire de l'ouvrage, des contes cauchois (Rieul, 1965), qu'il a publié. Ma mère ayant retrouvé des documents le concernant, je me lance, en 2020, dans une recherche dans les archives familiales et dans celles de la presse havraise, en vue de la rédaction d'une notice qui lui soit propre, elle est publiée⁸. Ces recherches m'ont conduite à reconsidérer la trajectoire de ma famille maternelle. J'ai ainsi lu sous un nouveau regard, celui de la sociologue et non plus celui de l'arrière-petite-fille, l'engagement syndical de premier ordre de celui qui fut secrétaire général du syndicat du livre du Havre de 1935 à 1939 puis de 1945 à 1965, président de la

⁸ <https://maitron.fr/spip.php?article232857>. La notice figure dans le volume 2, le recueil de travaux de cette HDR.

société de Secours Mutuel de la typographie havraise de 1946 à 1965, administrateur de la Caisse de retraite de la Presse de Province de 1955 à 1965, secrétaire adjoint de la section des Retraités du Livre de 1971 à 1977... et qui trouva de surcroît le temps et l'énergie d'écrire plusieurs pièces de théâtre, en plus des contes cauchois publiés régulièrement dans la presse havraise avant d'être assemblés dans un bref ouvrage. Mais je me suis particulièrement interrogée sur l'absence de transmission mémorielle de cet engagement. La seule explication qui m'apparaisse ce jour est de considérer que, dans ma famille maternelle, l'engagement ne se conjugue qu'au masculin dans un processus qui tend à invisibiliser les femmes de l'Histoire comme de l'histoire familiale (Detrez, 2021) en même temps qu'il ne les incite pas à endosser, à leur tour, une part de l'histoire familiale en les excluant de la transmission des souvenirs politiques familiaux. L'influence de cet arrière-grand-père sur la vie de sa fille, ma grand-mère, semble se résumer à l'obligation qu'il aura tenu qu'elle suive une scolarité jusqu'à l'obtention d'un diplôme de secrétariat et qu'ainsi elle ne soit pas déscolarisée trop tôt. Là encore, le diplôme est considéré comme une garantie pour l'avenir. En revanche, il ne s'oppose pas à son mariage, alors qu'elle est encore mineure, avec un homme veuf, de 10 ans son aîné et déjà père d'un petit garçon. Aussi ma grand-mère a certes travaillé toute sa vie dans un syndicat, mais dans celui des patrons, le Syndicat de la Boucherie, reprenant à son compte la déférence envers le patronat, entourant de toutes sortes de sollicitudes et maternant à l'envie ces rudes bouchers. Ses choix politiques la menèrent loin de la CGT, affichant clairement un vote conservateur, garantie d'un ordre social qu'elle n'aurait jamais remis en question.

Questions de genre

Si l'histoire du militantisme et de l'engagement familial est quasiment exclusivement masculine, on saisit aussi que la place des filles puis des femmes y est plus généralement dominée.

Premièrement, du côté maternel, nul besoin de revenir plus longuement sur la mère de mon grand-père pour laquelle on ignore le nom de celui qui l'a faite mère si jeune, la contraignant à aller accoucher dans une ferme, éloignée des regards. À côté de cela, mon arrière-grand-mère, la mère de ma grand-mère, m'a toujours été décrite comme pathologiquement craintive, incapable d'amour, dans l'impossibilité d'entretenir des ambitions à l'endroit de ma

grand-mère, sans que personne ne semble s'interroger sur la vie de cette femme restée seule au Havre toutes les années de guerre, son mari prisonnier en Allemagne entre 1940 et 1945. Enfin, ma propre grand-mère, mariée encore mineure, a entretenu une relation compliquée, marquée par la violence et la maltraitance avec mon grand-père. Le récit de ses fuites fait partie du roman familial. Guidée par un instinct de survie, elle quitte son mari, âgée de 21 ans alors qu'elle est déjà mère de trois enfants, dans la France des années 1950 ; elle retourne vivre chez ses parents, place ses fils dans une pension le temps de stabiliser sa situation, ne gardant auprès d'elle que ma mère, tout en la cachant au voisinage et elle divorce... Violences subies et honte imprègnent l'histoire des femmes de cette branche familiale, de générations en générations. Et ce d'autant plus qu'elles peinent à se ressaisir pleinement de leur existence quand cela est possible. Après une dizaine d'année de séparation, alors que ma grand-mère s'apprête à se fiancer à un autre homme, mon grand-père revient dans sa vie, ils finissent par se remarier. Les lettres qu'ils échangent alors, découvertes récemment, témoignent de l'emprise qu'entretient mon grand-père, coupant même à distance ma grand-mère de ses affinités électives comme de ses temps de loisirs.

Deuxièmement, du côté paternel, la trajectoire de ma grand-mère bien que le récit de mon père soit, peut être volontairement, plus opaque, semble tout aussi marqué par des violences, à tout le moins sociales. Issue d'une fratrie de cinq enfants, ses deux frères décèdent jeunes, l'un mettant fin à ses jours, l'autre dans un accident du travail particulièrement violent. J'ai indiqué plus haut qu'entrée tôt dans la vie active, elle occupe plusieurs emplois de serveuse, y compris dans des bars sur le port du Havre, fréquentés par des marins peu respectueux, et dans lesquels mon père dit avoir un doute sur les contours de ses activités, entretenant de fait un flottement équivoque sur sa vertu avant de convoler en justes noces. Alors que mon grand-père tombe malade, c'est elle qui assume la continuité de la vie quotidienne, épaulée en cela par un oncle qui vient s'installer chez eux.

Il faut attendre ma propre mère pour qu'un discours féministe apparaisse. Il faut dire que cette vie auprès d'une mère élevant seule trois enfants et d'un père marin qui ne revient que rarement, pour finir par se réinstaller dans leur vie alors qu'elle-même entre dans l'adolescence n'a pu que nourrir ses interrogations sur la place des femmes dans la société, la famille et le couple, l'emprise et la violence. Ce dernier épisode, le remariage de ses parents, reste d'ailleurs traumatique, d'autant que le nouveau couple fait peu de cas de son entrée

dans l'adolescence, sacrifiant son intimité à de nouveaux aménagements dans le logement familial. Elle assiste à l'admiration portée aux frasques de ses frères. Et quand l'un d'eux laisse l'une de ses amies enceinte, elle constate le regard complice de mes grands-parents, achevant cette immersion dans un patriarcat étouffant. Le discours féministe de ma mère se heurte pourtant à la reproduction sociale, notamment dans le couple de mes parents. Tous deux se pensent et se disent progressistes. Pourtant, ils ont neuf ans d'écart lorsqu'ils se marient. Ils se sont croisés plus tôt, mon père étant animateur d'un centre de vacances, ma mère alors colon. Ils se croisent à nouveau quand mes grands-parents et mon père avec sa première épouse s'installent dans un lotissement en zone périurbaine du Havre. Ils sont presque voisins. La maladie puis le décès de la première épouse de mon père conduisent finalement cet instituteur avec deux jeunes enfants et cette assistante sociale toute tendue dans son rôle de *care* dans les bras l'un de l'autre. Alors toute jeune professionnelle, elle s'installe dans leur maison famille en figure maternelle de substitution, marquant *de facto* dès le début de leur relation une asymétrie, au moins matérielle. Je nais quelques temps après. Cette asymétrie initiale marque durablement la famille nouvellement formée, ma mère se mettant ponctuellement en retrait professionnellement pour assumer la vie familiale, se refusant dépenses superflues et temps pour elle-même, et laissant le champ libre à mon père en matière d'autorité. Les conséquences de cette asymétrie sont mises en lumière de manière particulièrement criante au moment de leur divorce alors que ma mère est elle-même malade. Durant toute mon enfance, je baigne ainsi dans ce discours féministe. Pourtant longtemps ce décalage que je perçois entre discours et pratique m'interroge. De cette éducation, je retiens une forme de fatalisme face aux rapports de domination, traduit dans une aversion marquée pour la confrontation et une conviction que je dois assumer seule la vie que je me construis.

Cette histoire familiale ne se démarque pas de toutes celles de ces générations passées par les guerres et les traumatismes qu'elles ont engendrés. Elle est celle des classes populaires du XX^e siècle. Dans le même temps, force est de constater combien les violences de classe et de genre s'y sont entremêlées, se sont transmises de générations en générations contribuant dans le même temps à invisibiliser dans quelle mesure les femmes, mes arrière-grands-mères, grands-mères et ma mère ont assuré la continuité de la vie quotidienne sans pouvoir prétendre aux lumières de la reconnaissance dans le militantisme syndical ou l'engagement politique. Pourtant elles ont résisté, vécu et survécu... ce sont des résistantes du quotidien,

pour détourner de son sens premier cette notion élaborée par Claire Andrieu au sujet des résistantes sous l'occupation (Andrieu, 2014, Bargel et Dunzah, 2020, Jacquemart 2013, Thébaud, 2014). La visibilisation de cette résistance constitue l'une des préoccupations de la thèse en préparation de Marie Picard, que je co-encadre avec Sophie Devineau depuis 2020⁹. Bien qu'ayant été épargnée par les conflits géopolitiques durant ma propre existence, ces questionnements sur ce que la société fait aux femmes, ont tôt émergé. Si dès la maternelle, je refusais d'être, comme toutes les autres petites filles de la classe, un chaperon rouge pour le spectacle de fin d'année, j'ai vécu à l'adolescence mes premières agressions à caractère sexiste et sexuel avec beaucoup de honte et dans le même temps, mes premières inquiétudes sur les normes de la féminité. Adulte, il m'aura fallu faire face comme mes aînées, assurer la continuité de la vie quotidienne avec mes deux filles, de deux pères différents, dans des relations qui peuvent se lire comme deux histoires de maltraitances également et sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici. Ce sont des moments durant lesquels j'ai senti combien le diplôme, le travail constituaient des ressources symboliques auprès des institutions et une ressource psychique dans ma vie quotidienne. Pourtant, cette sensibilisation aux violences, je l'ai d'abord peu prise en compte dans mes propres objets de recherche, tombant sans doute dans l'erreur de la reléguer à une affaire individuelle, privée... voulant oublier que, pour reprendre le slogan féministe des années 1960, « *le privé est politique* » et éminemment sociologique (Charpenel, 2014). C'est à la suite d'une affaire de viols et de harcèlement dans l'une des promotions de la « prepa IEP » que j'ai souhaité en faire pleinement l'un de mes investissements à la frontière du militantisme et de l'activité professionnelle. En mai 2021, je devenais avec deux autres collègues, Marion Charpenel et Élise Lemercier, chargée de mission égalité diversité de l'université de Rouen Normandie bien décidée à faire bouger l'institution mais en même temps pleinement consciente des difficultés de ce projet. Dans notre répartition du travail, je prends en charge ce qui relève de la formation aux violences sexistes et sexuelles et de la valorisation des femmes dans les sciences. Mais en mars 2023, devant la difficulté à mener à bien cette mission au sein de l'université, nous démissionnons toutes les trois collectivement (Andro, 2023 ; Cala, 2023).

⁹ Marie PICARD, *Femmes normandes dans la Résistance : sociohistoire de l'engagement et des effets de levier dans la conquête par les femmes de bastions masculins après la seconde guerre mondiale*, (titre provisoire) Université de Rouen Normandie, depuis septembre 2020

1-3 Le savoir, le diplôme et le travail, béquilles et armes à la fois

Comme pour mes prédécesseuses dans l'arbre généalogique, j'ai pris conscience à la fin de mes études secondaires que la seule chose qui sécuriserait mon existence étaient les études et le diplôme. Dans une famille d'enseignant·es, cela entre parfaitement dans les vues de mes parents, qui y voient chacun la seule solution de m'assurer une indépendance financière. Plutôt bonne élève dans le secondaire, je candidate en classe préparatoire à l'issue de la terminale S dans laquelle je ne me suis pas particulièrement épanouie.

La prépa B/L

L'entrée en hypokhâgne constitue un tournant dans ma trajectoire personnelle et intellectuelle. Jusqu'à la fin des études secondaires, mon rapport au savoir est plutôt détaché, en bonne élève j'apprends ce qui m'est demandé, en jeune fille j'adopte un comportement conforme à ce que l'on attend de moi. Face aux attentes contradictoires des enseignant·es qui réclament docilité et initiative, calme et participation, j'interviens peu en cours mais rends des devoirs propres, en temps et en heure. L'arrivée en prépa a nécessité une autre manière d'aborder le savoir et les études. Toutes et tous sommes de bons éléments, conformes aux attentes, et toutes et tous nous retrouvons du jour au lendemain dans la nécessité de travailler. Il me faut donc apprendre à travailler, être dans un rapport actif aux savoirs, me mettre au travail dans un contexte dans lequel les enseignant·es pointent surtout la marche à gravir pour espérer ne pas être ridicules le jour des concours de l'ENS... avec cette idée alors instillée qu'en cas d'échec nous avons toujours « la fac » comme solution de repli¹⁰. Le dispositif de mise au travail dans ces institutions enveloppantes a largement été analysé par Muriel Darmon dans les prépas scientifiques et commerciales (Darmon, 2013). Il a pleinement eu prise sur moi en prépa littéraire B/L ; sans grande surprise, j'adopte un ascétisme au-delà

¹⁰ Cette situation est savoureuse quand on considère la carrière que j'embrasse par la suite, elle revient quelques années après alors que j'ai l'opportunité de créer une filière de prépa universitaire, l'un de mes anciens professeurs de khâgne me fait savoir par connaissance interposée mon manque de loyauté en faisant courir le risque que lui et ses collègues perdent des candidat·es.

des attentes des enseignant-es, me conforme à des horaires très réguliers et une hygiène de vie censés m'assurer une efficacité maximale dans mon travail, autant d'éléments qui peuvent être lus sous le signe de la contrainte mais qui, dans mon cas, ont eu des vertus d'éducation à l'autonomie, de prise en charge de soi. Seul mon rapport au temps a pu devenir pathologique au sens où il est devenu une préoccupation envahissante et le maitre étalon de toute chose, état de fait qui, de surcroit, a perduré après ces deux années de prépa... ne pas perdre son temps, tout évaluer à l'aune du temps que telle tâche prend...

Mais surtout, la formation reçue m'a ouvert vers la démarche scientifique. De ces deux années, je n'ai nullement le souvenir de bachotage ou d'apprentissage répétitif mais d'une nouvelle manière d'aborder les connaissances, conforme en cela à ce que Darmon nomme le *hiatus scolaire*, sorte de *tabula rasa* par rapport aux connaissances acquises antérieurement. Tous nos premiers cours commencent par un long chapitre, voire sont intégralement organisés avec une entrée par l'épistémologie et l'histoire de la discipline. Cette entrée a rendu intelligibles et passionnantes des disciplines desquelles je m'étais tenues à distance jusqu'alors et a eu sur moi l'effet du passage à travers le miroir dont les sociologues des professions parlent (Davis, 1967 ; Hughes, 1958). Tel fut le cas de la géographie et de l'histoire. C'est Anne Frémont qui enseignait la géographie avec un humour ponctuant l'ensemble de ses cours (Frémont A. et Frémont-Vanacore A., 1995). En plus de l'épistémologie de la géographie, elle nous initie à la géographie sociale. J'ai déjà indiqué plus haut comment les lectures d'histoire sociale ont eu un écho particulier en moi. De manière plus générale, le programme d'histoire contemporaine, s'apparente alors à une révélation tant c'est la première fois, du moins en ai-je l'impression, que je découvre les liens entre histoire sociale et histoire politique. Je comprends que l'histoire ne consiste pas à apprendre une série de dates avec un court descriptif des événements qui s'y rapportent. Cet intérêt ne me quitte plus. Surtout l'entrée en BL signifie la découverte des sciences économiques et sociales, matière que je n'ai pas suivie au lycée. L'enseignante Brigitte Fouilland nous initie à l'économie, la sociologie et la science politique avec une rigueur et un dynamisme qui engendrent d'emblée mon adhésion. Je découvre une lecture de la société sur des thématiques que je n'ai abordées jusqu'alors que par la philosophie et y rencontre un propos beaucoup plus au fait de mes intuitions, dénué de normativité. C'est cette enseignante qui, dès la première colle, me fait comprendre que j'ai toute ma place pour réussir dans cette

prépa, induisant *de facto* par la pression et l'individualisation, un effet de situation au sens du théorème de W. I. Thomas (Thomas, 1938), une prophétie auto-réalisatrice me conduisant à travailler davantage encore (Merton, 1948).

Bien évidemment, la prépa constitue aussi le moment de rencontre avec des étudiant-es plus doté-es et programmé-es pour ces études (Bourdieu, 1981). Bien que fille d'enseignant, tel n'est pas mon cas. La carrière ascendante de mon père n'a pas conduit à une socialisation anticipatrice de cette orientation, je ne suis d'ailleurs pas certaine que mes parents ont, à cette époque, connaissance des institutions dans lesquelles j'aspire alors à entrer. Aussi ce sont mes premières expériences de peur du déclassement. Confrontée à des camarades qui cumulent tous les ressorts de la culture légitime, j'apprends progressivement à masquer mes incompétences et le moindre capital culturel qui est le mien. Certes j'ai appris à jouer d'un instrument de musique mais lorsque l'on pratique sur le temps de la pause méridienne, je suis bien incapable d'improviser sans partition. Certes j'ai quelques rudiments de latin, mais je ne suis pas en mesure de comprendre les plaisanteries de certain-es camarades. Certes j'ai lu des classiques, mais rarement quand ils ne sont pas dans le programme obligatoire. Certes j'ai visité nombre de musées durant les vacances scolaires, mais pas autant que mes camarades. C'est en prépa que je ressens les premiers moments de gêne et de honte au sujet de mes origines sociales. Je me souviens d'une soirée, le professeur de lettres nous avait enjoint d'assister à une pièce de théâtre pour un échange ultérieur en classe. N'ayant pas le permis de conduire, une amie de classe s'était proposée de m'y emmener, charge à mes parents de passer me chercher chez elle au terme de la soirée. J'étais déjà perplexe à la sortie du théâtre, devant une pièce que je n'avais pas comprise. Arrivées chez elle, ses parents issus d'une bourgeoisie installée, nous attendaient avec boissons chaudes, gâteaux et petits fours. Ma camarade se met au piano. Quand ma mère arrive, quelques minutes plus tard, dans une tenue décontractée et refuse de s'asseoir arguant de l'heure et décrivant ma sœur malade dans la voiture, j'ai toutes les peines du monde à garder la face dans l'interaction qui suit et comprends, ce soir-là, comment opère la violence symbolique. Mais tout cela n'est rien face au manque de culture légitime, celui qu'on ne peut masquer devant un-e enseignant-e. J'ai le souvenir d'une colle d'anglais durant laquelle alors que j'étais plutôt contente du commentaire d'un poème que je venais de présenter, l'enseignante m'interroge à plusieurs reprises sur la métaphore principale avant de partir dans

un rire mi-moqueur mi-incrédule en prenant conscience que je méconnaissais tel passage biblique. Cet épisode a alors contribué à une prise de distance et une remise en cause de l'éducation que j'avais reçue, j'en voulais terriblement à mes parents de cet anticléricalisme qui m'avait tenue à l'écart de la culture légitime, comme je leur en voulais de ne pas saisir la hauteur de la marche qui m'éloignait de la réussite de ce concours. C'est sans doute un des ressorts du fait que je n'ai jamais cru être en position de réussir les concours des ENS, dans un rapport aux « eux » et « nous » (Hoggart et al., 1970) voire celui de conscience triangulaire telle que décrivent Collovald et Schwartz (Jobard, Grelet, Potte-Bonneville, 2006) mais depuis les classes moyennes, position qui à la fois me sert de ressort pour me distinguer des étudiant·es de la voie de secours, ceux de la fac, et de résignation face à ceux que je côtoie dans cette prépa. Je ne me déplace même pas à la publication des résultats, recevant avec beaucoup de surprise l'appel du proviseur qui me félicite, non pas d'avoir eu le concours mais de ma sous admissibilité. Je ne mesure pas ce qu'elle signifie, je suis simplement épuisée et trop fragilisée pour imaginer présenter à nouveau le concours l'année suivante ou faire valoir ce résultat pour accéder à une quelconque formation.

L'université

L'entrée à l'université a constitué un moment particulièrement déstabilisant car elle signe la sortie d'une institution enveloppante, un nouvel espace de liberté mais aussi un lieu où l'échec aurait été particulièrement difficile à accepter, puisque depuis la prépa, « *la fac, c'est la solution de repli* » et tandis que mes parents sont démunis face à une institution dont les règles leur échappent et sont eux-mêmes insécurisés et insécurisants. Je me retrouve sur les mêmes bancs que celles et ceux qui m'avaient permis de me démarquer pendant deux ans et de croire en mes capacités. Je ne m'y épanouis pas, ne me sentant ni ajustée aux modalités de transmission des connaissances ni aux modes de socialisation des autres étudiant·es. Je rêve d'en partir le plus rapidement possible et envisage une bifurcation vers l'IUFM, la reproduction sociale et le déterminisme faisant leur œuvre. Je suis particulièrement critique envers des enseignant·es que je perçois comme peu engagé·es, ignorant complètement la réalité de leurs activités et de leurs responsabilités. Je les trouve surtout trop peu exigeant·es avec leurs étudiant·es, situation que je traduis comme le reflet d'une faible croyance en nos

capacités. Je ne renonce à bifurquer qu'après que celui qui est en passe de devenir mon directeur de mémoire en maîtrise et DEA puis directeur de thèse m'écrit pour me proposer un projet scientifiquement intéressant et entrant pleinement en congruence avec mes affiliations sociales et notamment ma proximité avec l'institution scolaire. Charles Gadea collabore depuis plusieurs années avec André Grelon ; il est en train de construire une sociologie des professions centrée sur les cadres qui prend forme dans les années suivantes notamment au sein du GDR Cadres. André Grelon, en spécialiste des ingénieurs, lui signale l'absence de travaux existant sur une école rouennaise devenue dans les années 1980, l'INSA de Rouen. Il propose ainsi une co-direction informelle pour entamer des recherches sur cet établissement. Sans doute l'appartenance d'André Grelon à l'EHESS est alors un argument de poids pour moi. Je me lance dans ce projet comme dans un pari, sécurisée à l'idée de pouvoir différer la bifurcation d'une année.

En septembre 1998, j'entame donc une maîtrise encadrée par Charles Gadea et André Grelon afin de comprendre comment un tel établissement a pu voir le jour à Rouen alors qu'il échappe à la répartition d'aménagement du territoire prévue à la création des INSA. En effet, au moment de leur fondation, ces écoles sont installées avec un souci de répartition sur le territoire : Lyon en 1957, Toulouse en 1963, Rennes en 1966. C'est à cette occasion que, retrouvant l'appétence pour la discipline historique, j'entreprends de saisir l'ensemble du processus depuis la genèse qui a conduit à la création de l'école, dans une remontée généalogique qui m'emmène dans les années 1870. Sur les conseils d'André Grelon qui a fait partie du programme PIR Ville¹¹ (Michel Grossetti, André Grelon, et alii, 1996), j'adopte une lecture résolument locale. Outre ce rapport, je commence mes lectures par deux références particulièrement intimidantes avec les travaux que Terry Shinn (Shinn, Launay et Furet, 1980) et Antoine Picon (Picon, 1992) ont consacré à deux grandes écoles. La méthodologie que je suis est artisanale, sur un mode proche de celui décrit par Camille Masclét (Masclét, 2014). Charles Gadea n'est pas en mesure de me former à la recherche historique, et nous nous en remettons aux grandes lignes indiquées par André Grelon. Un fort décalage se crée désormais avec mes camarades de maîtrise, aucun-e autre n'adoptant une perspective sociohistorique,

¹¹ Le programme PIR Ville a réuni Michel Grossetti, André Grelon, Françoise Birck, Anne-Claire Déré, Claude Detrez, Gérard Emptoz, Michel Idrac, Jean-Paul Laurens, Pierre-Eric Mounier-Kuhn, Béatrice Milard, C. Canevet, Christine Marseille, Michel Spiesser.

je travaille sans relâche car le dépouillement d'archives est particulièrement chronophage. Mon terrain m'oriente vers les archives municipales puis départementales et, inquiète d'être sanctionnée par les autres enseignant·es du département pour avoir délaissé les méthodes habituellement mobilisées en sociologie, je décide également de mener des entretiens avec des ancien·nes diplômé·es, des enseignant·es de l'école et enfin de conduire une analyse de statistique descriptive sur les diplômé·es. J'essaie aussi de retrouver les descendant·es du principal fondateur du premier institut, l'Institut chimique de Rouen, Émile Blondel. Par chance, son arrière-petit-fils dispose de plusieurs cartons qu'il me laisse étudier à ma guise. C'est ainsi que je parviens à reconstituer la mutation de l'Institut chimique de Rouen, école fondée par le patronat local en Institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen avant de devenir Institut national des sciences appliquées. Intitulée *Contribution à une histoire sociale de la formation d'ingénieurs à Rouen, de l'ICR à l'INSA*, cette première recherche sur une structure d'enseignement révèle que si l'établissement a initialement été fondé par un industriel du textile, dans une logique de développement local, à la faveur de la 1^{ère} guerre mondiale, le projet est bien antérieur et remonte aux années 1870. Il souligne aussi comment, pour perdurer, la caution et le soutien de l'État via le sous secrétariat à l'Enseignement technique deviennent incontournables dès les années 1930 pour se concrétiser encore davantage quand l'industrie textile, et plus particulièrement celle des colorants, se délite dans les années 1940.

En revanche, est laissée dans l'ombre l'analyse de la configuration locale en termes de formations scientifiques et techniques, analyse que je choisis de reporter à l'année suivante, pour la préparation du DEA. Dans le même temps, suivant les séminaires de maîtrise, je découvre avec beaucoup d'intérêt ceux proposés par Claude Rosental mêlant sociologie et histoire des sciences. La découverte des travaux de Latour sur la controverse entre Pasteur et Pouchet ne m'assure pas seulement une excellente note, elle m'ouvre sur un champ de la sociologie qui fait écho aux réflexions entamées en prépa sur les savoirs, les disciplines, les communautés scientifiques. En vue de mon anniversaire, je m'offre les *Éléments d'histoire des sciences* de Michel Serres que j'égraine chapitre après chapitre l'été suivant. Claude Rosental assure également les enseignements de statistiques dans l'ensemble du cursus de la sociologie et me propose d'assurer des travaux dirigés l'année suivante. Mes chances de quitter de l'université, cette institution avec laquelle je me sens si peu ajustée se réduisent

progressivement, tandis que je vis cette entrée dans l'enseignement comme confortable, dans une fidélité familiale...

Le projet de DEA prend sa source dans les traces que j'ai trouvées de tentatives de collaborations avec un autre établissement local, l'École préparatoire à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres de Rouen. J'adopte une méthodologie identique à celle suivie l'année précédente, bien que plus rigoureuse, et retrace avec application l'histoire de cet établissement, créé au milieu du XIX^e siècle suivant un projet original mis en œuvre sous le ministère Fortoul. Des liens entre les initiatives centrales et privées apparaissent, tout autant que des rivalités avec des établissements situés dans d'autres villes comme Caen. La question de la comparaison avec les établissements facultaires constitue un de mes angles d'analyse. À quoi cette École préparatoire, dont les statuts précisent qu'elle ne prépare en rien les diplômés aux cursus universitaires dispensés dans les facultés des sciences et des lettres, prépare-t-elle ? Dans quelle mesure constitue-t-elle une clé de lecture de la structuration de l'enseignement supérieur de province au XIX^e siècle ? Les travaux menés sur les Écoles préparatoires des sciences et des lettres sont peu nombreux, cités dans le PIR Villes pour les cas de Nantes et par Raymond Oberlé pour celui de Mulhouse (Oberlé, 1961), il semble que seuls Paul Anderson (Anderson, 1975) et Robert Fox en mentionnent l'existence dans leurs travaux, notamment dans ceux menés avec Georges Weisz (Fox et Weisz, 1980). A côté des travaux d'André Grelon, ce sont surtout ces travaux anglo-saxons (Nye, 1986), ainsi que ceux d'Antoine Prost (Prost, 1968), Jacques Verger (Verger, 1986) et Christophe Charle (Charle et al., 1985) pour leurs vertus de cadrage, qui constituent le creuset dans lequel j'inscris mes propres analyses. Les travaux dédiés aux politiques du ministère de l'instruction publique au XIX^e siècle viennent enrichir ma réflexion, notamment ceux de Nicole Hulin-Jung sur la bifurcation (Hulin et Fox, 1989) ou ceux de Harry W. Paul (Paul, 1972). Je soutiens mon mémoire de DEA en juin 2000 et pour asseoir la démarche cumulative que j'entretiens, je l'intitule *Contribution à une histoire sociale de la formation scientifique supérieure à Rouen : l'École Préparatoire à l'Enseignement Supérieur des Sciences et des Lettres*.

Ces deux projets m'amènent rapidement à m'interroger sur l'élaboration à cette échelle locale d'un ensemble d'établissements dispensant des formations dites d'enseignement supérieur mais relevant dans les faits d'une formation davantage intermédiaire, ne partageant ni les publics ni les contenus de formation avec l'enseignement

supérieur (Bodé, Gérard et Savoie, Philippe, 1995). Ayant obtenu une allocation de recherche ministérielle à la faveur d'une réflexion sur le déficit de cadres en Haute-Normandie, je m'engage dans un doctorat dans une perspective sociohistorique visant à comprendre cette structuration locale. Si Charles Gadea est mon directeur, André Grelon continue à orienter mes travaux de ses conseils et remarques avisés. Dès 2000, il me propose d'intervenir lors d'une Journée d'étude sur les *Recherches actuelles sur les écoles d'ingénieurs* qu'il organise à l'EHESS, contribuant à ma socialisation professionnelle par cette première communication. Puis il m'enjoint de rencontrer une doctorante nantaise, Virginie Fonteneau, alors engagée dans un projet collectif consacré à l'Université de Nantes et emmené par Gérard Emptoz¹². C'est le début d'une collaboration stimulante et réconfortante. Il me met également en relation avec Gérard Bodé qui mène, au Service d'histoire de l'éducation de l'INRP une grande enquête, département par département, sur les établissements relevant de l'enseignement technique et professionnel et organise un séminaire auquel je vais prendre part. Je m'inscris progressivement dans une communauté scientifique. J'y prends ma place, le 122e congrès du CTHS à Nancy à 2002 constituant sans doute la première étape (Charmasson, 2005), intégrant dans mes analyses celles portant sur l'enseignement technique et professionnel tel qu'il est traité par Guy Brucy (Brucy, 1998 ; Troger, 2000)¹³.

C'est également André Grelon qui me propose de présenter une communication au colloque d'Evora en 2003 sur la thématique suivante : « entre la formation et l'action, sur le terrain, les enjeux identitaires des ingénieurs, XVIII-XX^e siècles ». La préparation de cette communication est l'occasion d'interroger sous un angle nouveau cette suite d'établissements dont j'ai découvert l'existence, leurs liens et de saisir la dimension sociologique qui faisait défaut à mon analyse jusqu'alors. Ma réflexion se centre alors sur l'école d'ingénieurs chimistes créée par les industriels rouennais plutôt qu'au sein de l'école préparatoire existant déjà, sur le modèle des instituts annexes des facultés des sciences par exemple ; elle m'oblige à comprendre quelles sont les perceptions normatives de la formation aux carrières industrielles que ce patronat active. En effet, ce dernier cherche à se démarquer des établissements existants, déplore les orientations prises dans l'enseignement supérieur, leur inadaptation aux réalités industrielles et promeut un autre type de formation, aux marges de l'université alors même que l'historiographie de l'époque valorise essentiellement les grandes écoles et l'université.

¹² Le projet donne lieu à une publication synthétique quelques années après (Emptoz, 2002)

¹³ Le chapitre que je rédige pour l'ouvrage qui suit le congrès est présenté dans le volume 2, le recueil de travaux.

Ce faisant, la préparation de cette communication me conduit à décaler mes recherches et mon analyse vers ces patrons dont les activités se fédèrent essentiellement autour de la Société industrielle de Rouen et à saisir le rôle de ces Alsaciens et Lorrains installés au sortir de la défaite de 1870. Cela constitue un point de bascule dans ma thèse. Je passe d'une analyse axée sur les institutions d'enseignement supérieur et leurs tutelles, à une autre qui embrasse les configurations d'acteurs en jeu dans ce processus de structuration à l'échelle locale. Après réflexions, au moment de la publication du chapitre travaillé pour le colloque, je substitue le terme de perception à celui de représentations, afin de m'éloigner de toute approche davantage psycho-sociale que sociologique (Matos et al., 2009)¹⁴. De son côté, Charles Gadea m'associe au GDR Cadres en construction et aux travaux qu'il mène au sein du Cereq, me permettant de communiquer aux différentes journées d'études et de publier mes premiers papiers (Bidois, 2003)¹⁵.

La thèse propose finalement un éclairage local sur la constitution du groupe professionnel des ingénieurs, et plus précisément le segment de ceux se destinant aux carrières industrielles et commerciales. Elle rassemble des matériaux historiques qui permettent de retracer les jeux d'acteurs complexes qui se nouent autour de la création d'établissements d'enseignement supérieur, impliquant des individus ou institutions appartenant à des sphères différentes et dotés de représentations hétérogènes du lien entre formations initiales et carrières industrielles et commerciales, école préparatoire, université, écoles d'ingénieurs chimistes, école d'ingénieur. Elle met au jour l'existence de deux périodes en rapport avec l'implication d'un acteur collectif issu du monde industriel, avant et après les années 1870. Influencé par un modèle mulhousien, ce patronat œuvre, à partir des années 1870, pour l'établissement d'une connexion entre sphères éducative et productive en s'engageant dans des initiatives privées qui aboutissent à la naissance d'une école supérieure de commerce et d'une école d'ingénieurs. Je soutiens cette thèse intitulée *La formation scientifique et technique dans l'enseignement supérieur à Rouen (1809-1985) ; Essai de sociologie historique*, le 17 décembre 2004 (Bidois, 2004). Le jury, présidé par Jean-Luc Nahel, alors président de l'université de Rouen, réunit, en plus de Charles Gadea, Jean-Michel Chapoulie comme examinateurs, Michel Grossetti et André Grelon comme rapporteurs. Elle signe mon positionnement à la croisée de

¹⁴ Le chapitre figure dans le volume 2, le recueil de travaux de cette HDR

¹⁵ L'article figure dans le volume 2, le recueil de travaux de cette HDR.

la sociologie des professions, de la sociologie des sciences et des techniques et de la sociologie de l'éducation.

La thèse est un long processus parfois solitaire, avec des périodes durant lesquelles les doutes s'immiscent et je reste longtemps saisie d'inquiétudes quant à la démarche que je m'obstine pourtant à maintenir, à savoir la démarche sociohistorique. Pourtant, j'entretiens un rapport affectif aux archives et suis heureuse de retrouver plusieurs jours par semaine un grand-père maternel affairé dans l'état civil dans une quête sans fin. Le travail de préparation de la thèse m'enferme dans une ascèse qui m'est familière et qui m'enveloppe face aux souffrances qui viennent entacher cette période : le décès de mon ancienne nourrice, phare affectif durant toute mon enfance et mon adolescence, celui de mon grand-père maternel, la maladie de ma mère, le divorce de mes parents... Par ailleurs, le conflit qu'entretient progressivement mon directeur avec les membres du laboratoire et sa marginalisation contribuent à accroître son inquiétude, et la mienne, à l'idée d'être évalué à l'aune de mes productions, le rendant d'autant plus critique à mon endroit. Sans doute est-ce très courant, d'autant que je suis sa première doctorante en passe de finaliser, mais je peine longtemps à trouver les manières de rédiger cette thèse, la première version est trop longue, trop marquée aussi par cette obsession de citer des matériaux historiques, l'analyse restant trop en retrait. C'est encore une fois André Grelon qui m'enjoint fermement de retravailler le texte en quelques semaines, me permettant ainsi de produire une version resserrée mais beaucoup plus efficace. Me sentant désarmée et paralysée devant l'écriture scientifique et même la mise en récit, il m'incite à lire *Sciences, argent et politique*, ouvrage tiré d'une conférence de Dominique Pestre et à m'inspirer du style du texte (Pestre, 2003). En quelques jours, je saisis la démarche argumentative à suivre, expurge le texte de tout ce qui ne sert pas l'économie générale du propos. Surtout, je produis une analyse qui partant, non plus des institutions, mais des différents acteurs, individuels ou collectifs, qui portent la question de l'enseignement dit supérieur, contribuent à la création et au maintien d'établissements, soulignant par là même le sens de la rupture opérée avec l'arrivée d'un patronat mulhousien dans les années 1870.

2- Deuxième période, 2005-2017 : une pratique scientifique ancrée

Ma carrière d'enseignante chercheuse commence à Rouen en septembre 2005 sur un poste de maîtresse de conférences profilé « Organisations, techniques et savoirs », celui qui a été mis au concours après le départ de Claude Rosental. J'assume alors depuis deux ans une partie du service qui lui était jusque-là dévolu notamment le fameux séminaire de maîtrise intitulé Sciences et techniques au sein duquel l'initiation aux travaux de sociologie et d'histoire des sciences et des techniques a agi sur moi comme une révélation. Mon élection sur ce poste, après avoir été cooptée par le titulaire à la fois comme chargée de TD puis comme ATER font de moi une maîtresse de conférences d'un autre temps, une locale, du moins en sociologie car les pratiques en la matière varient selon les disciplines. Cette étiquette, je la masque parfois arguant de ma formation officieuse par André Grelon, mais elle est surtout difficile à porter parce que j'ai longtemps entretenu un rapport compliqué avec l'université en tant qu'institution mais également avec une partie de ses acteurs au sein du laboratoire. Je n'ai jamais été dupe du fait que cette élection a été rendue possible car je n'ai pas pris position bruyamment dans certaines situations, autorisant certains membres de la commission de spécialistes à me considérer comme peu nuisible. J'ai souvenir d'un ancien président d'université qui, au fait des détails de mon recrutement, m'avait félicité de m'être sortie du piège que constituait le conflit entre mon ancien directeur de thèse et le directeur du laboratoire... je veux croire que tout ceci n'occulte pas le fait que j'avais déjà fait mes preuves sur ces enseignements, que mes travaux ouvraient de nouvelles perspectives pour le laboratoire alors très orienté dans la sociologie du travail, mes collègues y voyant aussi une opportunité de prise des responsabilités rapides. Enfin, je mesure que de bonnes fées avaient leur part dans cette élection, par pudeur, elle ne m'en a jamais rien dit mais je ne veux pas croire que Danièle Carricaburu, la directrice du département d'alors, celle qui m'a confié séminaire de maîtrise et cours magistral de licence, n'y soit pour rien.

Cette carrière s'articule en plusieurs temps : le premier, long d'un peu plus d'une dizaine d'années, est marqué par une forme de pragmatisme durant lequel je poursuis les travaux dans les directions de recherche commencées antérieurement tout en m'investissant dans des projets d'ordre pédagogique. Ces bornes chronologiques sont indicatives et il serait

erroné de voir en 2017 un tournant radical. Il s'agit davantage d'une année charnière marquée par plusieurs événements : l'annonce au sein du département de mon intention de me déporter des responsabilités pédagogiques les plus chronophages et celle de reprendre des activités de recherche inédites, traduite dans une demande de CRCT et le recrutement d'une nouvelle collègue. De ce point de vue, la préparation du numéro de *Quaderns d'Historia de l'Enginyeria* en hommage à André Grelon, quelques temps auparavant, n'y est pas pour rien (Gouzévitch et al., 2016)¹⁶. Elle est d'abord l'occasion de reprendre des relations avec cette communauté scientifique rencontrée en doctorat. Elle signe surtout une prise de conscience : mes analyses sur les enjeux de configurations locales en matière d'enseignement supérieur se sont affinées, affirmées et apportent un éclairage manquant aux travaux alors produits. Peu de chercheur-es se sont questionné-es sur les formes d'enseignement aux marges de l'université et des grands établissements, souvent parisiens, qui restent le pivot de l'historiographie dominante. Le retour d'André sur l'article que je rédige sur une nouvelle configuration locale, Angers au XIX^e siècle (Bidois, 2016), me rassure, confirme mon intuition et agit comme un encouragement à reprendre, avec une nouvelle maturité scientifique, les chantiers laissés en l'état.

2-1 Institutions, acteurs et objets : produire des connaissances, diffuser et vulgariser

Ainsi, durant toute la première partie de ma carrière, je poursuis mes travaux concernant les institutions scientifiques tout en diversifiant les approches au gré des opportunités et sollicitations qui tendent à situer mes travaux à la frontière de la recherche et de la médiation scientifique dans une conception ouverte à la demande sociale. Je voudrais ici souligner combien cette approche, longtemps considérée comme peu légitime d'un point de vue académique, en dépit des efforts récents de l'HCERES et de quelques établissements pour promouvoir ces liens entre science et société, s'avère pour autant particulièrement fertile pour penser les objets scientifiques. C'est ce que je vais pointer dans cette partie.

¹⁶ Cet article figure dans le volume 2 de cette HDR.

De ce point de vue, une première série d'opportunités et de sollicitations me conduisent à m'interroger sur le rôle et la place des acteurs dans l'histoire de ces institutions que j'ai décrites. Surtout, la collaboration avec des chercheur-es en histoire des sciences m'ouvre de nouvelles pistes de réflexions.

Certes dans la thèse j'ai pu pointer le rôle et la place prise dans les configurations par certains d'entre eux mais la problématisation a moins mis l'accent sur des individus que sur des collectifs, des groupes sociaux. J'ai souligné combien les modes de socialisation au sein de la Société industrielle de Rouen notamment (Lecouteux, 1996), et le rapport à l'engagement politique, par une forme de saint-simonisme dénué d'utopie très spécifiques du patronat arrivé dans la région rouennaise, après l'annexion Prusse des territoires de l'Est, a eu des conséquences notables sur la structuration de l'enseignement supérieur scientifique et technique localement. Sans doute faudrait-il à terme rajouter l'enseignement commercial, avec le rôle joué par les frères Jules et Jacques Siegfried notamment (Maffre, 1988), que je n'avais pas pleinement inclus dans mon analyse en première intention pour des questions de faisabilité (Blanchard, 2015).

Dès 2008, je suis amenée, dans le cadre d'une réflexion croisée avec François Soulard, alors doctorant travaillant sur les formations de niveau intermédiaire en chimie au XIX^e siècle, à considérer le rôle du chimiste Jean Girardin sous nos deux approches, pour lui celle d'histoire des sciences et des techniques, pour moi celle de sociologie. Elle se concrétise dans une communication dans un atelier dédié à l'histoire de l'enseignement scientifique et technique lors du congrès de la Société française d'histoire des sciences et des techniques en 2008 puis d'une publication codirigée par Virginie Fonteneau et Renaud d'Enfert (Bidois & Soulard, François, 2011)¹⁷. Notre intérêt pour cet ancien interne en pharmacie des Hôpitaux de Paris, passé ensuite par le laboratoire de Thenard, avant d'être nommé à la chaire de chimie appliquée de Rouen en 1828 se focalise sur son obsession de lier recherche scientifique, enseignement et développement des industries chimiques locales dans une approche alliant vulgarisation et recherche scientifique académique reconnue par ses pairs. Sa carrière lui ouvre des fonctions lui permettant de développer toutes ses vues en la matière. Nous

¹⁷ Ce chapitre d'ouvrage figure dans le volume 2 de cette HDR.

interrogeons les liens entre diffusion des sciences et recherche académique et nous nous intéressons au cadre dans lequel prend forme son projet de vulgarisation scientifique, ses origines, les réseaux d'acteurs impliqués, l'influence de l'assise institutionnelle des établissements dans lesquels il enseigne. Comment parvient-il, tout au long de sa carrière, à concilier cours publics, cours de niveau supérieur et recherche, et même à obtenir, en 1872, la translation des deux chaires de Strasbourg dans une école préparatoire gérée par la municipalité, à la place de facultés des sciences ? Cette perspective que nous développons me permet à la fois d'affermir mon approche sociologique et d'infléchir la lecture faisant fi des structures sociales portée par François Soulard et, en même temps, d'aborder le rôle de plusieurs individualités dans l'évolution des institutions étudiées. C'est un tournant dans ma réflexion.

De fait, dans une forme de continuité, en 2012, je suis sollicitée pour présenter une communication dans le cadre de l'Université pour Tous, à l'occasion de l'inauguration de la plaque posée en l'honneur du principal fondateur de l'Institut chimique, Émile Blondel, sur une place sur le campus de l'université de Rouen à Mont Saint Aignan. Bien que le cadre ne s'y prête pas pleinement puisqu'il s'agit de faire toute la lumière sur l'œuvre de cet industriel local, ni même que l'auditoire composé en partie de membres de sa familles ou d'anciens industriels soit particulièrement favorable, j'intitule cette communication « Émile Blondel, un industriel dans le champ de la formation ». La commande est restée évasive, même si les attendus implicites des commanditaires penchent davantage vers une forme hagiographique, comme c'est souvent le cas lors des commémorations et autres célébrations de ce type. Je profite de l'occasion pour poursuivre la piste ouverte depuis ma participation au congrès d'histoire des sciences et aborde les initiatives prises par l'industriel en considérant que lui et sa famille constituent des figures typiques de ces nouvelles élites issues du monde de l'industrie, qui s'investissent dans le domaine de formation technico-scientifique supérieure rouennaise. Portée par les valeurs saint-simoniennes, teintée d'idéologie méritocratique, je m'appuie également sur la socialisation dont il a pu bénéficier, ses affiliations politiques et l'arrivée de ce patronat mulhousien qui est pour lui particulièrement inspirant.

Sur la même temporalité de recherche, je participe également à une réflexion pluridisciplinaire engagée par l'équipe des archives Poincaré de Nancy, le projet ELOHISE, et suis amenée à présenter une communication intitulée « Appréhender l'évolution des formations scientifiques et techniques par les acteurs engagés et ceux qui ne le sont pas...

quand le structurel se niche dans les biographies » et un chapitre dans l'ouvrage de clôture dirigé par Laurent Rollet et Philippe Nabonnand (Rollet et Nabonnand, 2012)¹⁸. Si j'y défends la nécessité d'intégrer les acteurs collectifs aux côtés des individualités et de pointer le rôle du structurel dans les biographies individuelles, comme dans les deux communications précédentes, je pointe également la nécessité d'interroger les absences de celles et ceux qui pourraient être concernés, de celles et ceux qui le sont à d'autres périodes. Toutes ces réflexions m'amènent aussi à développer une connaissance des institutions par le bas, ou plutôt par les acteurs qui les font vivre reprenant en cela les acquis des travaux tant de la sociologie des institutions que celle menée par les politistes, sur fond de travaux en histoire des sciences fondés sur des sources primaires, me nourrissant d'une pluralité d'approche qui m'apparaît particulièrement féconde.

Les institutions et leur dimension matérielle

Le second angle de recherche que je m'efforce de développer durant cette période porte sur les conditions matérielles dans lesquelles se réalisent la transmission des connaissances et la recherche dans les formations scientifiques et techniques que j'ai jusqu'à analysées essentiellement sous un angle institutionnel.

Alors qu'à l'INSA, un professeur de chimie, Jean-Noël Le Toulouzan, m'a fait part de sa découverte, à l'occasion du déménagement de l'établissement, d'un fonds important d'objets en tous genre, sur mes conseils, un collectif se forme pour inventorier, préserver et conserver ces objets de la recherche. Au moment de sa structuration, je participe, avec Anne Caldin, la responsable de la culture à l'INSA, à la création de Resitech, Réseau Scientifique Industriel et Technique en Normandie pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine scientifique dès 2008, à la fois comme membre du comité de pilotage et du conseil scientifique. Resitech est inscrit dans un réseau national porté par le Musée des arts et métiers, la mission nationale de sauvegarde du patrimoine scientifique et technique contemporain, PATSTEC.

Dès 2011, j'y propose une réflexion sur la mémoire immatérielle, constatant que la préservation des objets scientifiques et leur inventaire laissent dans l'ombre les discours et

¹⁸ Ce chapitre figure dans le volume 2 de cette HDR.

pratiques des acteurs sur ces objets, de même que la manière dont le geste technique se transmet au sein des laboratoires. Avec la cheffe de projet, Anne-Sophie Rozay, nous déplorons que la richesse des échanges avec les bénévoles qui aident à la rédaction et à la validation des textes accompagnant les inventaires ne transparaisse pas dans les fiches finales. Si, dans un premier temps, j'expose périodiquement aux membres du réseau des éléments du cours d'initiation à la sociologie des techniques que je propose en licence, les ambitions, notamment de Catherine Cuenca et Catherine Ballé, au sein de PATSTEC à l'échelle nationale, nous poussent à poursuivre et la réflexion est engagée grâce à la mise en place d'un stage pour un étudiant de master 2 en sociologie, Nassim Bousaid. Bien que n'étant pas en responsabilité sur la suite du projet, j'accompagne son développement sous la forme d'un documentaire scientifique sur la sonde atomique (Misfud et Rozay, 2013)¹⁹ et propose à la cheffe de projet, Anne Sophie Rozay, un questionnement réflexif sur la démarche suivie et le documentaire produit. Ce projet donne lieu à plusieurs interventions, que nous assurons ensemble, dans des formations mises en place par le ministère de la Culture auprès de ses conservateurs mais également une communication au sein du réseau *Universeum* en 2015 puis la rédaction d'un chapitre dans l'ouvrage qui lui fait suite (Marlen Mouliou et al., 2018)²⁰. Nous y décrivons, en plus de la méthodologie mise en œuvre pour saisir cette mémoire immatérielle cristallisée dans les objets scientifiques, un cercle vertueux d'intérêt grandissant des scientifiques, suscité par les premières expériences de valorisation de leur patrimoine scientifique et technique.

Mon investissement au sein de Resitech se poursuit à l'occasion de son X^e anniversaire par la publication avec Anne-Sophie Rozay d'un catalogue imprimé, présentant les objets des collections de partenaires du réseau assortis de descriptions subjectives assumées mêlant sciences, techniques et souvenirs personnels (Bidois et Rozay, 2018)²¹, et l'organisation d'un colloque scientifique « Osez la technique ! ». L'originalité dudit colloque est d'articuler des réflexions pluridisciplinaires autour du patrimoine scientifique, technique et industriel, en mobilisant des acteurs issus de différents réseaux professionnels, notamment patrimonial et universitaire : historien-nes et sociologues, conservateur-rices, chargé.es de collections, artistes, directeur-rices ou fondateur-rices de structures muséales, chargé-es d'action

¹⁹ <https://images.cnrs.fr/video/4381>

²⁰ Ce chapitre figure dans le volume 2 de cette HDR.

²¹ L'introduction de cet ouvrage figure dans le volume 2 de cette HDR.

culturelle... Dans cet état d'esprit, le colloque se clôture sur une conférence de la Compagnie de la Machine de Nantes sur le processus de création d'une machine de spectacle, depuis les dessins de François Delarozière, directeur artistique de la compagnie, jusqu'à la réalisation finale. Elle attire plus de 200 personnes au sein de l'Hôtel des sociétés savantes, un soir de semaine, ce qui n'est pas la moindre des réussites, mais surtout ce qui renoue, en ce qui me concerne, avec l'activité de diffusion des savoirs propre à ce lieu au cœur de Rouen.

Puis fort de la première collecte d'archives orales et d'une réflexion sur le premier documentaire, un nouvel inventaire mené pour Resitech par Anne-Sophie Rozay, au sein d'un autre laboratoire universitaire, le CORIA, Complexe de Recherche Interprofessionnel en Aérothermochimie, donne lieu à un autre documentaire consacrant non plus un objet comme c'était le cas pour la sonde atomique mais l'évolution des problématiques scientifiques notamment dans le développement des diagnostics optiques et laser et dans celui des calculs haute performance (Bidois, Rozay et Misfud, 2021). Les modalités de la collaboration entre les différents participants à ce projet donnent lieu à la participation à une table ronde lors du colloque *Printemps de l'interdisciplinarité* organisé par le Collège des sociétés savantes académiques, *Sapiens interdisciplinaris : engagé-es pour l'avenir* en juin 2022 et intitulé « la chargée d'inventaire, la sociologue et le physicien, discussion autour des collections du laboratoire CORIA » : ce sont des conceptions de la recherche et un regard critique sur l'articulation entre recherche, mémoire et art qui animent la discussion.

Durant toute cette période, mon engagement local me permet de profiter des anniversaires et autres commémorations pour accéder à des archives jusque-là inexplorées mais également de développer une diversité de tâches importantes.

Tel est le cas d'abord de la direction de l'INSA de Rouen qui, en 2015, à l'occasion des 30 ans de l'école, met en œuvre plusieurs événements : une exposition retraçant l'histoire de l'établissement depuis la création de l'Institut chimique de Rouen pour laquelle j'agis en qualité de commissaire, une conférence longue et un ouvrage (Bidois et Reynet, 2015)²². Cette commande m'ouvre les archives conservées dans l'établissement ainsi qu'une série de contacts précieux, dont certains auxquels je n'avais pas pu accéder durant ma maîtrise.

²² Cet ouvrage se trouve présenté dans le volume 2 de cette HDR.

L'année suivante, la présidence de l'université lance un appel à projet dans le même but, célébrer ses 50 ans grâce à une série d'événements dont la production d'un ouvrage qui puisse être qualifié à la fois de scientifique et de bel ouvrage. Avec deux collègues historiens que je rencontre pour l'occasion, nous proposons la mise en place d'un séminaire de recherche et, soucieux d'allier recherche et formation par la recherche, associons plusieurs étudiant·es au projet, notamment pour procéder au récolement des archives en vue de la rédaction dudit ouvrage. La démarche n'est pas particulièrement novatrice et nombreux sont les établissements qui ont initié semblables projets. On citera à titre d'exemple l'université de Nantes (Emptoz, 2002), l'université d'Angers (Denéchère et Matz, 2012), le centre expérimental de Vincennes (Soulié et Charle, 2012), l'université de Paris XIII (Girault et al., 2012) mais également de beaucoup plus anciens comme l'ouvrage consacré à l'université de Caen en 1932 (Bigot et Maigron, 1932)... Ils fournissent au chercheur sur l'enseignement supérieur une source précieuse de connaissances des établissements si la commémoration ne prend pas le pas sur la rigueur de la monographie. A l'université de Rouen, ce projet a en premier lieu permis de lancer un premier récolement des archives universitaires mais également de constater les très mauvaises conditions de conservation. Beaucoup des archives les plus anciennes sont stockées sous la bibliothèque universitaire des lettres et sciences humaines, à même le sol, sans avoir fait l'objet du moindre tri. C'est d'abord de mon côté une heureuse surprise que de pouvoir y puiser des éléments après toutes ces années de thèse durant lesquelles leur accès m'a été rendu impossible. C'est surtout l'occasion de publier un ouvrage synthétique laissé en jachère depuis la soutenance de la thèse.²³ Je m'y attelle avec mes deux collègues avec une application qui m'est toute particulière attendu que je suis la seule spécialiste du domaine, j'y reviendrai dans la suite de mon propos.

Ainsi, durant toute cette période j'ai maintenu une préoccupation pour la sociogenèse des institutions scientifiques et techniques dans une approche novatrice au sens où elle englobe les institutions, les acteur·rices, les objets matériels de la recherche et les conditions matérielles dans lesquelles cette activité évolue.

²³ La partie que je rédige pour cet ouvrage se trouve dans le volume 2 de cette HDR, ainsi que notre introduction commune.

2-2 Savoirs généralistes et compétences organisationnelles : vivre, enseigner et organiser

Pendant toute cette période, mon quotidien d'enseignante chercheuse m'a porté vers les activités d'enseignement et plusieurs responsabilités notamment liés à des projets de création de nouvelles filières de formation, comme une classe préparatoire aux concours des institut d'études politiques de région et un parcours transversal de sciences politiques.

Conciliations ordinaires en monde universitaire

Plusieurs travaux ont mis en avant la grande difficulté de concilier les différents volets de l'activité des enseignant-es chercheurs. Yves Gingras souligne combien cette double activité d'enseignement et de recherche a fait l'objet de discussions sur le temps long (Gingras, 2003). Mais surtout d'autres pointent combien l'augmentation du travail administratif d'une part et les exigences liées à l'enseignement, préparations, corrections et suivi des étudiant-es plus individualisé notamment, placent une part des enseignant-es chercheurs en situation de « *pression temporelle accrue* » (Gastaldi et Lanciano-Morandat, 2017 ; Guichard-Ménard, 2023) ; cette situation peut contribuer à la réduction du temps dédié effectivement à la recherche, temps qui nécessite une concentration particulière et ne peut pas être fractionné à l'envie. Lise Gastaldi et Caroline Lanciano-Morandat ont montré combien cette pression renforçaient les inégalités dans les carrières de l'enseignement supérieur et qu'au rang des facteurs à inventorier de ce point de vue, les femmes se trouvent défavorisées et tendent à décrocher davantage que « les hommes dans la compétition à l'accès aux postes stables et aux positions les plus élevées ». Ce phénomène a été documenté dans plusieurs pays du monde et avec différentes approches et méthodologiques. Sur les chercheuses en sciences de la vie, Catherine Marry et Irène Jonas ont pointé la variation du temps de travail et de la disponibilité psychique au cours de la carrière des femmes, avec un engagement moins fort pendant certaines périodes durant lesquelles la vie familiale est particulièrement prenante (maternité, jeunes enfants, maladie...) et des périodes de sursaut, vers la

cinquantaine. Avant, les périodes de congrès sont considérées « comme des coupures temporelles et géographiques avec le quotidien familial » bienvenues « même si elles ne manquent pas de rappeler que leurs absences nécessitent un travail de préparation de leur départ, même si elles courent parfois téléphoner à leurs enfants entre séances de travail et diners et que pour beaucoup elles renoncent pour un temps à des déplacements trop « couteux » familialement, il semble néanmoins que cette parenthèse leur offre l'opportunité de n'être plus que chercheuses » (Marry et Jonas, 2005).

De ce point de vue, je n'échappe pas aux conclusions de ces deux sociologues. Sur la période entre mon recrutement en 2005 et 2017, j'ai souvent eu le sentiment de ne pas trouver ma place dans la compétition au « *publish or perish* ». Bien que j'aie maintenu une activité de recherche autant que je l'ai pu, sentiment d'illégitimité et surinvestissement dans les activités pédagogiques m'ont souvent submergée tout en me permettant de concilier travail et contraintes familiales. Sur cette période, sans céder à l'inventaire exhaustif, dans la vie privée, j'ai connu deux épisodes de maternité, un divorce et une séparation, tous les deux particulièrement éprouvants, un épisode de grande souffrance de ma fille ainée et deux périodes de vie de mère célibataire avec des enfants en bas âge, jonglant entre réunions tardives, horaires de crèche, compensant le retard pris en journée par des sessions de travail nocturne, mettant dans le même temps à profit les compétences de lecture rapide et d'organisation acquises en prépa (Darmon, 2013)... Mon propos ne vise pas ici à susciter de l'empathie mais à éclairer le type d'activités que j'ai pu mener dans cette période, des productions scientifiques peut-être moins nombreuses que ce fut le cas pour d'autres collègues, un travail de terrain de proximité, une moindre participation aux grands congrès et autres colloques, ont été compensés par un investissement dans les activités d'enseignement, de médiation scientifique et des valorisations dans le prolongement direct de la thèse. Comme l'a montré Louis Gabrysiak, les enseignant·es chercheur·es peuvent selon les périodes de leurs carrières reconvertir en partie leurs compétences dans d'autres espaces de l'université, qu'il s'agisse d'activités administratives ou pédagogiques (Gabrysiak, 2020).

Cette tendance a permis dans le même temps de poursuivre le travail universitaire invisibilisé, engendrant à la fois une rétribution symbolique auprès de collègues qui appréciaient de pouvoir se délester en partie de l'élaboration des emplois du temps, des constructions de maquettes et de la présence à toutes les réunions de coordination qui les accompagnent et, en même temps, un complément financier en acceptant le sur-service d'enseignement, y

compris sur des créneaux très éparpillés. Ce faisant, j'ai souvent entretenu une ambivalence entre le regret de ne pouvoir disposer de suffisamment de disponibilité et d'énergie pour produire une recherche plus novatrice et la satisfaction de faire ainsi « tourner la machine universitaire », me comparant à ces soutiers invisibles, dépourvus de pouvoir reconnu mais, dans le même temps, échelons indispensables de l'institution, y compris du côté de la recherche. Si le propos de Louis Gabrysiak, reprenant en creux l'analyse de Sophie Pochic et Cécile Guillaume sur les cadres du secteur privé (Gabrysiak, 2020 ; Guillaume et Pochic, 2007), selon lequel l'université, dans sa logique organisationnelle, conduit en effet à une forme de « fabrication du non produisant », je qualifierais plutôt ce processus de fabrique de « moins-produisants » ou de « produisant-es frustré-es » devant des normes bibliométriques désajustées des rythmes et exigences universitaires. Durant toutes ces années, j'étais d'autant plus confortée dans cette position qu'elle me permettait de réinvestir mes compétences acquises dans une socialisation familiale au profit de l'institution universitaire, une socialisation familiale tout à la fois tournée vers l'éducation populaire, l'engagement associatif, l'enseignement et l'organisation pédagogique. C'est ainsi que j'ai pris des responsabilités administratives et pédagogiques dès mon entrée en poste, rarement les plus valorisées et valorisables : responsabilité de la 2^e année de licence, élection au conseil de gestion pendant deux mandats, responsabilité du master SES au moment de la masterisation des formations d'enseignant-es avant que celui-ci ne soit finalement fermé, nomination aux œuvres sociales de l'établissement, refonte du classement des ouvrages du laboratoire avant que tout le corpus ne soit versé à la bibliothèque centrale sur une injonction bureaucratique surplombante venant d'un autre service...

En termes de service d'enseignement, cela s'est traduit par un service initialement très tourné vers des enseignements relevant de la sociologie générale ou de la méthodologie, en licence comme en master. J'ai notamment investi beaucoup de temps et d'énergie dans la préparation puis l'amélioration d'un cours intitulé « *sociologie de l'entre-deux-guerres* » et destiné aux étudiants de 2^e année de licence. Créé alors que je prenais mon poste d'ATER, il m'a d'emblée été confié, les collègues ayant construit une maquette avec une approche par grandes périodes historiques des théories sociologiques mais n'ayant pas davantage décrit le contenu susceptible de figurer dans ce cours. Je me suis passionnée pour ces sociologues français en position hégémonique, ces durkheimiens de deuxième génération qui essayaient

de rester fidèles aux fondamentaux de l'approche du maître tout en entendant les suggestions émanant des autres disciplines, notamment du point de vue de la place faite à l'individu dans la sociologie durkheimienne et en dialoguant avec les autres courants... J'avais scindé ce cours en plusieurs parties, sociologies européennes, sociologies états-uniennes essentiellement, mettant au jour combien les contenus théoriques produits étaient indissociables de leurs contextes de production. Ces enseignements de sociologie générale ont eu, de surcroît, pour vertu de me conforter dans ma posture de sociologue, conservant par devers moi ce doute sur cette approche sociohistorique que j'ai déjà évoqué. J'ai souvent réaffirmé dans les discussions avec mes collègues une connaissance fine penchant à l'érudition, des fondateurs et autres grands auteurs, comme une caution d'une appartenance à la communauté des sociologues dont j'ai longtemps douté tandis que les thématiques de mes travaux de recherches les convoquaient peu. Ce type de service est aussi le reflet d'une réalité propre aux universités dans lesquelles les profils de recrutements sont en partie soumis aux nécessités pédagogiques, situation qui engendre, en province, une forme d'isolement intellectuel au sein de laboratoires qui, eux, sont généralistes par la force des choses.

J'ai progressivement fait évoluer ce service d'enseignement en minorant les enseignements de sociologie générale au profit de ceux s'inscrivant dans la sociologie des sciences et des techniques d'une part et la sociohistoire d'autre part. La dernière maquette, que nous avons construite avec un petit groupe de collègues pour la rentrée 2022, est celle qui en intègre le plus, me permettant d'assurer une progression durant le cursus tant en licence qu'en master : pour la sociologie des sciences et des techniques, elle repose sur un cours de *Sociologie des techniques* en 2^e année de licence, un enseignement intitulé *Sciences et société* et un autre *d'Analyse de controverses* assuré avec une collègue, Marion Charpenel, en 3^e année de licence puis un cours de master 1 *Sciences, savoirs et techniques*. En sociohistoire, au cours *d'Histoire sociale et politique de la France contemporaine* de 1^{ère} année de licence, vient s'ajouter un enseignement de *Méthodologie de travail sur archives et corpus documentaire* en 2^e année de licence, puis deux cours de master, l'un intitulé *Sociohistoire des institutions* en 1^{ère} année et le second *Étudier les institutions par la sociohistoire* en 2^e année. Je me réjouis de mettre en place progressivement ces enseignements.

C'est dans ce contexte qu'un projet particulier et socialement ambitieux a occupé une grande partie de mon travail. En 2009, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, sous la responsabilité de Valérie Pécresse alors ministre annonce, sous couvert de rapprochement entre universités et grandes écoles, la création de classes préparatoires aux grandes écoles dans les universités, dans un contexte où les classes préparatoires des lycées sont pointées du doigt pour les coûts qu'elles engendrent. La collègue sociologue qui, alors directrice du département de sociologie lors de mon recrutement est devenue vice-présidente de l'université sait quelle période difficile je traverse alors. Danièle Carricaburu profite d'une entrevue amicale pour me soumettre l'information et m'interroger sur l'opportunité que cela pourrait constituer pour l'établissement. Échangeant dans les jours qui suivent de manière informelle avec quelques collègues que je sais être passées par des prépas, j'acquiesce la conviction que la création de prépas à l'université ne pourra faire sens et être véritablement innovante que si elle ne se déploie pas sur le même espace que les CPGE de lycée et que si elle prépare les étudiant-es à des concours accessibles, du moins davantage que les ENS, débouchés classiques des hypokhâgnes notamment. J'ai aussi le souvenir de ces camarades de prépa qui se plaignaient de n'être que trop peu préparés aux exigences spécifiques des instituts d'études politiques et qui cumulaient l'année avec des stages durant les périodes de congés.

Voici donc les contours du projet que je lui soumets : créer une CUPGE IEP, une préparation aux instituts d'études politiques, et élaborer une offre de formation adaptée qui, si elle est plus coûteuse qu'une année de licence car plus lourde en termes de suivi individualisé des étudiant-es l'est quand même nettement moins que celle des lycées. L'argumentaire repose sur les vertus de démocratisation que l'accès à ces études constitue, le secteur privé s'étant jusqu'alors assuré un quasi-monopole sur ce créneau laissé vacant. Il rejoint aussi la préoccupation d'une meilleure collaboration entre l'enseignement secondaire et supérieur car rapidement nous envisageons un partenariat avec un lycée, permettant ainsi à l'université de déléguer certaines tâches comme celles assurées par les CPE dans les lycées.

De mon côté, ce projet est en accord avec mes valeurs politiques : ouvrir les prépas et faire bénéficier des méthodes pédagogiques et enveloppantes qui m'ont réussi à de nouveaux publics, ramener à l'université celles et ceux qui la contournent comme je l'ai fait. La

collaboration avec les collègues du secondaire m'est également familière, socialisation familiale oblige. Je suis pleinement ajustée aux pratiques et discours des chef-fes d'établissements comme des enseignant·es, et parviens rapidement à établir des interactions équilibrées. J'ai le souvenir d'un échange avec l'un des proviseurs rencontrés qui, au terme de la présentation du projet, face à la jeune universitaire que je suis alors, se présente à moi pour le critiquer tout en condescendance et auquel je glisse nos connaissances communes, se reprend, nous signons le partenariat quelques mois après.

A l'université, les débats sont autres. Une prépa sonne comme un élitisme qui n'y a pas sa place, encore moins dans un département de sociologie. Les collègues inclinent à s'y opposer, notamment car le nombre de places est réduit et qu'une sélection des candidat·es est prévue. Je garderai longtemps en souvenir cette réunion de département où après avoir présenté un projet entièrement ficelé, soutenu par la présidence de l'université car soutenable financièrement et assurant une visibilité à l'établissement, j'interromps, dans une déférence surjouée, les premiers échanges d'un débat que je sais perdu d'avance et demande, d'une toute petite voix et avec fausse naïveté, si celles et ceux dont les enfants ont accédé ou sont en passe d'accéder à l'enseignement supérieur peuvent indiquer quelles sont les orientations envisagées. S'ensuit un moment de gêne, on passe au vote, la maquette et ses modalités pratiques sont adoptées. La formation sort des cadres habituels de la licence, le volume horaire est plus conséquent, la nécessité de faire des groupes plus restreints sont autant de conditions à la réussite du projet pour lesquels je mets toute mon énergie à plaider des moyens. La présidence décide d'allouer des moyens spécifiques, deux demi-postes d'ATER récurrents et bientôt un poste de MCF finissent d'installer durablement la formation dans le département, un autre poste vient renforcer l'équipe en 2017.

La première année est particulièrement riche, nouveaux cours à monter, nouveaux rythmes à trouver, nouvelles collaborations entre intervenant·es avec des contraintes spécifiques, nouvelles modalités d'un emploi du temps partagé entre plusieurs établissements, plusieurs UFR au sein de l'université... tout semble devoir être pensé et rôdé. La maquette prévoit en effet qu'outre un tronc commun de préparation aux épreuves des concours *stricto sensu*, les étudiant·es ont l'obligation de se spécialiser dans une dominante, une discipline de sciences humaines ou sociales, en y suivant 4 cours et TD mutualisés avec les licences correspondantes ou spécifiques. Il existe 7 dominantes réparties entre trois

composantes, UFR de Sciences de l'homme et de la société, UFR des lettres et sciences humaines et enfin UFR de droit, économie et gestion.

Le recrutement de la première promotion d'étudiant-es dépasse nos espérances avec plusieurs centaines de candidats pour 40 places ; le soin d'ajouter des dominantes à forte demande sociale telles que le droit assure une caution à la formation, les parents étant rassurés du fait que cette année de prépa ne sera pas perdue en cas d'échec aux concours puisque la validation des matières de la dominante autorise l'entrée en 2^e année dans la licence correspondante.

Qui plus est, plusieurs événements assurent autant la cohésion dans la promotion et dans de l'équipe pédagogique que de la visibilité de la formation à l'extérieur. Telle est l'opportunité donnée par la venue de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon alors en pleine promotion de leur ouvrage *Le président des riches* (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2011). Une conférence est projetée à la Maison de l'université, je propose que les étudiant-es de la prépa jouent un rôle particulier : préparation de questions pour lancer la discussion, participation à l'organisation matérielle de la venue, échanges privilégiés de plus de trois heures sur les méthodes sociologiques suivies par le couple pour la quarantaine d'étudiant-es exclusivement, co-animation d'une émission dans la radio locale HDR (Hauts de Rouen)... Les échanges sont très riches, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon s'investissent plus que de raison... Les étudiant-es décident de baptiser leur promotion du nom des deux sociologues, une mention de cette expérience figure dans la réédition de l'ouvrage. Enseigner à ces étudiant-es, pourvus de ressources scolaires, est évidemment gratifiant. J'assure dans la formation la préparation à l'un des deux thèmes de l'épreuve de Questions contemporaines et un cours dans la dominante de sociologie intitulé *Démarches sociologiques et questions contemporaines*. Les résultats aux concours de la promotion avoisinent les 50 %. Ils n'auront de cesse de monter jusqu'à se rapprocher des 75 % en 2017.

Et bientôt, la présidence de l'université est sollicitée pour développer la CUPGE. A Rouen, selon un mécanisme bien connu des sociologues de l'urbain, une ségrégation existe entre les deux rives de la Seine. Ici, la rive gauche est populaire quand celle de droite est bourgeoise et les pressions politiques jouent bientôt à plein pour que le partenariat signé avec le lycée Camille saint Saëns, situé rive droite, trouve son pendant rive gauche dans le fief fabiusien, au lycée du Val de Seine. Contraint d'y accéder, le président de l'université

m'enjoint de m'y consacrer et pour ce faire, m'octroie une charge de mission en 2012 avec une lettre de mission orientée sur la gestion des deux CUPGE IEP et l'étude de faisabilité d'ouverture d'un IEP interne à l'université. La seconde prépa ouvre effectivement à la rentrée de septembre 2012 en partenariat avec le lycée Val de Seine au Grand Quevilly.

Pour le reste, le rapport que je rends au bout de quelques années ne laisse aucun doute sur le coût du second volet du projet de développement ; il est à ce jour en jachère même si ponctuellement réactivé. Je propose en revanche qu'un dispositif menant à terme à une ou plusieurs bi-licences arrimées à la science politique soit programmé, ayant constaté que les étudiant-es des premières promotions de la prépa recalés aux concours quittent Rouen pour des formations bivalentes ou bi-disciplinaires, en dépit de l'accès direct en 2^e année de licence de la dominante choisie. Ces bon-nes étudiant-es préfèrent différer la spécialisation, ils ont pris goût à une pluri-disciplinarité qu'ils ont maintenue depuis le secondaire. Mais en l'absence d'un département de science politique à Rouen et l'équipe de politistes se limitant à quelques collègues, la première étape consiste en un parcours transversal offert aux étudiant-es de plusieurs licences pour colorer leur formation.

Connaissant dorénavant les rouages du montage de ce genre de dossier, je réunis les responsables de plusieurs licences avec le collègue politiste alors présent dans l'établissement, élabore un projet de parcours, le formalise, négocie la création d'un poste de MCF pour renforcer l'équipe de politistes et le fait valider par les instances. La présidence m'apporte sa confiance et, pour quelques temps, j'ai l'impression d'agir sur la politique universitaire d'un l'établissement que j'ai connu jusqu'alors essentiellement par ses archives. Le *Parcours sc. po* ouvre à la rentrée 2017, un collègue politiste ayant été recruté afin de renforcer la très petite équipe chargée à terme du parcours.

Dans le même temps, l'expérience des CUPGE à l'échelle nationale est publicisée, je me prête de bonne grâce aux interviews et échanges pour *le Monde*, *le Monde de l'Éducation*, *l'Étudiant* et évidemment aux sollicitations du service de communication de l'établissement pour la presse quotidienne régionale. Évidemment cette activité, qui plus est gratifiante, m'occupe grandement et m'éloigne de la recherche *stricto sensu* renforçant le mécanisme décrit plus haut mais elle me place au cœur des transformations universitaires.

Pourtant en 2017, je décide d'annoncer en réunion de département mon intention de me déporter de ces formations trop chronophages et demande qu'un poste de maitre-esse de

conférences soit profilé en ce sens. C'est le cas et en 2018, une nouvelle collègue, Marion Charpenel, rejoint l'équipe pour un tuilage initialement pensé en douceur. Dans les faits, je pars en arrêt longue maladie à peine un semestre après son recrutement, non sans culpabilité, ayant le sentiment de lui laisser un cadeau empoisonné, avec lequel elle a eu peu de temps pour se familiariser, sous-estimant les ressources d'ingéniosité et d'énergie qu'elle est à même d'y déployer pour assurer leur existence.

Aujourd'hui j'assure encore mes cours mais n'ai plus la responsabilité des deux formations. Les deux CUPGE IEP ont pris progressivement leurs rituels propres, sont devenues des institutions enveloppantes au sein de l'université de Rouen, entre devoirs surveillés des samedis matin, concours blancs, concours, trombinoscopes, sweats ciglés, goûters de fin d'année, sur fond de saine émulation entre rive gauche et rive droite... Le suivi davantage individualisé des étudiant-es, pour certain-es mineurs à l'entrée dans la formation, très entourés par leurs familles, parfois perfectionnistes jusqu'à mettre en péril leur santé, a constitué en soi une expérience à l'université. Alors que Marion Charpenel est devenue responsable des deux formations, nous sommes interpellées au retour du confinement pour cause de pandémie de covid-19, en janvier 2021, par un groupe d'étudiant-es prenant la parole au nom de la promotion, la presque totalité des filles de l'une des classes ayant subi soit du harcèlement, soit des agressions sexuelles et des viols par l'un des garçons de la promotion. L'agresseur a utilisé son rôle de délégué, de courroie de transmission entre nous et les étudiant-es, pour les approcher individuellement et parvenir à ses fins, sous nos propres yeux sans que l'on soupçonne quoi que ce soit. Passé l'accompagnement éprouvant des victimes dans leurs démarches, je reste profondément marquée par cette affaire. Les limites de ce type de formation caractérisé par un travail en commun encouragé et par une forme d'isolement au regard du reste de la vie sociale et des autres étudiant-es m'interroge aujourd'hui en ce qu'il peut priver de ressources les plus fragiles.

Si j'ai pu avoir le sentiment de servir l'institution en introduisant cette innovation pédagogique dans l'université de Rouen, rendant ce dont j'avais pu bénéficier, j'ai constaté avec amertume que sa pérennité est questionnée, expérimentant ce que j'avais pu repérer dans mes travaux, à savoir la déconnexion entre des formations qui fonctionnent et répondent à une demande sociale et des décisions de suppression ou de maintien qui répondent davantage à des priorités politiques de court terme. Le ministère ayant retiré son soutien de la plupart des CUPGE à l'échelle nationale, il a fallu se battre au sein de l'université pour la survie de la prépa

dans un format compatible avec ses ambitions, au printemps 2020. Auparavant, alors en arrêt longue maladie à la suite d'une lourde opération en 2019, j'apprends que les collègues politistes souhaitent mettre fin au dispositif du *Parcours sc. po.* pour monter une licence, lassés par le travail de coordination administrative entre composantes et ayant obtenu, du fait de la réussite du parcours, un nouveau poste de MCF. La nouvelle présidence accède à leur demande. Quand les CUPGE sont menacées, nous revenons vers eux dans le but de construire une bi-licence, à défaut de maintenir le dispositif des prépas, mais essuyons un refus... à croire que le travail invisible et ingrat de responsabilité pédagogique dans le cas de formations transversales entre composantes est suffisamment fastidieux et dissuasif pour décourager ces collègues. Peut-être sont-ils surtout plus lucides sur les effets de ces investissements sur nos carrières et sur une institution insuffisamment reconnaissante envers ses agent-es, quitte à mettre en péril des formations qui assurent une réussite aux étudiant-es et répondent à une forte demande sociale...

2-3 Dispersions, tâtonnements et occasions manquées : faire sa place

Je voudrais, dans cette partie, revenir sur une série d'occasions manquées, de projets qui n'ont pas connu le développement qui devait être le leur, plutôt que de les masquer dans l'inventaire de ce qui a été accompli durant cette première partie de carrière. Il ne s'agit pas de m'en justifier mais, comme je l'ai indiqué plus haut, de souligner dans quelle mesure ces occasions manquées peuvent être produites par nos organisations de travail et les injonctions sur lesquelles elles reposent.

Elles trouvent en partie leur explication dans le mécanisme mis en lumière dans la partie précédente, notamment dans l'articulation entre les différentes activités, dans une tension entre le sentiment d'être toujours débordée, essentiellement par la question pédagogique et administrative. Comme le notent Nawel Aït Ali et Jean-Pierre Rouch, « *être débordé, pour un EC (NDLR : enseignant chercheur), ce peut évidemment être simplement dépassé par un ensemble de tâches objectivement chronophages et imposées. Mais, le plus souvent et plus fondamentalement, c'est peiner à résoudre l'énigme, qui plus est reformulée en permanence, de la complexité de leur articulation, de la contingence et de la maîtrise, de la flexibilité horaire, des injonctions paradoxales, institutionnelles ou/et personnelles, à l'autonomie et à la productivité...* » (Ali et Rouch, 2013).

Ces occasions manquées sont ainsi également liées à l'injonction à la recherche (Bodin, Millet et Saunier, 2018), aux nécessités de participer aux activités et projets du laboratoire pour y prendre, tout simplement, sa place. Pour certaines d'entre elles, elles résultent finalement du fait de m'être engagée sur des projet aux marges de mon expertise, la dimension collective du projet à mener primant sur le reste. En retour, elles ont pu venir confirmer un sentiment d'illégitimité. Elles se sont déployées tant au sein du laboratoire que dans la communauté scientifique à plus grande échelle.

Sociologue aveugle aux rapports de pouvoir dans son propre laboratoire

J'ai indiqué plus haut les conditions de mon recrutement, celles de la fin de ma thèse également sur fond de conflit entre mon directeur de thèse et les autres membres du

laboratoire, le directeur essentiellement. Je n'ai jamais eu à assumer directement ce conflit, ni même à me positionner. Mon directeur de thèse a changé d'université au moment de mon recrutement.

A l'époque, le Groupe de recherche et Innovations et Sociétés, le GRIS, est particulièrement orienté vers la sociologie du travail. Afin de pouvoir mieux m'y insérer, je poursuis mes réflexions en me positionnant du côté de la sociologie des professions, suivant en cela la piste ouverte par mon directeur de thèse quelques années auparavant ; en cohérence, j'assure les enseignements dédiés. Je propose également lors des Journées internationales de sociologie du travail qui se déroulent à Rouen à l'automne 2005 une communication de mise en perspective de mes travaux de thèse. J'y interroge notamment la forme de régulation régionale que le patronat du textile rouennais a mis en œuvre durant l'entre-deux-guerres, assurant la formation, le placement des diplômés et la recherche appliquée dans un système intégré mais qui, de fait, est particulièrement fragile du fait de sa fermeture. Il ne survit d'ailleurs pas aux difficultés rencontrées par l'industrie des matières colorantes dès l'après-guerre. Cette présentation est remarquée par plusieurs collègues jamais rencontrés dans les réseaux de recherche dans lesquels je me suis jusqu'alors insérée. A l'issue des journées, deux types de publications sont envisagés, un ouvrage collectif et un numéro spécial de la revue *Formation emploi*. Le directeur du laboratoire est très actif dans ces deux projets d'édition tandis que mon papier est, de mémoire, le seul à être présélectionné par les deux équipes de rédaction. Finalement, il n'est publié dans aucun des deux, le directeur du laboratoire arguant plusieurs années après d'une malencontreuse erreur : il aurait maladroitement informé chaque équipe de rédaction que mon papier était sélectionné par l'autre.

En contrepartie, il me propose une publication commune autour de l'articulation entre sociologie du travail et sociologie des professions que j'accepte naïvement dans un premier temps, ne saisissant qu'au moment de l'écriture qu'il s'agit de minorer l'intérêt du champ de la sociologie des groupes professionnels alors en pleine structuration en France. J'ai inscrit ma thèse dans cette sociologie, dont je perçois au contraire toute la portée heuristique. Je mets quelques semaines à accepter l'idée d'être instrumentalisée dans le cadre de ce conflit qui vise très directement mon ancien directeur de thèse. Par éthique professionnelle, j'abandonne alors au directeur du laboratoire les paragraphes déjà écrits lui intimant de retirer mon nom, il le fera mais le mentionnera en note de bas de page. Cette double déconvenue marque durablement mes premières années de titulaire au sein du laboratoire,

contrariée et honteuse à la fois d'être tombée aussi facilement dans un piège tant décrit dans la littérature sans avoir osé le porter pour un traitement collectif.

A la rentrée 2015, à la faveur du recrutement d'un nouveau collègue susceptible d'assurer ces cours dans la maquette, je remets au pot commun les enseignements de sociologie des professions, assumant - enfin ! - ma spécialisation en sociologie des sciences et des techniques et m'autonomisant de ces figures tutélaires écrasantes. Je ne voudrais pas que mon propos soit perçu comme une mise en accusation du localisme. Sans m'exonérer de ma responsabilité en la matière, il vise en fait à rappeler combien les enjeux de pouvoir dans l'enseignement supérieur, au sein des équipes de recherche, peuvent contribuer à entraver la production scientifique et à entamer la légitimité des nouveaux et nouvelles recruté·es.

Recherche entre injonctions administratives et contraintes familiales

J'ai longtemps ressenti une forme de solitude au sein de notre laboratoire d'accueil, et ce bien que j'aie eu l'opportunité d'y préparer mon doctorat, solitude que j'ai compensé en collaborant avec d'autres sociologues, historien·nes des sciences ou de l'éducation. Le GRIS a évolué, au gré des recrutements et des nouvelles orientations que les un·es et les autres ont apporté non sans conflits, au gré aussi des injonctions aux regroupements et autres fusions au motif d'atteindre une taille critique acceptable pour nos tutelles.

En 2012, les sociologues se regroupent avec un laboratoire de sociolinguistique pour former le Dysola, laboratoire des dynamiques sociales et langagières. Ce regroupement nécessite de nouveaux ajustements, autant au plan scientifique qu'administratif d'autant que nos équipes se trouvent sur deux composantes différentes. Collectifs de travail à recomposer, mésententes, blocages administratifs divers émaillent l'expérience en dépit des efforts de collaborations de sorte qu'au quadriennal suivant, les deux équipes souhaitent retrouver leur pleine autonomie scientifique.

L'équipe d'accueil ainsi reconfigurée devient le Dysolab, laboratoire des dynamiques sociales, sous la direction de Sophie Devineau, sociologue de l'éducation et du genre et déjà il faut penser à nouveau en termes d'axes de recherche, permettre à chacun de trouver où s'insérer dans cette nouvelle configuration. Et de mon côté, je peine à nouveau à trouver ma place. Je suis seule à travailler avec une approche sociohistorique, seule également à travailler sur

l'enseignement supérieur. Je suis formellement rattachée à un axe portant sur les normes. La situation n'évolue réellement que dans la période suivante lorsque, la directrice du laboratoire, Sophie Devineau, m'incite à valoriser mes travaux sur l'université de Rouen et à assumer ma posture de sociohistorienne. A côté des axes thématiques, elle construit un axe méthodologique transversal dans lequel la sociohistoire s'installe progressivement mais durablement, architecture qui est reprise au renouvellement de l'habilitation du laboratoire en 2022. C'est aussi le cas dans les maquettes d'enseignement de licence et de master. Dans le même temps, en 2020, au retour de mon arrêt maladie, elle me propose de devenir son adjointe achevant de m'asseoir dans l'équipe.

Mais déjà la réalité de nos activités a changé ; la pyramide des âges de notre équipe est vieillissante, les professeurs partent à la retraite sans être systématiquement remplacés et il revient aux maîtresses et maîtres de conférences d'assurer toute une série de tâches d'encadrement de la recherche. Entre 2016 et 2022, l'équipe perd trois postes, tous-tes de professeur-es, réduisant leur effectif de moitié si, de surcroît, on excepte le fait que l'un d'entre eux est en arrêt pour longue maladie. En 2024, en dépit des quatre postes mis au concours depuis 2022 et obtenus au terme d'une lutte épuisante, deux postes de MCF et deux postes de PU, l'équipe aura encore été amputée d'un membre, se réduisant à 16 enseignant-es chercheur-es pour le laboratoire mais 14 pour le département, puisque deux d'entre nous émargent à l'IUT d'Évreux et à l'INSA de Rouen. Surtout, si aucun autre poste de professeur-e n'est ouvert par la présidence de l'établissement, en septembre 2024, il restera donc 3 professeur-es et 16 MCF dans le laboratoire de sociologie à Rouen, 14 pour le département, nous plaçant loin en-deçà des recommandations de proportion de l'HCERES, tandis que le département forme environ 500 étudiant-es sur l'ensemble du cursus LM et que le laboratoire accueille environ 25 doctorant-es. A Rouen comme ailleurs, le manque de postes, associé à la croissance structurelle des effectifs d'étudiant-es, qui veulent de surcroît -Ô scandale !- poursuivre leurs études au maximum, engendre des situations déroutantes. Et souvent, en socio-historienne de l'enseignement supérieur travaillant sur les établissements en province au XIX^e siècle, j'essaie de répondre aux énigmes posées par le travail et ses conditions de possibilités avec la désagréable impression de nous battre encore collectivement pour offrir un enseignement supérieur de qualité à des étudiant-es disposant parfois de peu de ressources, financières mais également culturelles, tandis que l'activité de recherche, du moins celle qui dispose de moyens financiers conséquent, se centralise de plus

en plus sur les gros laboratoires, parisiens notamment ; du moins est-ce de cette manière que nous nous représentons les choses depuis la province.

Quoi qu'il en soit, cette lente maturation pour faire ma place a donné lieu à plusieurs rendez-vous manqués, projets et autres recherches dans lesquels je ne suis pas parvenue à pleinement m'impliquer. Il y a d'abord eu ces projets auxquels je me suis associée plus pour la démarche collective que parce que mes compétences me rendaient légitime. C'est le cas de participation à des colloques ou journées d'études organisés par les collègues, où comme les autres collègues locaux, j'ai modéré des sessions, participé au travail d'édition, comme celui organisé par Arnaud Mias « Mondialisation et les relations professionnelles » en juin 2008, celui d'Élise Lemerrier et François Aballea « Institutionnalisation désinstitutionnalisation de l'intervention sociale » en janvier 2010...

Mais je veux surtout évoquer les deux projets de recherche sur lesquels je me suis engagée sans avoir dans les faits les ressources pour m'y investir pleinement. Le premier est celui sur les cancers professionnels coordonné par Danièle Carricaburu et Arnaud Mias et financé par l'INCA sur la période 2008 et 2012 coïncidant à la fois avec les difficultés personnelles et le montage des prépas IEP évoquées plus haut, projet dont j'ai dû me résoudre à me déporter lorsque j'ai constaté que je ne pourrais m'y consacrer suffisamment. Le second est le projet d'ANR INEMA, la départementalisation de Mayotte, construction et traitement des inégalités sociales et linguistiques coordonné par Foued Laroussi, Élise Palomares et Élise Lemerrier entre 2012 et 2015 alors que je vis une seconde grossesse, une seconde séparation tout en maintenant à bout de bras le développement des prépas IEP et le projet du Parcours Sc. po... La réponse à l'AAP scelle notre collaboration avec l'équipe de sociolinguistique de l'université de Rouen qui assurait depuis plusieurs années des formations à Mayotte et entretenait des liens privilégiés avec plusieurs acteurs locaux, ouvrant de fait un terrain. Il s'agit d'étudier l'impact de la départementalisation sur les dynamiques de production, de régulation, de transformation et les perceptions des inégalités linguistiques et sociales dans une approche pluridisciplinaire. Je dois me concentrer sur la mise en œuvre des formations d'enseignement supérieur dans le département. Cette approche m'éloigne de mes recherches habituelles et je m'engage dans ce projet avant tout pour travailler avec mes collègues localement et participer à cette fusion de nos deux équipes de recherche. Je sais gré à mes collègues sociologues proches de m'avoir accompagnée pour qu'aboutisse, en dépit de toute la

documentation, des entretiens, des observations, des archives dépouillées et de la littérature accumulée, la production d'une communication commune lors du congrès de l'AFS de 2015 sans laquelle j'aurais eu beaucoup de difficultés à valoriser *a minima* le travail de terrain pourtant d'une richesse incroyable.

Il faudrait ajouter à cet inventaire, les articles non rendus dans les temps tel que celui sollicité par Emmanuelle Picard pour le numéro spécial *d'Histoire de l'éducation* sur l'enseignement supérieur en 2009 ou le dédit, en février 2008, sur la communication au séminaire du CNAM animé par Patrice Bret, « la presse et les périodes techniques en Europe », sur les bulletins de la Société industrielle de Rouen, pourtant pleinement ficelée alors que ma fille âgée de quelques mois entrainait à l'hôpital. J'ai longtemps pensé que tous ces papiers, commencés, parfois achevés mais non publiés, ces bases de données à compléter, ces archives collectées mais à analyser, ces brouillons devaient être rangés dans un « grenier à fouillis » ou « placard de la honte » de quelques personnages obsessionnel de sitcom. La lecture récente de l'article de Pierre Favre sur ce grenier, cette « bibliographie invisible » m'amène à reconsidérer tout ce corpus qui constitue la trace de cheminements intellectuels, errances indispensables à la réflexion et cimetière des projets non aboutis faute de financement ou de temps (Favre, 2007). Ils font aussi partie des objets matériels de la recherche, ceux-là même qu'Anne-Sophie Rozay inventorie et qu'on tente d'analyser ensemble, à Resitech.

Et il y a aussi tous les renoncements à participer à des congrès ou à entreprendre des recherches de terrains peu compatibles avec ma vie de mère seule, un éloignement progressif des communautés scientifiques, que ce soit à l'AFS ou à l'AISLF. Dans la période suivante, je m'y investis à nouveau, heureuse de prendre des responsabilités au sein du CR 29 de l'AISLF, sociologie de la science et de l'innovation technologie aux côtés de Pierre Benz, Thierry Rossier et Marie Sautier dans les pas plus ou moins anciens des générations précédentes qui se sont déportées et/ou ont réinvesti d'autres espaces, les figures tutélaires comme Michel Dubois, Yves Gingras, André Grelon, Michel Grossetti, Pablo Kreiner, Olivier Martin, Pascal Ragouet et Dominique Vinck.

3- Troisième période, 2017- : pour un empirisme irréductible en sociohistoire des sciences et des techniques

Comme indiqué plus haut, une nouvelle période s'inaugure en 2017-18 : projet de départ de la responsabilité des prépas, recrutement d'une nouvelle collègue pour prendre dans un premier temps la suite, demande de CRCT... un nouvel événement personnel décale mes projets de plusieurs mois. Porteuse d'un gène majorant le risque de cancer du sein, je choisis de subir une double mastectomie avec une double reconstruction plutôt que de vivre une surveillance de nature à engendrer une angoisse permanente. Cette épreuve pour déjouer les lois de la génétique me semble alors plus facile que celles de la reproduction sociale qui atteint les femmes de la famille. C'est ignorer que d'autres opérations suivront et que j'aurai encore à évaluer la solution la moins coûteuse à court comme à plus long terme, comme à l'heure même où j'écris ces lignes, et que, finalement, je parviendrai à vivre avec le risque. Peu importe, j'obtiens alors de reporter de plusieurs mois ce CRCT pour ne pas en perdre le bénéfice, situation qui rend sans doute plus aisé la mise à distance du « bébé prépa ».

Au plan scientifique, ce moment de CRCT est l'occasion d'un renouveau dans les perspectives de recherches, tout en trouvant évidemment sa source dans les réflexions antérieures. Elle est marquée par la revendication d'un empirisme irréductible en sociohistoire des sciences et des techniques, expression fondée sur une libre adaptation du titre adopté par Olivier Schwartz dans la postface qu'il a rédigée à la réédition du *Hobo* de Nels Anderson (Anderson, Schwartz et Brigant, 1993) et intitulée « Pour un empirisme irréductible ». Elle vient signifier l'orientation prise par la sociologie que je produis, une sociologie résolument ancrée, qui ne paraît pas engendrer de grandes avancées théoriques, mais qui pourtant enrichit, documente et produit des conclusions. J'ai dit plus haut combien, du fait de mes enseignements, j'ai été amenée à travailler et à apprécier la sociologie étatsunienne de l'entre-deux-guerres, ses auteurs de Chicago notamment. Je puise dans les travaux de Thomas et Znaniecki une partie de la démarche qui repose sur l'utilisation des archives, journaux, courriers et documents figurés multiples (Znaniecki et Thomas, 1918). Je

me reconnais dans cette position marginale tant du point de vue des sociologues que des historiens, décrite par Jérôme Lamy et Arnaud de Saint Martin, qui allie comparaison et dimension sociohistorique en maintenant un intérêt particulier pour les sciences et les techniques (Lamy et Saint-Martin, 2015) et qui se centre sur l'analyse des sociogenèses comme le font les politistes (Buton, Mariot 2009 ; Laborier et al., 2003). Elle se matérialise par la substitution du terme de socio-histoire à celui de la sociologie historique que j'utilisais de manière non raisonnée jusqu'alors, considérant mon « indétermination disciplinaire [comme] une chance pour mener des enquêtes simultanément sociologiques et historiques, pour expérimenter des formes d'analyse croisées à partir d'emprunts théoriques multiples » (Lamy, 2018).

3-1 Analyser le local par la comparaison

Le premier volet de cet empirisme irréductible passe par l'entrée par les réalités locales, leurs déclinaisons dans les pratiques et les discours plus que dans les prescriptions émanant des autorités centrales. Bien qu'attentive à ne pas m'enfermer dans le discours indigène des acteurs que j'étudie, celui d'une l'opposition entre une province qui se vit comme invisibilisée et maltraitée face à une activité scientifique centralisée, au risque de l'idéalisation de la réalité, je privilégie cette entrée locale. Au-delà du questionnement sur la centralité des activités scientifiques ou non, j'ai pleinement conscience de cette sorte de mise en abîme que constitue le projet d'une enseignante chercheuse de province travaillant sur les modalités de l'activité savante en province, mais ce projet s'inscrit dans la voie ouverte par Robert Fox, le PIR-Ville et les travaux qui suivent, de saisir les processus en province sans postuler une hiérarchie dans les savoirs produits ou les acteur·rices concerné·es. Si je reste amusée des échanges de mes contemporain·es dénonçant ou au contraire s'enorgueillissant de la centralité parisienne de la recherche, débat reprenant presque terme à terme les ressorts argumentatifs des acteur·rices des deux siècles antérieurs, je ne peux que constater le déséquilibre notoire, la disproportion dans l'historiographie entre les travaux portant sur les établissements parisiens, universités ou écoles, et ceux relevant de structures établies en province et dont les retombées sont systématiquement minorées. Il y a là un vide à combler ou à défaut, un déséquilibre à comprendre et des discours et pratiques à déconstruire. En

2022, débutant le projet d'ANR Idilic que je présenterai plus bas, avec des chimistes par ailleurs membres de la commission Chimie et société au sein de la Maison de la chimie, société savante parisienne, je lis d'un autre œil la partie de leurs activités intitulée *Chimie et terroir* et déployée dans certaines villes de province, choisies car « *éloignées des grands centres de recherche universitaire pour l'illustration de la chimie à partir des ressources locales* »²⁴. Dans le même temps, je suis engagée dans la promotion de la science au plan local, répétant à l'envie qu'il serait regrettable de rougir de notre action, même de vulgarisation, raison pour laquelle je réponds régulièrement positivement aux sollicitations des associations de culture scientifique, technique et industrielle (CSTI), comme Science Action à Rouen²⁵. Et du point de vue de l'encadrement de la recherche, j'encourage mes étudiant·es à prêter attention aux conditions effectives et matérielles de l'activité scientifique. C'est dans ce cadre que je co-encadre, avec Virginie Fonteneau, la thèse d'Anne-Sophie Rozay sur le Ganil, grand accélérateur national d'ions lourds.

Le local

Le renouveau qu'ont connu mes travaux depuis ma soutenance de thèse prend appui sur l'attention portée à la structuration des formations scientifiques et techniques depuis l'échelle locale dès les années 2010. C'est par la démarche comparative que l'appréhension des logiques structurelles va progressivement devenir l'angle d'analyse majeur, me permettant de dépasser la dimension strictement monographique sans dénier la dimension locale. Plusieurs projets vont tout particulièrement contribuer à cette évolution.

Le premier consiste en la poursuite de la collaboration avec Virginie Fonteneau, cette fois en vue de participer au colloque international *l'État et l'Éducation*, en mars 2008. Organisé sous le patronage du ministère de l'Éducation nationale, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, et avec le soutien du CNRS, à l'occasion du 200^e anniversaire du décret du 17 mars 1808 qui crée et organise l'Université impériale, ce colloque vise à célébrer ce texte fondateur du système éducatif français. L'appel à communication revient d'ailleurs en

²⁴ <https://www.chimieetsociete.org/chimie-et-terroir/a-propos-de-chimie-terroir.html>

²⁵ En mars 2022, je participe ainsi à une conférence aux côtés de l'anthropologue Betty Lefèvre et du psychologue Benoit Montalan sur les stéréotypes de genre.

préambule sur cette spécificité française d'un contrôle de l'État sur l'instruction et d'une unité manifestée dans une organisation territoriale, un encadrement régional, des grades et distinctions nationaux : « *Le régime universitaire a aussi placé l'enseignement supérieur français dans une position singulière, en interdisant la constitution d'universités autonomes, puissantes et tournées vers la production de savoirs, à l'image de ce qui se passait ailleurs en Europe au XIXe siècle. Une partie de l'exception française en matière d'enseignement trouve donc sa source dans cette institution particulière qu'a été l'Université de la première moitié du XIXe siècle* »²⁶. Plusieurs thématiques d'intervention sont proposées : enseignement public et enseignement privé, enseignement et territoires, politiques éducatives, des facultés aux universités, enseignants (carrières, métiers, professions). Virginie Fonteneau et moi-même, fortes de nos recherches effectuées l'une sur Nantes, l'autre sur Rouen, décidons de proposer une comparaison sous l'angle des villes privées de facultés des sciences. Plusieurs aspects sont abordés, notamment les essais d'ouvertures d'établissements alternatifs, les stratégies des édiles et élites, les formations privées créées et leur influence sur la structuration locale. En effet, l'analyse de ces deux cas pose la question des spécificités locales tout en soulignant une proximité des réponses face aux contraintes liées à l'organisation de l'enseignement supérieur en France, elle interroge également les caractéristiques des instituts privés créés dans ce cadre. Ce travail comparatif nous amène à souligner que dans ces deux villes, privées de facultés des sciences, la réclamation de l'institution universitaire s'accommode pour autant d'un désir de conserver la main mise sur des initiatives locales et la volonté de maintenir une approche très appliquée aux réalités locales, industrielles notamment. En d'autres termes, dans ces deux villes, édiles et élites n'ont de cesse de réclamer l'installation d'une faculté des sciences mais d'exprimer des attentes tellement orientées vers les industries locales qu'elles paraissent peu ajustées à la réalité de l'enseignement facultaire. Sans doute la perspective paraît trop peu globale et nos conclusions sont-elles en décalage avec une lecture très centralisée de l'histoire de l'université, notre communication n'est pas appelée à être publiée dans le numéro de la revue *d'Histoire de l'éducation* qui suit l'événement (Savoie, 2014). Nous sommes trop en décalage avec l'historiographie dominante et parvenons à peine à faire entendre la nécessité d'étudier les instituts annexes des facultés des sciences qui forment des ingénieurs dès la fin du XIX^e siècle.

²⁶ Extrait du préambule de l'AAP ; URL [Calenda - L'État et l'éducation, 1808-2008](#)

Poursuivant l'une et l'autre nos collaborations avec André Grelon, nous sommes associées au projet ANR Geoscience, science locale, nationale, mondiale en transformation, pour une socio-géographie des activités et des institutions scientifiques académiques, coordonné par Michel Grossetti qui débute en 2009. Ce projet est pluridisciplinaire et implique des sociologues (Rigas Arvanitis, Yves Gingras, Béatrice Milard, Dominique Vinck...), des historiens (Caroline Barrera, Irina Gouzevitch, Jérôme Lamy, Yves Lequin, Pierre-Éric Mounier-Kuhn, Natalia Tikhonov, René Sigrist...) et des géographes (Denis Eckert, Myriam Baron, Laurent Jégou, Marion Maisonobe...). Il a plusieurs volets mais l'un est consacré à la sociohistoire de la structuration des activités scientifiques dans la France des XIX^e et XX^e siècle. Dans cet ensemble, ma contribution porte sur les expériences de formation et de recherche à la marge de l'université, celles qui se développent là où les autorités centrales ne s'installent précisément pas. Initialement, mon projet est ambitieux car il repose sur le repérage des cours publics dans différentes villes mais, devant l'étendue de la tâche titanesque qui nécessite de se rendre dans autant de sites d'archives départementales voire municipales et bien que ce travail ait été depuis mené par d'autres dans le cadre des cours d'adultes par exemple (Christen, 2021), j'engage plutôt, en accord avec André Grelon, de nouveaux dépouillements d'archives pour saisir la genèse des six écoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres, fondées au milieu du XIX^e siècle, laissant à dessein celle d'Alger de côté aux spécialistes de l'école coloniale. Ces établissements fondés sous le ministère Fortoul au milieu du XIX^e siècle visent à transformer, dans les villes qui en disposent déjà, les cours publics en une institution reconnue par le ministère. Si les situations de Mulhouse, Nantes et Rouen me sont dorénavant connues, tel n'est pas le cas de celle d'Angers²⁷, Moulins²⁸ et Chambéry. Je découvre notamment combien l'implantation de l'école préparatoire à Chambéry ayant à voir avec l'histoire de la Savoie la distingue de celles de Nantes et de Rouen. Dans les faits, bien que le travail au sein d'une équipe avec des chercheur-es à temps plein me rappelle sans cesse ma difficulté à me dégager la disponibilité nécessaire à cette recherche, je parviens à accéder essentiellement aux archives d'Angers.

²⁷ L'ouvrage sur l'université d'Angers n'est publié que postérieurement (Denéchère et Matz, 2012)

²⁸ Dès leur publication de 1980, Robert Fox et George Weisz signalent que, bien que formellement établie, aucun cours n'a jamais eu lieu à Moulins, suscitant de mon côté une curiosité pas encore satisfaite à ce jour (Fox et Weisz, 1980).

Si ce travail, outre la participation au rapport final, ne donne pas lieu à publication dans l'immédiat, il amorce une nouvelle réflexion, avec la ferme intention de ressaisir la situation d'Angers, après celles de Rouen et de Nantes, pour comprendre les enjeux à l'échelle locale. Surtout à Angers, les configurations d'acteurs s'avèrent très spécifiques du fait de la prégnance des milieux catholiques. Se dessinent ainsi des évolutions très différentes entre les trois cas étudiés. Je suis néanmoins confortée dans l'idée que les distinctions entre enseignement intermédiaire et supérieur sont inadaptées car anachroniques et reflètent davantage les catégorisations des autorités centrales qu'une réalité locale. En effet, la catégorisation du primaire, du secondaire et du supérieur bien que formalisée dès l'élaboration du plan universitaire de Napoléon 1^{er} reste longtemps purement théorique. Son utilisation, massivement développée aujourd'hui, tend à souligner la volonté homogénéisante et centralisatrice des instances politico-administratives en France (Chapoulie, 2010). Dans les faits, elle se heurte à une réalité plus complexe, *a fortiori* au XIX^e siècle. Nombre de formations hybrides relèvent d'un niveau délicat à déterminer au vu des savoirs dispensés et des publics accueillis. Pour reprendre l'expression de Jean-Michel Chapoulie (Chapoulie, 1989), dans bien des cas, mieux vaut considérer que ces formations supérieures englobent l'ensemble de celles formant les « sous-officiers de l'armée industrielle », les « cadres subalternes » de la production, des études, des activités administratives et commerciales et les chefs des petites et moyennes entreprises. Cette catégorisation plaquée souvent *a posteriori* interroge la place du politique en matière de formation aux XIX^e et XX^e siècles. Pour pleinement saisir ce décalage, il m'apparaît nécessaire d'appréhender ces institutions par les pratiques plus que par les textes officiels afin de mener à terme la déconstruction des catégories qui n'ont sens que dans les villes dotées d'universités ou d'écoles, à Paris surtout, parfois en province.

Ainsi, cette analyse systématique du cas angevin à partir des archives locales contribue à faire émerger plusieurs conclusions : la première est que l'historiographie minore certains établissements en se centrant principalement sur les archives des ministères et est nécessairement amenée à se focaliser sur les grands établissements, souvent parisiens. La deuxième porte sur l'analyse que Virginie Fonteneau et moi-même avons jusqu'alors faite pour exposer ces études de cas en province, en termes de privation de faculté ou de territoire oublié de la distribution universitaire, reprenant à notre compte et entérinant de fait une hiérarchisation entre établissements dans le processus de structuration de l'enseignement dit supérieur. Cette analyse nous a fait occulter que se développe au contraire un effet

d'opportunité pour l'État central, celui qu'une structuration se réalise à moindre coût par des acteurs locaux, quitte à ensuite les faire entrer dans son giron, c'est cette piste que je vais particulièrement exposer dans l'article publié dans le numéro de *Quaderns d'Historia de l'Enginyera* en hommage à André Grelon (Bidois, 2016). La troisième est que l'analyse à l'échelle locale conduit aussi à relativiser les catégorisations concernant établissements et disciplines. Le cas angevin illustre particulièrement les liens d'une institution à l'autre et met au jour des circulations du point de vue des publics étudiants et des enseignants et autres préparateurs. C'est le propos que je développe lors de ma participation au séminaire sur l'offre locale organisé par Virginie Fonteneau et Renaud d'Enfert et dans l'ouvrage le clôturant (Enfert et Fonteneau, 2020)²⁹.

Des circulations

Progressivement, un tournant s'opère dans mes analyses, j'en fais le cœur du projet d'inédit en vue de l'HDR dans lequel je m'engage au second semestre de 2019. Portée par la conviction que l'historiographie a minoré les études à l'échelle locale, il convient de repérer tant leurs spécificités en regard des établissements académiques que de s'arrêter sur les récurrences observées dans les études de cas déjà réalisées et de poser l'hypothèse de formes de circulation d'expériences. En effet, l'idée majeure qui préside à mes travaux est qu'il existe, dans les villes non pourvues de facultés, des modalités d'enseignement et de production des savoirs sur lesquels l'État prend ensuite appui pour fonder des institutions, c'est le cas des écoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres par exemple. Il peut s'agir de cours et leçons, d'établissements soutenus par les acteurs locaux comme des scientifiques eux-mêmes, des municipalités ou des sociétés savantes. Me fondant sur les cas de Rouen ou d'Angers, que j'ai traités à partir des archives tant locales que nationales et sur ceux bien connus car ayant fait l'objet de travaux d'envergure comme Nantes (Emptoz, 2002), Nancy (Bettahar, Birck et Bolmont, 2006 ; Bettahar et Choffel-Mailfert, 2014), Toulouse (Grossetti, 1994), évidemment Mulhouse (Oberlé, 1961), je relève le rôle primordial des sociétés savantes dans les enjeux de formation. Je l'ai déjà noté dans la thèse en pointant de

²⁹ Ce chapitre d'ouvrage figure dans le volume 2 de cette HDR.

quelle manière, à Rouen, les modalités de sociabilité bourgeoise centrées autour des sociétés savantes locales, leurs pratiques de formation, éclairent le peu de recours aux formations diplômantes de l'École préparatoire des sciences et des lettres (Chaline, 1982, 1995 ; Chassagne et Bergeron, 1991), puis au sujet de la fondation de la Société industrielle (Lecouteux, 1996) qui précède la création de l'Institut chimique, repérant alors la reprise et l'adaptation des expériences entreprises à la Société industrielle de Mulhouse (Ott, 1999). Mes travaux sur la situation angevine dans la première moitié du XIX^e siècle mettent également au jour, outre l'importance de l'échelle locale déjà soulignée, le rôle particulier de certaines sociétés savantes comme la Société d'encouragement pour l'enseignement mutuel (fondée en 1816) ou la société industrielle d'Angers (1830) qui regroupent en fait une bourgeoisie angevine républicaine éclairée, ouverte aux idées saint-simoniennes, celle-là même qui gagne de la place à la faveur du repli politique de l'ancienne noblesse légitimiste locale. Évidemment dans la situation d'Angers, il faut également noter la prégnance des enjeux religieux avec le rôle très particulier de Mgr Freppel qui souhaite construire une offre d'enseignement supérieur à Angers en s'opposant à un modèle parisien sur fond de désaccord fondamental entre ultramontanisme et gallicanisme du point de vue de la doctrine religieuse. Son positionnement se traduit dans un discours en forme de bataille en faveur de la province, pour ne pas voir les jeunes gens quitter la province et rejoindre une capitale dépeinte comme un lieu de perdition (Bidois, 2020).

Bien sûr, les travaux sur les sociétés savantes ont enrichi la connaissance dans le domaine, le foisonnement de leurs activités (Barrera, 2003 ; Chaline, 1995), leurs affiliations aux courants saint-simoniens (Fell et Société de chimie industrielle, 2001) ou leur appartenance confessionnelle (André Grelon, 2003)... Si les circulations ont été pointées pour la chimie (Virginie Fonteneau, 2017), les mathématiques (Nabonnand, Peiffer et Gispert, 2015) ou pour des cours spécifiques comme ceux du baron Dupin suite à une politique d'incitation ministérielle de l'Instruction publique (Christen et al., 2009), il convient de mener une réflexion sur la structuration de ces expériences et l'organisation des modalités de circulation et, pour ce faire, de plonger dans les sources. Ce faisant l'entrée par le local ouvre sur la compréhension des processus à l'œuvre au plan national, dans une approche complètement différente de ce que l'historiographie a privilégié jusqu'alors. Beaucoup ont pensé le développement des institutions de production et de diffusion des savoirs et celles de formation depuis les institutions parisiennes suggérant implicitement une continuité et une

hiérarchisation rarement questionnées. Pour mener à bien ce projet, je me plonge dans les sources, non pas celles des institutions centrales, ministérielles notamment, mais celles émises par les institutions et les acteur·rices locaux·les.

3-2 S'affirmer sociohistorienne des sciences et des techniques

La question du positionnement de mes travaux et de mon approche a été le fruit d'une longue maturation. J'ai dit plus haut comment, dans mes premiers travaux, de la maîtrise au doctorat, j'ai construit mon approche dans une position de marginalité oscillant entre la revendication d'une méthodologie particulière et en ménageant ce que je considérais comme relevant des incontournables de la sociologie, je pense par exemple, dans les méthodes qualitatives, au recours à l'entretien. Afin d'affirmer autant que de justifier ce choix, j'avais également passé un long moment à analyser les rapports entre les deux disciplines, avec force références académiques, dans un chapitre fleuve qui ne figure finalement pas dans la version finale de la thèse tant son effet s'avérait contreproductif. Ne nous y trompons pas cette stratégie visait surtout à mettre au jour combien la *doxa* disciplinaire contraignait nos pratiques de recherche sans qu'une justification épistémologique ne tienne. La caution des travaux de Bourdieu m'était, de ce point de vue, de grand secours (Bourdieu, 1995).

Pour autant, cette inquiétude de n'être pas suffisamment sociologue dans mes méthodes d'appréhension de la réalité sociale a perduré bien au-delà de la thèse de sorte qu'elle se manifeste encore régulièrement, surtout auprès des étudiant-es et cette partie du mémoire de synthèse en est encore la preuve. Sans doute cette difficulté devrait-elle être questionnée plus en avant, d'autant que la démarche semble pleinement acceptée par des disciplines connexes telles que la science politique (Buton, Mariot, 2009 ; Déloye, 1997). Mais souvent je devance les critiques et m'interroge en paraphrasant Garrigou (Garrigou, 1989) : qu'est-ce que l'enquête historique peut apporter à la sociologie ? C'est un peu le sens de cette partie dans laquelle je m'interroge sur le rapport au passé et aux archives.

Le passé

La sociologie serait-elle légitime à étudier le passé, ou serait-ce le territoire réservé des historien·nes ? L'incitation au recours à l'histoire de la discipline prônée par Pierre Bourdieu peut être instructive. De ce point de vue Pierre Bourdieu nous encourage vivement à une pause réflexive en insistant : « l'histoire des sciences sociales n'est pas une spécialité parmi

d'autres. Elle est l'instrument privilégié de la réflexivité critique, condition impérative de la lucidité collective, et aussi individuelle. Sans doute peut-elle servir aussi le ressentiment et la mauvaise foi lorsque l'on attend seulement les satisfactions sans péril de l'indignation et de la dénonciation rétrospective ou les profits assurés d'une défense sans risque des bonnes causes disparues. Mais elle ne trouve véritablement sa justification que lorsqu'elle parvient à porter au jour les présupposés qui sont inscrits au principe même des entreprises scientifiques du passé et que perpétue, souvent à l'état implicite, l'héritage scientifique collectif, problèmes, méthodes et techniques. Seule l'anamnèse que permet le travail historique peut délivrer de l'amnésie de la genèse qu'implique, presque inévitablement, le rapport, routinier à l'héritage, converti, pour l'essentiel, à la *doxa* disciplinaire ; seule, elle est en mesure de fournir à chaque chercheur les moyens de comprendre ses partis théoriques les plus fondamentaux, comme l'adhésion, le plus souvent tacite, aux thèses anthropologiques rarement énoncées qui fondent ses grands choix théoriques et méthodologiques (en matière de philosophie de l'action notamment) ou ses sympathies et ses antipathies épistémologiques pour des auteurs, des modes de pensée et des formes d'expression impitoyables, d'une critique des passions et des intérêts qui peuvent se cacher sous les dehors irréprochables de la méthodologie la plus rigoureuse. »(Bourdieu, 1995, p. 4).

Si les précurseurs et fondateurs canoniques de la discipline ont répondu positivement (Leroux, 1998), que ce soit dans les sociologies européennes ou étatsuniennes notamment, les rapports et liens entre historiens et sociologues sont marqués par une succession de prise de distance et de rapprochement. Pour Lecuyer, dans la première partie du XIXe siècle, historiens et enquêteurs sociaux s'ignorent mutuellement (Lecuyer, 1986). C'est dans le cadre du projet d'élaboration d'une histoire-science qui écarte amateurs et autres érudits, projet porté par des historiens tels que Hyppolite Taine, Ernest Renan, Fustel de Coulanges, Louis Bourdeau, Paul Lacombe, Paul Langlois et enfin Victor Seignobos que des réflexions croisées s'engagent.

Mais, en France du moins, la sociologie, dans la lignée des durkheimiens, s'est construite par rapport et parfois aussi en opposition avec la discipline historique, chacune cherchant à asseoir sa légitimité par une stratégie de disqualification de sa concurrente sur le terrain de l'étude des faits humains (Goudineau, 1986). Les desseins impérialistes de Durkheim sont à peine camouflés quand il affirme : « Il n'est pas nécessaire de démontrer longuement comment cet inconvénient s'élimine lorsqu'on considère ces différentes sciences [économie

politique, histoire comparée du droit, des religions, démographie, géographie politique] comme des branches d'une science unique qui les englobe toutes et à laquelle on donne le nom de sociologie. A partir de là, il n'est plus possible de cultiver l'une d'entre elles en restant étranger aux autres ; parce que les faits qu'elles étudient respectivement s'entrelacent, telles les fonctions d'un même organisme, et sont étroitement liés les uns aux autres » (Durkheim, 1900, p. 18). Il s'agit évidemment d'une stratégie hégémonique pour asseoir la jeune discipline sociologique face à son aînée jusqu'au sein de la revue *l'Année Sociologique* (Besnard, 1979), stratégie ensuite adoptée au sein des *Annales* (Lamy et Saint-Martin, 2010). C'est dans ce contexte qu'on a longtemps entretenu un débat rhétorique entre communautés disciplinaires, depuis la querelle entre Simiand et Seignobos jusqu'au sein *des Annales* avec Marc Bloch et Maurice Halbwachs puis lorsque Georges Gurvitch poursuit les échanges avec Fernand Braudel (Gurvitch, 1957 ; Maillard, 2005).

Étrange paradoxe que cette situation qui émerge dans l'après seconde guerre mondiale. Alors que pour s'affirmer, la jeune sociologie française de Durkheim multipliait les emprunts à une discipline historique dont les représentants craignaient, eux, de se voir déposséder de leurs faits, leurs données, l'histoire de la seconde moitié du XXème ne craint plus d'avoir recours aux méthodes de la rivale de toujours... le social fait montre d'un impérialisme sans précédent en histoire, depuis l'histoire sérielle jusqu'aux analyses sociologiques de populations étudiées ; « Pas d'histoire qui ne demande aux méthodes de la sociologie, plus ou moins superficiellement appliquées, la clef d'une réinsertion des objets qu'elle étudie dans le contexte de la société concernée. L'histoire littéraire tend ainsi à se confondre avec une sociologie de la littérature (L. Goldmann), l'histoire de l'art avec une sociologie de l'art (P. Francastel), l'histoire religieuse avec une sociologie religieuse (inspirée par les études de Gabriel Le Bras sur la pratique religieuse dans la France des XIXème et XXème siècles). Seule l'histoire de la philosophie –identifiée avec une histoire des idées et des doctrines philosophiques analysées et expliquées selon leur propre logique– semble échapper à cet impérialisme du social [...] » (Maurice Aymard, 1988, p 227) ... juste au moment où la sociologie annonce un repli frileux dans le temps présent, le très contemporain. Il faut dire que cette période coïncide avec des modifications profondes des sociétés dans lesquelles sociologues et historiens opèrent. Maurice Aymard note en effet un renouvellement complet des préoccupations sociologiques corrélé avec la montée en puissance d'une industrialisation aux formes nouvelles. Les sociétés occidentales sont frappées par des mutations issues de

l'industrialisation, l'urbanisation liées à la croissance économique. Et les sociologues sont parmi les premiers à s'emparer de ces problématiques nouvelles comme « *des médecins au chevet de leur malade* ». Il cite les paroles d'un Georges Friedmann, récemment placé à la tête du comité de direction des *Annales*, à la tribune du IV^{ème} congrès mondial de sociologie, en 1959 à Milan : « La sociologie, étroitement liée aux autres sciences sociales, s'affirme de plus en plus comme une nécessaire prise de conscience de la société industrielle par elle-même. Face à ces « pompiers » dont le rôle est, hélas ! Souvent malgré eux, de préparer l'incendie, le sociologue devrait être de plus en plus celui qui peut aider à prévenir et à éteindre le feu. Autrement dit, face au progrès technique, [...] le sociologue, s'il était mieux équipé et plus souvent consulté, pourrait contrôler l'introduction, y mieux adapter les collectivités et les individus, aider les sociétés industrielles à trouver un équilibre qu'elles n'ont encore, quelle que soit leur structure, nulle part atteint dans le monde » (Aymard, 1988, p. 227). Bref, il s'agit de comprendre et d'analyser les changements du présent, d'en prévoir éventuellement les développements futurs... les problématiques du temps passé ne sont plus à l'ordre du jour. Le développement de la sociologie se fait dans la rupture entre le passé et le présent ; division du travail acceptée par des historiens qui prennent un plaisir non dissimulé à n'étudier que les périodes antérieures à la modernisation, le monde rural.

Pourtant, selon Aymard, la lune de miel, basée sur « une division du travail et du temps », bute dès la fin des années 1970 sur des remises en cause non négligeables ; « deux crises, celle de 1968, puis la crise économique internationale, évidente à partir de 1973-1974, constituent la toile de fond de ce changement d'attitude : l'une et l'autre révèlent à la fois les limites du modèle optimiste de « modernisation » –et les résistances que rencontre, dans les faits comme dans les esprits, son application–, et l'incapacité des sciences sociales –à commencer par la sociologie et l'économie– à en maîtriser la mise en œuvre et les contradictions. Elles expliquent l'accueil rencontré par des œuvres qui viennent bouleverser les habitudes acquises de la sociologie et de l'histoire (et au fond de toutes les sciences sociales), et les contraignent l'une et l'autre à repenser et à reformuler en termes nouveaux leur rapport à la réalité des sociétés qu'elles prétendent étudier et décrire » (Aymard, 1988, p. 229). Comme œuvres particulières, Maurice Aymard cite celles de Michel Foucault, de Norbert Elias et de Pierre Bourdieu ; elles tendent à établir de nouveaux rapports entre histoire et sociologie.

La question de laisser le territoire du passé aux historiens revient ainsi sur le devant de la scène. Pour autant, être sociologue, être historien-ne, serait-ce donc la même chose, les deux disciplines partageant un même espace épistémologique (Passeron, 1991) ? Ou, au contraire, pour reprendre le bon mot de Jean-Michel Berthelot, sont-ce deux approches aussi reconnaissables que deux vins différents (Berthelot, 1998) ? J'ai souvent affirmé que sociologues et historiens s'entendaient pleinement et que leurs travaux étaient proches, leurs collaborations fécondes. Je l'ai expérimenté également lors d'un projet dans lequel je me suis particulièrement investie, celui de la commémoration des 50 ans de l'université de Rouen. Comme je l'ai indiqué plus haut, à la fin de l'année 2014, le président de l'université, a lancé un appel à projet en vue d'organiser l'anniversaire de son établissement. Ayant répondu positivement en même temps que deux collègues historiens, Yannick Marec et Olivier Feiertag, nous nous sommes engagés ensemble dans ce projet qui a connu des développements jusqu'en 2017, l'articulant autour de l'organisation d'un séminaire de recherche, d'un premier récolement des archives encore dans l'établissement, de l'organisation d'une journée de restitution, ainsi que de la publication de deux ouvrages. Souhaitant proposer à la fois une approche historique et des témoignages, nous avons décidé de scinder la publication unique initialement prévue, en deux volumes (Bidois, Feiertag, et Marec, 2016 ; Bidois, Feiertag et Marec, 2017)³⁰. Si la direction du second volume, celui des témoignages, nous a procuré des complications d'ordre politique dans le choix des contributeur-rices, la rédaction du premier volume a été facilitée par une répartition du travail au cordeau, par périodes, comme savent si bien le faire les historiens. D'emblée je me suis engagée sur la période qui me paraissait la plus originale, celle qui avait été au cœur de la thèse soutenue dix ans plus tôt, expliquant les ressorts de cette université avant l'université. Cette collaboration est simple. Chacun d'entre nous fait relire aux deux autres la partie dont il a la charge, en plus des collègues de son propre réseau. Évidemment, ayant pleinement intégré les hiérarchies universitaires, et bien qu'étant la seule spécialiste du domaine, je ne me permets que de menues remarques formelles dans les chapitres de mes deux co-auteurs, tous deux professeurs d'université, l'un normalien, le second en fin de carrière. J'ai animé la première séance du séminaire ouvert aux étudiant-es de master et doctorant-es visant à baliser le champ scientifique et à présenter les principales références et problématiques déjà

³⁰ Les introductions de ces deux ouvrages, en plus de la partie dont j'ai assurée seule la rédaction, figurent dans le volume 2 de cette HDR.

traitées de sorte que nous inscrivons d'emblée ce travail dans la lignée de ceux portant sur les universités nouvelles (Roy et Gingras, 2012). Nous partageons à peu près le même corpus théorique et les mêmes archives. Pourtant, lors de la promotion de l'ouvrage, alors que nous participons tous les trois à une émission de la radio du campus, *Au miroir de Clio, Chemins d'histoire*, le journaliste et historien Luc Daireaux pointe d'emblée l'hétérogénéité de nos approches telle qu'elle transparait dans sa lecture de l'ouvrage. Passée la surprise, j'ai dû me rendre à l'évidence que nos manières de traiter les faits et de les mettre en récit surtout diffèrent. Tout mon propos est organisé avec un souci moindre de la cumulativité des faits et de la description, au profit de l'économie générale de la démonstration. A ce stade de ma carrière, sans pouvoir pleinement l'explicitier, finalement peut être finirai-je par adhérer au propos de Fernand Braudel, « deux sciences proches se repoussent comme chargées de la même électricité. [...] Discuter avec un historien ou un géographe, mais c'est, pour un économiste ou un sociologue, se sentir plus économiste et plus sociologue que la veille » (Braudel, 1984, p. 90)... et à affirmer que je construis une sociologie sur des faits qui se déroulent dans le passé, à partir d'archives, sans faire pour autant un travail d'historien·ne, je suis une sociohistorienne (Noiriel, 2006).

Pour autant, m'arrêter là reviendrait à dénier la communauté des historien·nes des sciences et des techniques, avec laquelle j'entretiens des échanges interdisciplinaires féconds et partage des intérêts pour une histoire sociale des sciences et des techniques, y compris englobant la matérialité des savoirs. Dans ce cadre, mon principal apport provient de la contrainte dont je m'extrahis d'une entrée par les disciplines, extraction qui me permet de saisir des circulations qui restent invisibles à la plupart d'entre elles et eux. Dans l'ouvrage dirigé par Virginie Fonteneau et Renaud d'Enfert sur l'offre locale, je suis ainsi la seule à les entrevoir (Enfert et Fonteneau, 2020)³¹. C'est désormais la signature de mon approche de sociohistorienne des sciences et des techniques, ce qui distingue mes travaux de ceux des historien·nes des sciences et des techniques, comme je vais le mentionner plus loin.

³¹ Ce chapitre figure dans le volume 2 de cette HDR.

Derrière ces différences, se pose également la question de la place prise par les archives et de la manière dont historien·nes et sociologues les considèrent. Est-on lié à l'archive de la même manière ? Dans quelle mesure sommes-nous soumis et contraint à son existence, à son contenu, à son volume, aux institutions qui les ont émises ? Pendant cette expérience de travail en commun, tandis que j'étais sereine sur notre capacité à constituer un corpus suffisant, les deux collègues ont tôt manifesté une très grande inquiétude à l'idée de manquer d'archives, alors même que, dans un second temps, nous avons croulé sous les mètres linéaires. Les grands fonds d'archives font-ils les grands travaux de recherche pour reprendre le questionnement de Michel Offerlé (Offerlé, 2007) ? La problématisation engage-t-elle à ouvrir telles archives ou sont-ce les archives qui commandent la recherche ? La sociohistoire apporte-t-elle au savoir historique ? Autant de questions que je n'ai pas manqué de me poser. J'ai notamment tôt pris conscience du lien complexe entre questionnement initial et archives, étant souvent amenée à repenser et très souvent décaler la problématisation telle que je la formulais initialement, constatant comme Susanna Magri le démontre au sujet de ses propres travaux que « en somme, contraint par l'offre des archives, le choix du matériau d'enquête n'est pas moins guidé par la méthodologie qui oriente le questionnaire de la recherche. En retour, le document d'archives peut lui-même susciter de nouvelles questions et conduire à d'autres investigations, en dévoilant au chercheur réceptif des faits jusque-là restés dans l'angle mort de son analyse » (Magri, 2007, p. 20).

Fort de cela, j'adopte une démarche inductive, celle du « *catch all* » de la *grounded theory* développé par Anselm Strauss et Rue Bucher, positionnement qui m'a permis de mettre en œuvre une lecture critique à l'endroit de l'historiographie traditionnelle en matière d'histoire de l'enseignement supérieur sur la période considérée et ce faisant, de prendre appui sur des sources considérées comme moins intéressantes, moins prestigieuses et donc peu exploitées. J'ai notamment pris soin de procéder à une forme de sociologie des archives, c'est-à-dire de « compréhension fine des mécanismes politiques et sociaux de production, de conservation, de sélection des documents qui, *in fine*, vont être pris en compte par le chercheur dans ses analyses » (Israël, 2012, p 174), ainsi qu'au croisement de plusieurs types de sources, comme autant d'entrées. J'ai déjà indiqué plus haut comment j'avais croisé à la fois les archives déposées aux archives départementales par les différentes institutions, fonds du rectorat,

fonds des établissements, fonds de la préfecture, fonds de la Société industrielle mais également des archives personnelles non déposées, montrant à raison combien cette démarche permet de saisir une question sous plusieurs angles, m'autorisant des libertés que des collègues historien·nes manieraient avec prudence de peur d'altérer la rigueur de leur approche. D'autres l'ont fait, c'est le cas de Camille Masclat au sujet des militantes féministes qui souligne les ressources de ces différents types de sources pour sa prosopographie, celles déposées dans des fonds d'archives et celles que les personnes ou les familles ont conservées qui seraient au pilon sans cela (Masclat, 2014). Pareille opportunité nous a été donnée, mes deux collègues historiens et moi-même, au moment des recherches sur l'université de Rouen car ces archives n'avait fait l'objet d'aucun travail de sélection, conservation, inventaire... Un ensemble de plusieurs centaines de mètres linéaires étant entreposés dans les sous-sols de la bibliothèque universitaire, dans des conditions de conservation inadéquates, nous avons enjoint l'établissement à entrer en relation avec le service des archives départementales ; au terme d'une longue investigation, pourtant facilitée par le premier récolement que les étudiant·es avaient établi, une proposition de conservation est faite. Je suis alors saisie par le risque pris dans le passage au pilon proposé de la majorité des dossiers individuels des étudiant·es par exemple : ne conserver que les dossiers de celles et ceux commençant par telle lettre ? Quid des biais sur les noms de familles ? Même questionnement au sujet des archives de chercheur·es, des documents utilisés par les secrétariats dans le traitement des dossiers, que faire des documents de travail intermédiaires, fort de leurs annotations ? Les capacités de stockage limitées des archives départementales ont pour l'instant différé ce projet de dépôt et de mise en carton en l'état mais il reste à convaincre de l'intérêt de les conserver et de les étudier (Lomba, 2008) en déjouant les intérêts qui peuvent paraître concurrents entre archivistes et historien·nes ou sociohistorien·nes (Le Boulay, 2019). Sur le moment, ces sources pas encore mises en carton nous ont permis de dialoguer et de faire parler d'anciens témoins³². Au sein de Resitech, la même démarche est à l'origine de la collecte de mémoire immatérielle présentée plus haut. Les objets inventoriés servent de support aux personnes interrogées, amenées de fait à s'exprimer tant sur les usages que sur le rapport affectif qu'elles ont entretenu aux dits objets. C'est aussi l'objectif qui a servi de

³² A ce jour, ces archives sont toujours dans le sous-sol de la bibliothèque et aucun traitement ni mise à l'abri ne leur ont été appliqués. Qui plus est le bâtiment est dans l'attente de fonds exceptionnels pour une rénovation conséquente, tant le risque d'incendie qu'il présente est jugé rapide et destructeur.

support pour la conception de l'ouvrage pour le Xe anniversaire, la photographie des objets étant systématiquement assortie d'une description qualifiée de subjective d'un-e de ses utilisateur·rices (Bidois, Rozay, 2018)³³.

Mais au-delà même du traitement de l'archive ou de la source, je prends rapidement conscience que leur accès nécessite un engagement. Dès mon DEA, face à des camarades de promotion incroyables, j'affirme, sans parvenir à l'énoncer clairement, que les archives sont un terrain comme les autres au sens où il nécessite d'en saisir les codes et de disposer de propriétés sociales pour accéder aux ressources, à l'aide des conservateurs pour naviguer dans les inventaires et autres guides, surtout pour la sociologue autodidacte en matière de méthodologie historique (Aranda et Simonpoli, 2018). Durant la thèse, je comprends que les horaires réguliers auxquels je m'astreins, que la durée limitée de la pause déjeuner agissent comme autant de cautions auprès des conservateurs des salles de lecture, je vais saluer les historiens locaux autant pour entretenir une sociabilité du quotidien que pour signaler mon appartenance à ces réseaux et bientôt je suis interpellée à la machine à café pour de menues interventions ou publications, menues en regard des codes académiques mais loin de l'être dans les cercles d'érudits. Je m'attire dans le même temps toute la bienveillance des archivistes en salle de lecture. J'ai indiqué plus haut combien la rencontre avec le descendant du fondateur du créateur de l'Institut chimique de Rouen, Émile Blondel alors que j'étais en maîtrise m'a ouvert des archives que je n'ai repérées nulle part ailleurs, brouillons de discours, échanges épistolaires annotés avec des contemporains, récits à valeur de mémoire, photographies jamais diffusées. L'expérience, je l'ai renouvelée avec nombre d'anciens élèves, ancien·nes enseignant·es de ces institutions, j'ai pu accéder à ce qu'ils avaient conservé. En contrepartie, j'ai envoyé des invitations pour prévenir de la moindre intervention dans les sociétés savantes locales, j'ai bu des litres de thé, j'ai écouté patiemment et avec force d'empathie douleurs de vieillesse et colère contre les générations suivantes, j'ai joué de ma position et feins de ne pas déceler la condescendance pour gagner la confiance de mes enquêté·es. Je me souviens de cet ancien diplômé intervenant après l'une de ces présentations en commençant par me signaler que j'avais omis de lui faire parvenir une invitation et ce faisant suscitant l'hilarité du reste de l'assemblée. Plus récemment, pour

³³ L'introduction de cet ouvrage se trouve dans le volume 2 de cette HDR.

rédigier la notice du Maitron de mon arrière-grand-père maternel, et bien que dorénavant aguerrie à cette phase de la recherche, j'ai ainsi dû user de toutes mes ressources, références académiques, proximité politique et autres propriétés sociales pour accéder aux archives de la CGT du livre au Havre ; je n'ai finalement réussi à obtenir les documents les plus riches qu'après un entretien auquel j'avais convié ma mère pour asseoir encore ma crédibilité dans l'interaction et susciter davantage de confiance dans mes intentions (Darmon, 2005).

Ce travail sur des archives et sources documentaires prend évidemment sa source dans le goût de l'archive décrit par Arlette Farge (Farge, 1997), j'aime la poussière des boîtes sorties des réserves, j'entretiens une forme de snobisme à constater dans les fiches de prêt et autres fantômes que ces documents n'ont pas ou peu été consultés, m'illusionnant l'espace d'un instant d'être une découvreuse au sens premier du terme. Je suis même la dépositaire d'une partie de nos archives familiales (Muxel, 1996). Enfin, je ne crois pas d'ailleurs être seule à éprouver, à la fin de chaque période de dépouillement, une sorte de tristesse de n'avoir plus rien à dépouiller, repoussant le temps de l'exploitation des données, au même titre que mes étudiant·es placent un ultime entretien ou retour sur le terrain pour différer la confrontation à l'analyse et à l'écriture. Et, n'en déplaise mes proches, je suis parfois envahie par les auteurs et autrices d'autres époques avec lesquels j'ai développé une forme de proximité : aller visiter la tombe de Marc Bloch dans la Creuse, la maison de George Sand à Nohant, dans une étrange familiarité... La même qui a poussé certain·es étudiant·es à me ramener fièrement des photos de la statue d'un certain Arcisse de Caumont et de la plaque apposée sur la maison où il naquit, lors du stage de terrain organisé à Bayeux avec plusieurs collègues. Cette impression de familiarité avec des personnalités dont la position sociale est pour le moins éloignée de la mienne m'interroge souvent, érudits conservateurs, patrons défendant l'enseignement privé... sans doute leurs récits rejoignent l'envers de celui des membres de ma propre famille, les classes populaires travaillant dans le textile notamment. J'ai été particulièrement marquée par les mémoires d'André Maurois (Maurois, 1970) dans lesquels je trouve un écho à ce que je connais de ces grandes maisons...

Cette dimension affective de la recherche sociohistorique, faute de parvenir à pleinement l'analyser, j'essaie de la transmettre dans mes enseignements. J'ai longtemps tâtonné dans la manière d'articuler un cours sur la sociohistoire, entre réflexions épistémologiques, méthodologie et présentation de travaux. Le cours de master 1, sociohistoire des institutions,

a fait les frais de ces errements. Parvenant au gré des refontes de maquettes à proposer dorénavant des enseignements spécialisés sur l'ensemble du cursus, j'ai construit une progression depuis la première année de licence, avec le cours d'histoire sociale et politique de la France contemporaine, en licence 2 un TD de méthodologie de travail sur archives avec familiarisation aux archives départementales, le cours de master 1 étant dédié à des réflexions épistémologiques sur les rapports entre les deux disciplines et sur les effets de la mise en récit, puis un autre en master 2, plus pratique, axé sur les manières d'intégrer la sociohistoire dans la compréhension des institutions dans lesquels les étudiant·es sont amenés à faire leurs stages. La lecture récente de l'ouvrage *Le dossier Bertrand, jeux d'histoire* (Artières et al., 2008) m'a convaincu d'axer davantage mes enseignements auprès des étudiant·es dans le sens de la résolution des énigmes, des enjeux de mises en récit que pose la recherche historique, y compris sous la forme du jeu et de les confronter véritablement aux cartons, aux documents qu'ils renferment, à la déception ou à l'incrédulité devant le décalage entre la description du contenu dans l'inventaire et la boîte effectivement déposée... A l'occasion du stage de terrain proposé aux étudiant·es de master 1, j'ai organisé des visites aux archives municipales et des sessions de travail avec les différents groupes, essayant de transmettre ce « goût de l'archive ». La restitution humoristique qu'ils et elles en ont fait, dans le billet de blog consacré à cette journée, me laisse à penser qu'ils et elles y ont au moins puisé des souvenirs marquants, à défaut d'être pleinement convaincu·es de l'intérêt de ces sources³⁴. Je suis également confortée dans ma démarche que de plus en plus de sociologues sont amenés à travailler sur des archives, fussent-elles du temps présent, notamment des archives de page internet (Joubert, 2019).

³⁴ <https://dysolab.hypotheses.org/3275>

3-3 Appréhender la construction des savoirs, des sciences et des techniques

Après avoir abordé les questions scientifiques et techniques tant du point de vue des institutions de formation et, dans une moindre mesure de recherche, que des acteur·rices ou des conditions matérielles d'exercice, j'engage ainsi une nouvelle réflexion articulée aux modalités de construction des savoirs. Dans quelle mesure la structuration des communautés scientifiques contribue-t-elle à la construction des savoirs, comment naissent, se formalisent et se diffusent les contenus scientifiques, car est-il besoin de le rappeler les savoirs ne circulent pas, seuls les acteur·rices sont à l'origine de ces diffusions et circulations ? Autant de questions qui rejoignent les préoccupations de la sociologie des sciences et des techniques, depuis les travaux mertonien (Merton, 1970) jusqu'aux développements récents. Ce questionnement imprègne l'ensemble de ma propre activité scientifique.

Structuration des activités scientifiques

C'est d'abord dans le projet d'inédit d'habilitation que cette question s'est formalisée de manière prégnante. A l'origine le point de départ des recherches, comme indiqué plus haut, portait sur la structuration de l'enseignement supérieur dans la première partie du XIXe siècle, prenant pour hypothèse forte le rôle des sociétés savantes : c'est au sein des sociétés savantes que résident des pistes de réponse, il s'agit donc de visibiliser les liens qu'elles entretiennent, les échanges auxquelles leurs membres procèdent, pour comprendre dans quelle mesure leurs activités participent de la structuration des activités scientifiques en général, et de l'enseignement en particulier, au XIXe siècle. C'est ainsi que mon intérêt s'est porté vers les initiatives prises par le normand Arcisse de Caumont qui fonde en 1833 un Congrès scientifique de France regroupant des sociétés savantes avec le projet de renouveler l'expérience tous les ans. Ce sera le cas jusqu'en 1878, Arcisse de Caumont étant décédé cinq ans auparavant, en 1873.

La personnalité d'Arcisse de Caumont a d'ores et déjà été étudiée sous différentes approches : figure connue des historiens et des archéologues, tantôt présenté comme un érudit local

fondateur de multiples sociétés savantes, tantôt reconnu pour ses apports conceptuels en matière d'architecture médiévale (Huchet, 1984 ; Juhel et Société des antiquaires de Normandie, 2004 ; Robert, 2000). Ses initiatives ont fait l'objet d'un chapitre très fouillé dans *les Lieux de mémoire* de Pierre Nora (Nora, 1986). Dans un chapitre intitulé « Arcisse de Caumont et les sociétés savantes », Françoise Bercé y souligne un contexte de dynamisme local et décrit Caumont comme le reflet de cette intense activité intellectuelle et élitiste dans la première moitié du XIXe siècle (Bercé, 1986).

Dès les travaux de l'ANR Geoscience, Virginie Fonteneau avait souligné la particularité de ce projet et la pertinence de saisir les contours de cette initiative sans avoir la possibilité de les traiter pleinement, le format ne s'y prêtant pas. On en trouve seulement le signalement dans une courte mention à titre d'illustration du rôle joué par les initiatives de province au moment de la structuration à l'échelle nationale de l'université. Ainsi si l'érudit est présent dans la littérature mais son rôle dans la structuration des sociétés savantes au XIXe siècle parfois minoré, c'est également qu'est privilégié celui de Guizot dans la création de ce qui est en passe de devenir le CTHS, au mieux les travaux pointent la rivalité entre les deux hommes. Certes, Robert Fox a déjà questionné les sociétés savantes, leur rôle dans la structuration de l'activité scientifique en province et présente les initiatives d'Arcisse de Caumont dès son ouvrage commun avec Georges Weisz en 1980 (Fox et Weisz, 1980). Il l'évoque encore dans son ouvrage de 2012, *the Savant and the State*, consacrant d'ailleurs une partie à Arcisse de Caumont et son rôle au sein du monde des académies provinciales (Fox, 2012). Mais dans ses conclusions, il insiste sur le rôle centralisateur de l'État et surtout sur la distinction Paris / province déportant son regard vers la science parisienne aux dépens de ce qui existe en province. Certains choix méthodologiques l'amènent à privilégier les sciences physiques aux dépens de la médecine et des sciences de l'homme, à omettre la statistique, car il est contraint dans sa réflexion par la constitution d'une « science d'État ». Il tend à aligner son récit sur la chronologie politique, et en racontant la façon dont l'État a contribué à créer une culture scientifique nationale, Robert Fox tend à minorer les phénomènes de domination introduits par les savoirs scientifiques, il entérine *de facto* l'invisibilisation de toute une partie des institutions, activités et populations savantes. Enfin, mes premières recherches sur la littérature sur ces congrès ont achevé d'arrêter mon choix, notamment parce que j'ai découvert ceux d'un sociologue leplaysien, Georges Hottenger (Kalaora, 1992 ; Kalaora, Savoye et Marié, 1989). Ce sociologue de l'urbain, né en 1864 et décédé en 1934 a commis

deux articles : l'un sur l'œuvre de Caumont, allant de l'Institut des provinces aux congrès scientifiques dans les *Mémoires Académie de Metz* 1934, l'autre sur le Congrès scientifique de Metz publié dans *les Cahiers lorrains* en 1933 (Hottenger, 1932, 1934). Il en propose une description fouillée, amusée. Il regrette que les sources disponibles n'aient jamais fait l'objet d'un traitement thématique complet et finit par assumer un propos aux accents nostalgiques et critiques envers les instances nationales³⁵. Surtout, il s'y interroge sur les suites données au projet d'Arcisse de Caumont, craignant une déperdition des savoirs produits dans diverses sociétés savantes : quelles modalités de concertation et de diffusion des travaux, publications diverses et autre littérature grise menés partout en France ont été mis en œuvre depuis les congrès scientifiques ?

C'est ainsi que j'ai opéré un déplacement des questions de structuration de l'enseignement aux sociétés savantes, puis aux congrès scientifiques de France organisés par Arcisse de Caumont considérant qu'ils constituent des lieux d'échange, de construction des savoirs et, *in fine* de structuration des communautés qui font vivre l'activité savante en province.

Savoirs, disciplines et interdisciplinarité

L'analyse de congrès scientifiques en tant qu'objet de recherche a été suivie par d'autres avant moi évidemment et ce, sur des sources de même type (Feuerhahn et Rabault-Feuerhahn, 2010 ; Gispert, 2002 ; Union géographique internationale, 1972). Pour autant, presque tous ces travaux portent sur la deuxième partie du XIX^e siècle.

Les congrès scientifiques de France fondés en 1833 par De Caumont, alors que d'autres ont été mis en œuvre peu de temps avant en Allemagne et en Angleterre, s'avèrent particulièrement riches car on y découvre une multiplicité d'approches thématiques ; en plus d'expositions notamment techniques, ils sont le lieu d'échanges de manuels, d'outils, autant

³⁵ Dans son article des *Cahiers Lorrains* de 1833, il note : « Mais l'État, sous tous les régimes, se tient pour protecteur de l'activité intellectuelle de la nation, comme de son activité matérielle, ainsi que le déclarait déjà Guizot dans une circulaire de 1834 ; ne pourrait-on même dire qu'il se tient pour le premier moteur ? Aussi se méfie-t-il des entreprises de l'initiative privée sur tout ce qu'il joint à son domaine. Dès l'origine, l'État avait ignoré officiellement le Congrès scientifique, et il l'ignora toujours puis lorsqu'il le vit durer et se développer, il lui fit concurrence sous des formes et par des procédés divers, et lorsqu'enfin il disparut, il prit la place vacante en y mettant le Congrès des sociétés savantes, qui existe toujours mais qui n'est plus auprès de l'institution originaire, telle que l'avaient faite M. de Caumont et ses amis, que ce que l'ombre est à la réalité », p 69.

que de graines, activités mises au même plan que des réflexions qui engagent la construction de groupes professionnels comme les médecins. On note aussi combien ils sont le lieu où les élites intellectuelles de province déploient leur expertise dans différents domaines, témoignant ainsi d'une conception d'un savoir universel et érudit. Au gré des années, on saisit enfin l'entrée progressive de nouvelles préoccupations ; ainsi en est-il de la statistique. Se dessine également une prise en compte d'enjeux relevant de la question sociale, questionnant cette ignorance entre historiens et enquêteurs sociaux déjà évoquée par Lécuyer (B-P Lécuyer, 1986) alors même qu'ils fréquentent les mêmes congrès.

Ce projet d'inédit repose donc sur l'étude systématique des comptes rendus publiés par les acteurs. Ces sources écrites se présentent sous la forme d'un ou plusieurs volumes pour chaque congrès. Une grande partie de ces volumes est numérisée sur le site de la BNF, d'autres sont disponibles en ligne via des numérisations Google ou Internet Archive, ce qui simplifie leur accès et le travail pour une enseignante chercheuse de province. Bien évidemment ce type de publications, leurs modalités de production, les intentions de leurs auteurs doivent être soigneusement pris en compte dans l'analyse. Elles doivent être soumises à une analyse sociologique comme indiqué plus haut, à une critique externe et interne (Israël, 2012b). Cette existence au format numérique autorise également d'autres types de traitement (Rygiel, 2019). J'indiquerai plus bas comment j'envisage de profiter des outils spécifiques pour poursuivre l'analyse. En l'état, ces comptes rendus engendrent un travail de dépouillement et des possibilités d'analyse considérables dans la mesure où ils ne respectent pas nécessairement une forme stabilisée. Tous, en revanche, reprennent des rubriques identiques, à savoir :

- Les questions d'organisation

Notamment les discours d'ouverture, puis les questions posées en amont aux congressistes et qui orientent les discussions ;

- Les échanges et travaux menés dans les sections
 - Sciences physiques et mathématiques
 - Sciences naturelles
 - Agriculture, commerce et industrie
 - Sciences médicales
 - Archéologie et histoire
 - Littérature, philosophie et beaux-arts

- Les travaux et mémoires sélectionnés pour publication *in extenso*
- L'annuaire des adhérent·es, des inscrit·es et des présent·es, en nom propre et parfois au nom des sociétés savantes.

Cet objet « congrès scientifiques de France » m'amène ainsi à m'interroger sur la construction des savoirs et sur les acteur·rices qui peuvent se prévaloir d'y jouer un rôle. Dans le contexte actuel où l'interdisciplinarité et l'articulation entre sciences et société deviennent ou redeviennent tantôt un *credo* traduit en critère pour l'obtention de certains financements, tantôt un objet d'étude, les questionnements soulevés par l'analyse des congrès au début du XIXe siècle prend une autre envergure : s'y croisent des acteur·rices de statuts différents, circulant entre plusieurs sections et produisant des mémoires relevant de plusieurs d'entre elles. Amateurs, professionnels, érudits, les frontières voire même la définition des catégories sont questionnés dès lors qu'on se penche sur ces congrès. Ils interrogent également sur ce que cette approche des activités scientifiques façonne comme savoirs.

De ce point de vue, cette recherche constitue également un écho aux activités relevant davantage de la médiation scientifique que je mène par ailleurs, au sein de Resitech mais également dans le cadre de l'ANR Idilic, informer, débattre, interagir localement, sonder les idées et les connaissances. Démarré en 2022, cette recherche est menée par une équipe que je coordonne de trois sociologues du Dysolab aux côtés d'une équipe de chimistes affiliés au groupe Chimie et société de la Maison de la chimie. Nous les accompagnons dans plusieurs de leurs démarches de médiation scientifique pour évaluer quantitativement et qualitativement la portée de ces moments d'échanges auprès de différents publics, la manière dont les savoirs scientifiques sont réappropriés, et les variations en fonction des modalités de la diffusion. A ce stade, nous ne pouvons pas présumer des résultats à venir. Nos premières réunions de travail m'ont particulièrement amenée à m'interroger sur notre position de sociologues qui ne sommes pas de simples observateurs et qui sommes amenés à participer activement à la préparation des sessions. Je me suis notamment engagée à jouer de mon entremise auprès de chimistes rouennais d'une part et d'une association de promotion de la culture scientifique technique et industrielle, Science Action Normandie, d'autre part, pour que l'une des sessions puisse se déployer à Rouen, activant des réseaux construits depuis ma recherche de maîtrise sur l'Institut chimique devenu INSA jusqu'à Resitech.

Ces réflexions rejoignent également celles autour de l'articulation Sciences société, articulation que plusieurs des étudiant-es que j'encadre en master travaillent. En 2021 et 2022, j'ai notamment encadré les travaux d'Alice Degoul sur les utilisateur-trices de YouTube spécialisé-es dans la vulgarisation scientifique³⁶ et sur l'association française pour l'information scientifique AFIS³⁷. Je l'accompagne également dans la construction de son projet de thèse sur la socialisation politique des scientifiques pour comprendre comment des scientifiques développant une activité extra-professionnelle pour « la défense de la Science » construisent leur engagement militant au croisement entre sciences et politique. Centrée sur les mouvements rationalistes dont les acteurs s'attachent à diffuser « l'esprit scientifique » hors des murs des laboratoires, elle s'interroge sur la manière dont ces acteurs qui défendent le développement et l'application des technologies dans une visée progressiste, prônent un projet politique clair, celui de remettre les sciences au cœur des décisions politiques. En 2022-2023, j'ai également encadré le mémoire de master 1 de Kevin André sur *La controverse autour des thérapies de conversion des années 1940 à aujourd'hui*, mémoire dans lequel il analyse la construction des savoirs psychiatriques au regard des normes de sexualité³⁸.

Tous ces questionnements me permettent finalement de revenir à mes premiers intérêts pour la démarche scientifique découverts en prépa autour de la genèse des savoirs, de l'épistémologie et de la construction des disciplines... Comprendre comment les savoirs sont indissociables de leurs conditions de production, des porteurs de savoirs (Gingras, Keating et Limoges, 2000) est devenu le fil de mes approches à la fois dans les enseignements que j'assure au sein du département de sociologie mais également au sein du laboratoire, le Dysolab. Cela a notamment été renforcé par l'organisation, avec plusieurs collègues s'inscrivant dans plusieurs champs de la sociologie comme celle du travail, des professions, du numérique, d'un séminaire, transversal aux axes structurants du laboratoire, sur la thématique « Savoirs, sciences et sociétés numériques », au sein duquel une approche pluridisciplinaire a été choisie.

³⁶ Alice DEGOUL, *Ni chercheur.ses, ni amateur.rices, enquête sur les vulgarisateurs et vulgarisatrices sur internet*, mémoire de M1, sociologie, université de Rouen, 2021

³⁷ Alice DEGOUL, *La science sans politique, un idéal rationaliste*, mémoire de master 2, sociologie, université de Rouen, 2022

³⁸ Kevin ANDRE, *La controverse autour des thérapies de conversion entre 1940 et aujourd'hui*, mémoire de master 1, sociologie, université de Rouen, 2023

Cette transversalité qui offre à chacun·e des membres du laboratoire la possibilité de déployer ses travaux et de produire la recherche qui le ou la stimule, constitue désormais l'une de mes préoccupations majeures, et ce d'autant qu'en juin 2023 j'ai été élue directrice du Dysolab.

Et les perspectives, pour ne pas conclure... (2023-...)

Les perspectives de recherche que je souhaite ouvrir aujourd'hui s'inscrivent dans la revendication d'une sociohistoire des sciences et des techniques, au croisement de la sociologie et de l'histoire des sciences et des techniques et, dans une certaine mesure à l'histoire, notamment l'histoire sociale des idées. Cette inscription me place aussi dans une proximité avec les travaux de certains politistes. Mon intérêt se porte sur l'articulation entre science et société du point de vue de la production et de la diffusion des savoirs, englobant les enjeux de formation.

L'analyse des congrès scientifiques de France fondés par Arcisse de Caumont en 1833, constitue une déclinaison de cet intérêt. L'inédit que je livre dans le volume 3 de cette habilitation agit comme une ébauche des chantiers à venir tout en permettant d'ores et déjà de pointer plusieurs pistes de réflexion :

- S'y dégagent des éléments de compréhension concernant une territorialisation de l'activité scientifique pérenne au sens où les modalités d'organisation de ces congrès et les circulations qu'ils induisent contribuent à ce maillage ;
- Il met également au jour une complexité matérielle et organisationnelle qu'impliquent ces réunions et pointe les difficultés engendrées sous de régimes politiques changeants mais presque tous méfiants vis-à-vis des réunions publiques. Pour autant, quand les autorités centrales et leurs représentants les tolèrent, voire les imitent, les édiles les célèbrent. Ces éléments nous donnent à penser sur les représentations de l'activité scientifique ;
- De ce point de vue, il donne des éléments de description sur ce que signifie de mener une activité scientifique ou savante dans la première partie du XIX^e siècle, en exposant les pratiques de ces membres de sociétés savantes qui prennent part ponctuellement ou annuellement à ces rencontres ;
- Dans une certaine mesure, il contribue aux questionnements sur les savoirs légitimes et les acteur·rices légitimes de la science, pointant plutôt une pluralité, une hétérogénéité au sein de ces différentes communautés savantes ;
- L'exposition des modalités de production des savoirs dans ces congrès éclaire sur leur forme, tout en soulignant également les effets de hiérarchisation en cours de

construction. Dans cette première partie du XIXe siècle, l'activité scientifique telle qu'on la saisit par l'étude de ces congrès relève d'une pensée par objet, d'une forme de connaissance se rapprochant davantage des sciences naturelles que de la physique ou des mathématiques, illustrant ainsi une réalité bien différente de ce que l'historiographie a pointé depuis les institutions et acteurs parisiens. Il expose l'existence d'autres espaces, d'autres épistémologies, tout aussi légitimes pour penser l'activité savante ;

- En retour, cet inédit pointe l'intérêt de se déprendre d'une lecture qui privilégie les gagnants de la lutte pour la légitimité académique, notamment dans le conflit qui oppose Arcisse de Caumont à Guizot et au ministère de l'Instruction publique en général, au risque de reprendre à son compte la rhétorique de disqualification du vainqueur en omettant de signaler que les initiatives de ce dernier se construisent par imitation de celles du normand.

Mais la recherche menée pour la rédaction de ce mémoire inédit montre aussi la difficulté à saisir qui sont ces acteur·rices qui sont impliqués dans les congrès, ouvrant ainsi la voie à un autre type de travail. Il s'agit de dresser des bases de données à visée d'analyse prosopographique et de réseau. Si des contacts ont d'ores et déjà été initiés avec Luc Bellier, directeur-adjoint à la Direction des bibliothèques, de l'Information et de la Science ouverte à l'université de Paris Saclay, et responsable du pôle numérique, recherche et science ouverte, pour l'utilisation de logiciels de reconnaissance de caractères puissants pour aider à l'extraction depuis les annuaires ; cette dimension technique du projet a pris un peu de retard. Au plan scientifique, des échanges ont eu lieu avec plusieurs collègues ayant une expertise dans le domaine, tels que Laurent Rollet et Martina Schiavon des archives Poincaré, ou Claire Lemerrier au CSO. Au-delà, une réflexion sur les modalités d'accès aux acteur·rices non inscrit·es, et donc n'ayant pas laissé de traces, mais ayant participé d'une manière ou d'une autre à ces congrès doit également être engagée.

Par ailleurs, des questionnements sur les thématiques abordées lors des congrès ont émergé : il n'existe à ce jour aucun traitement systématique des questions posées en amont des congrès et/ou traitées pendant ces congrès, pas plus que de table thématique permettant de saisir, par l'analyse qualitative, les intérêts scientifiques des membres de sociétés savantes durant cette période. De plus, la contextualisation de chacune des controverses ou discussions

lors des congrès nécessiterait une connaissance fine de nombreuses spécialités. Le mémoire inédit constitue de ce point de vue une étape préparatoire à une recherche collective, par exemple, dans le cadre d'une ANR à envisager avec toute une équipe.

Ces pistes pourront donner lieu à l'avenir à des recherches complémentaires, par le dépôt d'un projet ANR et/ou notamment dans le cadre de projets doctoraux que j'entends proposer dans les années à venir.

Bibliographie

- ALI N.A., ROUCH J.-P., 2013, « Le « je suis débordé » de l'enseignant-chercheur », *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, n°18.
- ANDERSON N., SCHWARTZ O., 1993, *Le hobo : sociologie du sans-abri*, Paris, France, Nathan, 319 p.
- ANDERSON R.D., 1975, *Education in France: 1848-1870*, Oxford, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Clarendon press, 289 p.
- ANDRIEU C., 2014, "La résistance comme mouvement social", dans PIGENET M. ET TARTAKOWSKY D. *Histoire des mouvements sociaux en France*, 2014, p 415-426.
- ANDRO A., 2023, "Mind the gap : avancées et résistances dans la prise en charge des violences sexuelles et sexistes dans le monde académique (2002-2022)", *Mouvements*, 2023/1, n° 113, p. 109-118.
- ARANDA M., SIMONPOLI N., 2018, « Aller aux archives, entrer sur le terrain ? Sur les conditions sociales d'enquêtes en "terrain archivistique" », *Genèses*, 112, 3, p. 123-139.
- ARTIERES P., DEMARTINI A.-E., KALIFA D., MICHONNEAU S., VENAYRE S., REVERDY T.B., 2008, *Le dossier Bertrand: jeux d'histoire*, Paris, France, Manuella éditions, 125; 16 p.
- AYMARD M., 1988, « Histoire et sociologie », dans *les champs de la sociologie française*, Armand Colin, Paris, p. 221-232.
- BANTIGNY L., 2019, *L'œuvre du temps: mémoire, histoire, engagement*, Paris, France, Éditions de la Sorbonne, 189 p.
- BARGEL L. & DUNEZAT X., 2009, "Genre et militantisme" DANS FILLIEULE O. MATHIEU L ET PECHU C. *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, p 248-255.
- BARRERA C., 2003, *Les sociétés savantes de Toulouse au XIXe siècle : 1797-1865*, Paris, France, Éditions du CTHS, 435 p.
- BERCE F., 1986, "Arcisse de Caumont et les sociétés savantes", dans NORA P. (DIR.), *LES LIEUX DE MEMOIRES*, Paris, Gallimard, 1986, la Nation, p 533-565.
- BERG M., SEEBER B.K., 2016, *The slow professor: challenging the culture of speed in the academy*, Toronto, Canada, University of Toronto Press, x+115 p.
- BERTHELOT J.-M., 1998, « Histoire et sociologie », *Recherches sociologiques*, XXIX, n°3, p. 23-43.
- BESNARD P., 1979, « La formation de l'équipe de l'Année sociologique », *Revue française de sociologie*, 20, 1, p. 7-31.
- BETTAHAR Y., BIRCK F., BOLMONT É., 2006, *Genèse et développement du pôle scientifique nancéien : les exemples de l'Université et des écoles d'ingénieurs*, Nancy, France, éditions du CNRS, 423 p.
- BETTAHAR Y., CHOFFEL-MAILFERT M.-J., 2014, *Les universités au risque de l'Histoire: principes, configurations, modèles*, Nancy, France, PUN, 522 p.
- BIDOIS A., 2003, « La formation des ingénieurs chimistes à Rouen, 1895-1985 », *Formation Emploi*, 83, 1, p. 65-76.
- BIDOIS A., 2004, *La formation scientifique et technique dans l'enseignement supérieur à Rouen (1809-1985) : essai de sociologie historique*, thèse, Université de Rouen, 587 p.
- BIDOIS A., 2016, « La structuration de l'enseignement supérieur à Angers au XIXe siècle, des cours publics à la faculté catholique », *Quaderns d'història de l'enginyeria*, XV, p. 29-38.
- BIDOIS A., FEIERTAG O., MAREC Y., 2016, *L'université de Rouen, 1966-2016, Histoire d'une université nouvelle*, Rouen, France, 224 p.
- BIDOIS A., FEIERTAG O., MAREC Y., 2017, « L'université de Rouen, 1966-2016 (2), Lieux de mémoire et témoignages », Rouen, France, PURH, 154 p.

- BIDOIS A., 2020, « Construire, ou reconstruire, un enseignement supérieur à Angers au XIX^e siècle, entre logiques locales et enjeux politiques et religieux », dans ENFERT R. (D') et FONTENEAU V., *L'offre locale d'enseignement scientifique et technique. Approches disciplinaires (XVIIIe-XXe siècles)*, Nancy, France, PUN, pp 123-148.
- BIDOIS A. et SOULARD F., 2011, « Jean-Pierre-Louis Girardin (1803-1884) : savant, enseignant et vulgarisateur de province au service de l'industrie chimique », dans ENFERT R. (D') et FONTENEAU V., *Espaces de l'enseignement scientifique et technique, acteurs, savoirs, institutions*, Hermann, Paris (Histoire des sciences), pp 119-130.
- BIDOIS A. et REYNET M., 2015, *Histoire d'une formation d'ingénieurs, d'un institut à l'autre*, Rouen, France, Ed. de l'INSA de Rouen, 42 p.
- BIDOIS A. ET ROZAY A.-S., 2018, *Osons la technique ; patrimoine scientifique et technique en Normandie*, Rouen, France, Point De Vues, 73 p.
- BIDOIS A., ROZAY A.-S., MISFUD N., 2021, « Lumière et mesure, histoire(s) du laboratoire CORIA », documentaire, Les Films de l'Aqueduc.
- BIGOT A., 1932, *L'Université de Caen : son passé, son présent*, Caen, France, Imprimerie artistique Malherbe de Caen, 296 p.
- BLANCHARD M., 2015, *Les écoles supérieures de commerce: sociohistoire d'une entreprise éducative en France*, Paris, France, Classiques Garnier, 411 p.
- BODE G. et SAVOIE PH. (dirs.), 1995, « L'offre locale d'enseignement. Les formations techniques et intermédiaires. XIXe - XXe siècles », *Histoire de l'éducation*, 66, 1.
- BODIN R., MILLET M., SAUNIER É., 2018, « Entre triple contrainte et ancrage disciplinaire. Pratiques et conditions d'enseignement à l'Université », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 17, p. 143-167.
- BOURDIEU P., 1981, « Epreuve scolaire et consécration sociale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 39, 1, p. 3-70.
- BOURDIEU P., 1989, *La noblesse d'État: grandes écoles et esprit de corps*, Paris, France, Les Éditions de Minuit, 568 p.
- BOURDIEU P., 1995, « La cause de la science », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 106, 1, p. 3-10.
- BOURDIEU P., 2001, *Science de la science et réflexivité : cours du Collège de France (2000-2001)*, Paris, France, Raisons d'agir, 237 p.
- BRAUDEL F., 1984, *Écrits sur l'histoire*, Paris, France, Flammarion, 314 p.
- BRET D., 2015, « Les professeurs d'enseignement général de collège, un corps entre deux ordres », dans ENFERT R. (D') et LEBEAUME J. (dirs.), *Réformer les disciplines : Les savoirs scolaires à l'épreuve de la modernité, 1945-1985*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 155-178.
- BRUCY G., 1998, *Histoire des diplômés de l'enseignement technique et professionnel, 1880-1965: l'État, l'école, les entreprises et la certification des compétences*, Paris, France, Belin, 285 p.
- BURGOS-BLONDELLE V., LANCEL J., LEMONON-WAXIN I., 2021, « Déranger ou dégenrer l'espace savant masculin ? Retour d'expérience sur le séminaire Femmes et savoirs », *Zilsel*, 9, 2, p. 337-365.
- BUTON F., MARIOT N., 2009, *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, France, PUF, 217 p.
- CALA V. C., "Le mouvement féministe et l'université : quelles interactions entre pensée instituée et action militante ?", *Mouvements*, 2023/1, n°113, pp. 101-108.
- CHALINE J.-P., 1982, *Les bourgeois de Rouen : une élite urbaine au XIX^e siècle*, France, Paris, Presses de la FNSP, 509 p.
- CHALINE J.-P., 1995, *Sociabilité et érudition: les sociétés savantes en France : XIXe-XXe siècles*, Paris, France, Éd. du CTHS, 270 p.

- CHAPOULIE J.-M., 1989, « Deux expériences de création d'établissements techniques au XIX^e siècle », *Formation Emploi*, 27, 1, p. 15-41.
- CHAPOULIE J.-M., 2010, *L'école d'État conquiert la France: deux siècles de politique scolaire*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2010, 614 p.
- CHARLE C., FERRE R., 1985, *Le personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, France, Éd. du CNRS, DL 1985, 283 p.
- CHARMASSON T., 2005, *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*, Paris, France, Ed. du CTHS, 299 p.
- CHARPENEL M., "Le privé est politique !" : *sociologie des mémoires féministes en France*, thèse, IEP Paris, 2014, 830 p.
- CHASSAGNE S., 1991, *Le coton et ses patrons : France, 1760-1840*, Paris, Ed. de l'EHESS, 733 p.
- CHENU A., MARTIN O., 2016, « Le plafond de verre chez les enseignants-chercheurs en sociologie et démographie », *Travail, genre et sociétés*, 36, 2, p. 135-156.
- CHRISTEN C., 2021, *Une histoire sociale et politique des cours d'adultes (1815-1870)*, mémoire inédit d'HDR, IEP Paris, 528 p.
- CHRISTEN C., VATIN F., 2009, *Charles Dupin (1784-1873): ingénieur, savant, économiste, pédagogue et parlementaire du Premier au Second Empire*, Rennes, France, PUR, 308 p.
- DARMON M., 2005, « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère : analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, 58, 1, p. 98-112.
- DARMON M., 2013, *Classes préparatoires: la fabrique d'une jeunesse dominante*, Paris, France, La Découverte, impr. 2013, 324 p.
- DAVIS F., 1967, *The Nursing Profession: Five Sociological Essays*, John Wiley & Sons.
- DAVIS N. Z., 2017, « Les femmes et le monde des Annales », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 32, p. 173-192.
- DELBEY E., ALESSI R., 2006, « Enquête sur les doctorats et les HDR », *Rursus. Poétique, réception et réécriture des textes antiques*, 1/2006.
- DELOYE Y., 1997, *Sociologie historique du politique*, Paris, France, Éd. la Découverte, 123 p.
- DENECHERE, Y., MATZ, J.-M. (dirs.), 2012, *Histoire de l'université d'Angers : du Moyen âge à nos jours*, Rennes, France, PUR, 328 p.
- DETREZ CH., 2021, *Pour te ressembler*, Paris, Denoël, 219 p.
- DURKHEIM É., 1900, « LA SOCIOLOGIE ET SON DOMAINE SCIENTIFIQUE », reproduit dans DURKHEIM E., TEXTES. 1. ÉLÉMENTS D'UNE THEORIE SOCIALE, PARIS, ÉDITIONS DE MINUIT, 1975, pp. 13 à 36.
- EMPTOZ G. (DIR.), 2002, *Histoire de l'université de Nantes : 1460-1993*, Rennes, France, PUR, 364 p.
- ENFERT R. (D'), FONTENEAU V., 2011, *Espaces de l'enseignement scientifique et technique : acteurs, savoirs, institutions, XVIIe-XXe siècles*, Paris, Hermann, 208 p.
- ENFERT R. (D'), FONTENEAU V., 2020, *L'offre locale d'enseignement scientifique et technique : approches disciplinaires (XVIIIe-XXe siècle)*, Nancy, France, PUN - Éditions Universitaires de Lorraine, 310 p.
- FARGE A., 1997, *Le goût de l'archive*, Paris, France, Éditions du Seuil, 152 p.
- FAVRE P., 2007, "La bibliographie invisible" dans FAVRE P., FILLIEULE O., JOBARD F., *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte (Recherches / Territoires du politique), p 353-363.
- FELL U., 2001, *Chimie et industrie en Europe : l'apport des sociétés savantes industrielles du XIXe siècle à nos jours*, Paris, France, Editions des archives contemporaines, 174 p.
- FEUERHAHN W., RABAULT-FEUERHAHN P., 2010, « Présentation : la science à l'échelle internationale », *Revue germanique internationale*, 12, p. 5-15.
- FONTENEAU V., 2017, *Articuler l'histoire des sciences et l'histoire des techniques : une approche heuristique. La question de la matière entre sciences et techniques (XIXe-XXe siècle)*,

HDR, Université Paris-Sud.

FOX R., WEISZ G. (dirs.), 1980, *The organization of science and technology in France, 1808-1914*, Cambridge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, France, x+355 p.

FOX R., 2012, *The savant and the state: science and cultural politics in nineteenth-century France*, The John Hopkins University Press, 2012, 394 p.

FREMONT A. ET FREMONT-VANACORE A., 1995, « Méthodes et courants de pensée de la géographie », *Feuilles de Géographie*, n°11, 12 p.

GABRYSIK L., 2020, « Publish or What? Identité professionnelle et position dans le champ universitaire français d'enseignants-chercheurs peu ou pas publiants », *Zilsel*, 7, 2, p. 128-159.

GARRIGOU A., 1989, « Le politologue aux Archives », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2, 6, p. 41-45.

GASTALDI L., LANCIANO-MORANDAT C., 2017, « L'enseignement supérieur et la recherche. Une pression temporelle accrue », *La nouvelle revue du travail*, 11.

GAULEJAC V. DE, 1999, *L'histoire en héritage : roman familial et trajectoire sociale*, France, Paris, Desclée de Brouwer, 222 p.

GAULEJAC V. DE, 2019, "Roman familial", dans DELORY-MOMBERGER dir, *Vocabulaire des histoires de vie et de la recherche biographique*, France, Toulouse, Erès, p 153-155

GINGRAS Y., 2003, « Idées d'universités, enseignement, recherche et innovation », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, 148, 3, pp 3-7.

GINGRAS Y., KEATING P., LIMOGES C., 2000, *Du scribe au savant: les porteurs du savoir de l'Antiquité à la révolution industrielle*, Paris, France, Presses universitaires de France, 361 p.

GIRAULT J., LESCURE J.-C., VADELORGE L., 2012, *Paris XIII : histoire d'une université en banlieue (1970-2010)*, Paris, France, Berg International éditeurs, 303 p.

GISPERT H. (DIR), 2002, *Par la science, pour la patrie: l'Association française pour l'avancement des sciences (1872-1914)*, Rennes, France, PUR, 372 p.

GOUDINEAU Y., 1986, « Évolution sociale, histoire et étude des sociétés anciennes dans la tradition durkheimienne », dans SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE, *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Éditions du CNRS, p. 37-48.

GOUZÉVITCH I., CARDOSO DE MATOS A., DIOGO M.P., FONTANON C., GOUZÉVITCH D., MARTYKÁNOVÁ D., ROCA ROSELL A.M.C., 2016, « Introduction. «L'ingénieur dans tous ses états»: l'essor d'un champ de recherche pluridisciplinaire et transnational », *Quaderns d'història de l'enginyeria*, XV, p. 1-25.

GRELON A., 2003, « La naissance des instituts industriels catholiques : le rôle pionnier du nord de la France (1885-1914) », *Cahiers du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, Catholicisme et Modernisation de la société française (1890-1960)*, 2.

GROSSETTI M. (dir.), 1994, *Université et territoire : un système local d'enseignement supérieur, Toulouse et Midi-Pyrénées*, Toulouse, France, Presses universitaires du Mirail, 237 p.

GROSSETTI M., GRELON A., BIRCK F., DERE A.-C., DETREZ C., EMPTOZ G., IDRAC M., LAURENS J.-P., MOUNIER-KUHN P.-E., MILARD B., CANEVET C., MARSEILLE CH., SPIESSER M., 1996, *Villes et institutions scientifiques*, PIR-Villes, rapport final.

GUICHARD-MENARD A., 2023, "Accompagner l'étudiant·e à l'université : une charge mentale d'un nouveau genre, *Mouvements*, 2023/1, n°113, p 81-92.

GUILLAUME C., POCHIC S., 2007, « La fabrication organisationnelle des dirigeants. Un regard sur le plafond de verre », *Travail, genre et sociétés*, N° 17, 1, p. 79-103.

GURVITCH G., 1957, « Continuité et discontinuité en histoire et en sociologie », *Annales*, 12, 1, p. 73-84.

HOGGART R., 1970, *La culture du pauvre : étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, France, Les Éditions de Minuit, 420 p.

HOTTENGER G., 1932, « le congrès scientifique de Metz », *Cahiers Lorrains*, 5, p. 65-77.

- HOTTENGER G., 1934, « un centenaire, le congrès scientifique et l'Institut des provinces (1833-1879) », *Mémoires de l'académie de Metz*, p. 101-169.
- HUCHET B., 1984, *Arcisse de Caumont (1801-1873): thèse présentée à l'effet d'obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe*, École nationale des Chartes, 662 p.
- HUGHES E.C., 1958, *Men and their work*, Glencoe, Ill., Etats-Unis d'Amérique, Free Press, 184 p.
- HULIN N., 1989, *L'organisation de l'enseignement des sciences : la voie ouverte par le Second Empire*, Paris, France, Éd. du CTHS, 335 p.
- ISRAËL L., 2012, « L'usage des archives en sociologie », dans PAUGAM S. (DIR), *L'enquête sociologique*, Paris PUF, p. 167-185.
- JACQUEMART A., 2012, "Engagement militant", dans ACHIN C. & BERENI L. *Dictionnaire, genre et science politique*, p 215-226.
- JOBARD F, GRELET S., POTTE-BONNEVILLE M., 2006, "haut bas fragile : sociologie du populaire, entretien avec Annie Collovald et Olivier Schwartz", *Vacarme*, 2006/4, n°37, p 50-55
- JOUBERT L., 2019, « Le parfait wikipédien. Réglementation de l'écriture et engagement des novices dans un commun de la connaissance (2000-2018) », *Le Mouvement Social*, 268, 3, p. 45-60.
- JUHEL V., 2004, *Arcisse de Caumont : 1801-1873*, Caen, France, Société des antiquaires de Normandie, 514; 1 p.
- KALAORA B., 1992, « Georges Hottenger ou les débuts de la sociologie urbaine (1868-1934) », *Communications*, 54, 1, p. 77-87.
- KALAORA B., SAVOYE A., MARIE M.P., 1989, *Les inventeurs oubliés: Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, France, Champ Vallon, 293 p.
- LABORIER P., TROM D., LABORIER P.P., TROM D.P., 2003, *Historicités de l'action publique*, Paris, France, Presses universitaires de France, 540 p.
- LAGRAVE R.-M., 2021, *Se ressaisir : Enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, Paris, France, La Découverte.
- LAMY J., 2018, *Faire une sociologie historique des sciences et des techniques*, Paris, Hermann, 310 p.
- LAMY J., SAINT-MARTIN A., 2010, « La Frontière comme enjeu les Annales et la sociologie », *Revue de Synthèse*, 131, 1, p. 99-127.
- LAMY J., SAINT-MARTIN A., 2015, « La sociologie historique des sciences et techniques : Essai de généalogie conceptuelle et d'histoire configurationnelle », *Revue d'histoire des sciences*, 68, 1, p. 175-214.
- LE BOULAY M., 2019, « Mettre l'Europe en boîtes. L'édification des archives historiques de l'Union européenne », *Revue française de science politique*, 69, 1, p. 25-45.
- LECOUTEUX P., 1996, *La Société Industrielle de Rouen (1872-1939), une sociabilité spécifique ?* thèse, université de Rouen, 1085 p.
- LECUYER B.-P., 1986, « historiens et enquêteurs sociaux : quelques réflexions sur leur ignorance mutuelle sous la monarchie censitaire », dans SOCIETE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE, *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Éditions du CNRS, Paris, pp. 21-25.
- LEROUX R., 1998, *Histoire et sociologie en France : de l'histoire-science à la sociologie durkheimienne*, Paris, France, PUF, 269 p.
- LOMBA C., 2008, « Avant que les papiers ne rentrent dans les cartons : usages ethnographiques des documents d'entreprises », dans ARBORIO A.-M., COHEN Y. ET FOURNIER P., *Observer le travail*, Paris, La Découverte (Recherches), p. 29-44.
- LOUVEL S., VALETTE A., 2014, « Les carrières à l'université. Une approche par les modes d'engagement dans la promotion », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 8, 3, p. 523-546.
- MAFFRE P., 1988, « Jacques Siegfried, patron de l'enseignement commercial supérieur », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 35, 4, p. 594-613.

- MAGRI S., 2007, « Archives et construction de l'objet. Un parcours de recherche sur les politiques de l'habitation populaire », *Espaces et sociétés*, n° 130, 3, p. 13-26.
- MAILLARD A., 2005, « Les temps de l'historien et du sociologue. Retour sur la dispute Braudel-Gurvitch », *Cahiers internationaux de sociologie*, 119, 2, p. 197-222.
- MARLEN MOULIOU ET AL. (dir.), 2018, *Turning inside out european university heritage: collections, audiences, stakeholders*, National and Kapodistrian University of Athens Press, Athene.
- MARRY C., JONAS I., 2005, « Chercheuses entre deux passions. L'exemple des biologistes », *Travail, genre et sociétés*, N° 14, 2, p. 69-88.
- MARTIN-FUGIER A., 1985, *La place des bonnes: la domesticité féminine à Paris en 1900*, Paris, France, Librairie générale française, 404 p.
- MASCLET C., 2014, « La quête des féministes. Techniques et enjeux de reconstruction d'un mouvement social », *Genèses*, 95, 2, p. 120-135.
- MATOS A.C. DE, DIOGO M.P., GOUZEVITCH, GRELON A., 2009, *Jogos de identidade profissional : os engenheiros, a formação e a acção*, Lisboa, Portugal, Ed. Colibri, 608 p.
- MAUROIS A., 1970, *Mémoires*, Paris, France, Flammarion, 525 p.
- MERTON R.K., 1948, « The Self-Fulfilling Prophecy », *The Antioch Review*, 8, 2, p. 193-210.
- MERTON R.K., 1970, *Science, technology and society in seventeenth century England*, New-York, Etats-Unis d'Amérique, H. Fertig, xxxii+279 p.
- MISFUD N. ET ROZAY A.-S., 2013, « Un instrument et des hommes : l'aventure de la sonde atomique de Rouen », CNRS Images.
- MONIN N., 1997, « Le mouvement des Francs et Franches Camarades (FFC) : de l'animation des loisirs des jeunes à la participation aux écoles ouvertes », *Revue française de pédagogie*, 118, 1, p. 81-94.
- MOREAU G., 2021, *S'asseoir et se regarder passer: itinéraire(s) d'un sociologue de province*, Paris, France, La Dispute, 197 p.
- MUXEL A., 1996, *Individu et mémoire familiale*, Paris, France, Nathan, 226 p.
- NABONNAND P., PEIFFER J., GISPERT H., 2015, « Circulations et échanges mathématiques (18e–20e siècles) », *Philosophia Scientiæ. Travaux d'histoire et de philosophie des sciences*, 19-2, p. 7-16.
- NOIRIEL G., 2006, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, France, La Découverte, 121 p.
- NORA P. (DIR.), 1986, *Les lieux de mémoire*, Paris, France, Gallimard, 4751 p.
- NYE M.J., 1986, *Science in the provinces: scientific communities and provincial leadership in France, 1860-1930*, Berkeley, Etats-Unis d'Amérique, xi+328 p.
- OBERLE R., 1961, *L'enseignement à Mulhouse de 1798 à 1870*, Paris, France, Les Belles Lettres, 280 p.
- OFFERLE M., 2007, « À monsieur Schneider ». Quand des ouvriers demandent à leur patron de se présenter à la députation (janvier 1902) », dans FAVRE P., FILLIEULE O., JOBARD F., *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte (Recherches / Territoires du politique), p. 163-188.
- OTT F., 1999, *La Société industrielle de Mulhouse, 1826-1876: ses membres, son action, ses réseaux*, thèse, EHESS, 818 p.
- PASSERON J.-C., 1991, *Le raisonnement sociologique: l'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, France, Nathan, 408 p.
- PAUL H.W., 1972, *The sorcerer's apprentice: the French scientist's image of German science, 1840-1919*, Gainesville, Etats-Unis d'Amérique, University of Florida Press, vii+86 p.
- PESTRE D., 2003, *Science, argent et politique*, Paris, Inra, 201 p.
- PICON A., 1992, *L'invention de l'ingénieur moderne : l'École des Ponts et Chaussées, 1747-1851*, Paris, presses de l'École nationale des ponts et chaussées, 767 p.
- PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., 2011, *Le président des riches : enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Paris, France, La Découverte-Poche, 287 p.

- POUJOL G., 1981, *Éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Paris, Éditions ouvrières, 225 p.
- POUJOL G., 2005, « Éducation populaire : une histoire française », *Hermès, La Revue*, 42, 2, p. 126-130.
- PROST A., 1968, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, France, Armand Colin, 524 p.
- PROST A., 2007, *Regards historiques sur l'éducation en France, XIXe-XXe siècles*, Paris, France, Belin, 271 p.
- PUDAL B., 2006, « De « l'ancien » au « nouveau » Maitron », *Nouvelles Fondations*, 1, 1, p. 181-182.
- RIEUL M., 1965, *Arseine Toupétit, ses meilleues histouèes cauchoises*, Le Havre, France, Impr. de la Presse, 100; 4+95 p.
- ROBERT C., 2000, *Arcisse de Caumont (1801-1873): Directeur de l'Institut des Provinces de France, Correspondant de l'Institut de France, Directeur de la Société pour la conservation et la description des monuments historiques, Directeur de l'Association normande, membre de plusieurs autres sociétés savantes*, mémoire de maîtrise, Paris X Nanterre, 260; 5 p.
- ROLLET L., NABONNAND P., 2012, *Les uns et les autres: biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, France, Presses universitaires de Nancy, 636 p.
- ROSSITER M.W., 1993, « The Matthew Matilda Effect in Science », *Social Studies of Science*, 23, 2, p. 325-341.
- ROSSITER M.W., 2012, *Women Scientists in America: Forging a New World since 1972*, 1st edition, Baltimore, Md, Johns Hopkins University Press, 448 p.
- ROY L., GINGRAS Y., 2012, *Les universités nouvelles: enjeux et perspectives*, Québec, Canada, Presses de l'Université du Québec, impr. 2012, xvi+324 p.
- RYGIEL P., 2019, « Un parcours historien en des temps numériques », *Le Mouvement Social*, 268, 3, p. 155-172.
- SAVOIE P., 2014, « Les caractères originaux de l'histoire de l'État enseignant français XIX^e-XX^e siècles », *Histoire de l'éducation*, 140-141, p. 11-29.
- SCHIEB P.-A., 1991, *L'École supérieure de commerce de Rouen, 1871-1991: essai historique*, Mont-Saint-Aignan, France, Sup de Co Rouen, 127 p.
- SHINN T., 1980, *L'École polytechnique : 1794-1914*, Paris, France, Presses de la FNSP, 261 p.
- SOULIE C., 2012, *Un mythe à détruire ? : origines et destin du Centre universitaire expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, France, Presses universitaires de Vincennes, impr. 2012, 482 p.
- THEBAUD F., 2014, "le privé est politique. Féminismes des années 1970" dans PIGENET M., TARTAKOWSKY D., *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La découverte, p 509-520.
- THOMAS W.I., 1928, *The Child in America*, New York, A. A. Knopf, 583 p.
- TROGER V., 2000, "Les formations professionnelles entre l'école et l'entreprise", *Revue française de pédagogie*, 153 p.
- UNION GEOGRAPHIQUE INTERNATIONALE, 1972, *La géographie à travers un siècle de Congrès internationaux*, France, Union géographique internationale, 252 p.
- VENAYRE S., STASSEN J.-P., 2012, *Disparu !: enquête sur Sylvain Venayre*, Paris, France, Les Belles lettres, 220 p.
- VERGER, J. (dir.), 1986, *Histoire des universités en France*, Toulouse, France, Privat, 432 p.
- ZALC C., 2021, *Z ou souvenirs d'historienne*, Paris, France, Éditions de la Sorbonne, 234 p.
- ZNANIECKI F., THOMAS W.I., 2005, *Le paysan polonais en Europe et en Amérique: récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919)*, traduit par GAUDILLAT Y., TRIPIER P.P. (dir.), Paris, France, A. Colin, 446 p.

Curriculum vitae

Identification

Date de naissance : 26 avril 1977 au Havre
Nationalité : française
Situation familiale : divorcée, deux enfants (2007, 2013)
Adresse personnelle : 17 rue Domrémy, Rouen (76000)

Situation professionnelle actuelle

Situation actuelle : Maitresse de conférences en sociologie HC
UFR Sciences de l'Homme et de la Société
Université de Rouen Normandie

Directrice du laboratoire des dynamiques sociales DySoLab

Adresse professionnelle : Université de Rouen
UFR des Sciences de l'Homme et de la Société – Bat. Freinet
Rue Lavoisier
76 821 Mont St Aignan Cedex

Courriel : anne.bidois@univ-rouen.fr

Affiliation : membre du Dysolab, UR 7476
Université de Rouen-Normandie

Parcours

Parcours professionnel

- 2020 : Maîtresse de conférences HC en sociologie, département de sociologie, Université de Rouen
- 2020 : Obtention de la PEDR
- 2005 : Maîtresse de conférences CN en sociologie, département de sociologie, Université de Rouen, profil « organisations, techniques et savoirs »
- 2005 : Qualifiée en : 19e sociologie
70e sciences de l'éducation
72e histoire des sciences et des techniques
- 2003-2005 : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche, mi-temps, UFR de sociologie, Université de Rouen
- 1999-2003 : Allocataire de recherche, chargée de cours, Université de Rouen

Parcours académique

- 2004 : Doctorat de sociologie « La formation scientifique et technique dans l'enseignement supérieur à Rouen (1809-1985) ; Essai de sociologie historique », préparée sous la direction de Charles GADEA, à l'Université de Rouen, mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité
Membres du jury :
Jean-Michel CHAPOULIE, Charles GADEA (directeur), André GRELON (rapporteur), Michel GROSSETTI (rapporteur), Jean-Luc NAHEL.
<http://www.theses.fr/2004ROUEL496>
- 2000 : Diplôme d'Études Approfondies Sociologie, Innovations et Risques, Université de Rouen, mention très bien
- 1999 : Maîtrise de sociologie, Université de Rouen, mention très bien

Responsabilités collectives

Responsabilités administratives

Charges de mission

2021-2023 Co-chargée de mission Égalité diversité de l'université de Rouen (avec Marion Charpenel et Élise Lemercier)

2012-2017 : Chargée de mission de l'université de Rouen, « Science politique, projet IEP, CUPGE IEP ».

Instances universitaires

2021- 2022 Membre élue au conseil de la recherche de l'université de Rouen et au conseil académique

Composante et services communs de l'université de Rouen

2023- Membre du conseil scientifique de l'UFR des sciences de l'homme et de la société

2008-11 : Membre nommée au SIAS (SACSO), service d'action sociale et culturelle de l'Université de Rouen

2007-11 : Membre élue au conseil de gestion de l'UFR de Sciences de l'Homme et de la Société (auparavant Psychologie, sociologie et sciences de l'éducation) de l'université de Rouen

Laboratoire de sociologie de l'université de Rouen

2023- : Directrice du Dysolab, laboratoire de sociologie, Université de Rouen-Normandie

2019–2023 : Directrice-adjointe du Dysolab, laboratoire de sociologie, Université de Rouen-Normandie

2016-19 : Membre élue du bureau de Dysolab, laboratoire de sociologie, Université de Rouen-Normandie

Comités de recrutement

2022 Vice-présidente comité de sélection 19^e section de l'université de Rouen « sociologie ou anthropologie de la santé »

2021 Vice-présidente comité de sélection 19^e section de l'université de Rouen « société numérique, sociologie quantitative »

2018 Vice-présidente comité de sélection 19^e et 4^e section de l'université de Rouen « sociologie politique, action publique locale »

2007-18 Membre de plusieurs comités de sélection au sein du département de sociologie et dans celui, commun aux 4^e et 19^e sections, « sociologie politique, action publique »

2007-17 Membre titulaire de la commission de spécialistes puis de la CCSE de 19^e section de l'université de Rouen

2006-08 Membre extérieur suppléant de la commission de spécialistes 19/20 du département de sociologie de l'Université de Caen

Responsabilités pédagogiques

Licence et master

- 2009-10 : responsable du master SES ;
- 2008-09 : co-élaboration des maquettes de master SES avec un collègue d'économie ;
- 2008-12 : Présidente du jury de la licence de sociologie ;
- 2005-12 : responsable de la licence 2 de sociologie.

Parcours science politique

- 2017-18 : coresponsable du parcours science politique avec Antoine Mégie (UFR DEG). Ce parcours commence dès la licence 2 dans 7 mentions de licence (sociologie, droit, lettres, humanités, histoire, géographie, philosophie) et nécessite donc une prise en charge transversale entre 3 UFR (SHS, DEG, LSH) ;
- 2015-17 : responsable du montage du parcours science politique transversal en licence.

Cupge IEP

- 2010-19 : responsable du cupge IEP St Saëns et du cupge IEP Val de Seine ;
- 2011-12 : montage du dossier du cupge IEP en partenariat avec le lycée Val de Seine ;
- 2009-10 : montage du dossier du cupge IEP en partenariat avec le lycée St Saëns.

Activités de recherche

Organisation et participation à des projets de recherche

ANR

- 2022- : Coauteur du projet et responsable de la partie sociologique du projet en coordination avec Arnaud Tessier (CEISAM) pour la partie chimie de l'ANR IDILIC, Informer débattre interagir localement sonder les idées et les connaissances, avec Lydie Valade, Séverine Martrenchard et Patrick Bauchat pour la Commission de la Fondation de la maison de la Chimie et Leo Joubert et François Feliu pour le Dysolab, université de Rouen Normandie.
- 2012-2015 : Participation à l'ANR INEMA, départementalisation de Mayotte, construction et traitement des inégalités sociales et linguistiques. Coordination par Foued Laroussi, Élise Palomares et Elise Lemercier (Dysola).
- 2009-2012 : Participation à l'ANR Géoscience, Science locale, nationale, mondiale en transformation. Pour une socio-géographie des activités et des institutions scientifiques académiques, coordonné par Michel Grossetti (LISST), André Grelon (CMH) et Denis Eckert (PACTE).

Autres

- 2022- : coresponsable avec Élise Lemercier, projet ADEHLE, pour la DRAJES (délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports) sur l'inclusion des enfants porteurs de handicap dans les activités sportives et de loisirs ;
- 2015-2017 : coordination avec Olivier Feiertag et Yannick Marec de la mission archives de l'Université de Rouen (identification et récolement des archives) et participation à l'organisation des commémorations pour les 50 ans de l'université de Rouen (Co organisation d'un séminaire de recherche, corédaction d'un ouvrage, codirection d'un ouvrage de témoignages, organisation d'une journée de restitution, diffusion auprès du grand public).
- 2014-15 : chargée de mission de l'INSA de Rouen pour l'anniversaire des 30 ans, collecte et traitement d'archives orales et écrites, rédaction d'un ouvrage.

Organisation de colloques et séminaires

Colloques

- 2020 : co-organisation d'un symposium lors du congrès de la SFHST avec Virginie Fonteneau (GHDSO) et Renaud d'Enfert (CURAPP) : « Les sociétés savantes et l'enseignement scientifique et technique : circulation, diffusion et réalisations au XIX^e siècle », Montpellier, 15-18 avril 2020.
- 2018 : co-organisation avec Anne-Sophie Rozay du colloque à l'occasion du dixième anniversaire du réseau Resitech « Osez la technique ! », Dysolab, Université de Rouen Normandie, INSA de Rouen, Réunion des Musées de la Métropole de Rouen, 16 et 17 mai 2018.

Séminaires

- 2021-2024 : Co organisation avec Camille Dupuy, François Feliu, Romain Juston-Morival et Leo Joubert, du séminaire du Dysolab « Sciences, savoirs et société numérique », université de Rouen Normandie.
- 2015-17 : Co organisation avec Olivier Feiertag et Yannick Marec du séminaire du GRHIS « histoire de l'université », université de Rouen Normandie.

Expertises, activités de médiation scientifique et actions science-société

2018- : présidente du comité scientifique Resitech, réseau de patrimoine scientifiques et techniques contemporaines, PATSTEC-CNAM.

2008-18 : vice-présidente du comité scientifique Resitech, réseau de patrimoine scientifiques et techniques contemporaines, PATSTEC-CNAM.

Expertises

- BIDOIS Anne, membre du conseil scientifique, exposition *Prototypes, de l'expérimentation à l'innovation*, Musée des arts et métiers, exposition temporaire, du 17 mars au 28 juin 2020.
- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie, « Instruments techniques et savoir-faire immatériel des laboratoires : la base Patstec ». In : MINISTERE DE LA CULTURE, *Entre mémoire et patrimoine culturel immatériel : définitions, distinctions, applications territoriales* : Stage organisé par la Département de la Formation scientifique et technique de la Direction générale des Patrimoines, Caen, 3 octobre 2018
- BIDOIS Anne, Commissaire de l'exposition « 100 ans de formation d'ingénieurs.es chimistes ICR, INSCIR, INSA », septembre 2017
- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie « Saisir le patrimoine immatériel par le patrimoine matériel, le cas de la sonde atomique à Rouen ». In : MINISTERE DE LA CULTURE, *Entre mémoire et patrimoine culturel immatériel : définitions et distinctions* : Stage organisé par la Département de la Formation scientifique et technique de la Direction générale des Patrimoines, Paris, 28 septembre 2016

Œuvres filmiques

- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie, MISFUD Nicolas (réalisateur), film documentaire « Histoire(s) de recherche(s) au laboratoire CORIA », documentaire de 30' sur le patrimoine scientifique et le patrimoine culturel immatériel du Laboratoire CORIA, projet financé par Direction générale de l'Inventaire du Patrimoine, Région Normandie, CNRS Normandie, Dysolab, CORIA, Métropole Rouen Normandie, automne 2021.
- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie, MISFUD Nicolas (réalisateur), film documentaire « un instrument et des hommes : l'aventure de la sonde atomique à Rouen », partenariat avec CNRS Images, 28', 2014.

Publications de diffusion et de vulgarisation

- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie, *Osons la technique, Patrimoine scientifique, et technique en Normandie*, Ed. Points de vues, Rouen, 2018

- BIDOIS Anne, *Histoire d'une formation d'ingénieurs, d'un institut à l'autre*, Rouen, Publications de la Métropole Rouen Normandie, 2017 (réédition revue et augmentée de la version de 2007).
- BIDOIS Anne, REYNET Maxime, *L'INSA Rouen de 1985 à 2015*, Publications de l'INSA Rouen, 2015.
- BIDOIS Anne, *L'Université de Rouen*, Rouen, Publications de l'Agglomération de Rouen, coll. Histoire(s) d'Agglo, n°28, septembre 2006

Conférences grand public

- BIDOIS Anne, "Des femmes dans les espaces scientifiques », Les stéréotypes à la loupe des scientifiques, Sciences Action Normandie, Atrium, 8 mars 2022.
- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie « Sauvegarder et valoriser le patrimoine scientifique, technique, industriel en Normandie", Journée du patrimoine 2019, Atrium Rouen
- BIDOIS Anne Conférence « *Historique de l'Institut Chimique de Rouen* » dans 100 ans de formation d'ingénieurs-es chimistes ICR, INSCIR, INSA de Rouen Normandie, INSA de Rouen Normandie, 10 octobre 2017
- BIDOIS Anne, Olivier Feiertag et Yannick Marec, Journée de restitution sur l'ouvrage « *L'Université de Rouen (1966-2016), vol 1 Histoire d'une université nouvelle* », Université de Rouen, 13 décembre 2016
- BIDOIS Anne « *Les 30 ans de l'INSA de Rouen* », 4^e colloque international Pédagogie et formation, INSA Rouen, 2-3 avril 2015
- BIDOIS Anne « Des cours de Girardin à l'Institut chimique de Rouen, la formation des chimistes aux XIX^e et début XX^e siècles à Rouen ». Club d'Histoire de la Chimie, Paris, 2013.
- BIDOIS Anne « Émile Blondel, un industriel dans le champ de la formation », Université pour tous, conférence présentée le 15 mars 2012 à l'Université pour tous, Université de Rouen / Ville de Mont Saint Aignan
- BIDOIS Anne « Les ingénieurs de l'industrie chimique », conférence sollicitée par l'association Rouen Seniors, Université du Temps Libre, 30 mai 2006
- BIDOIS Anne « L'INSA de Rouen, les 20 ans d'une école octogénaire », conférence dans le cadre de l'anniversaire de l'INSA, organisée par le service culturel de l'INSA de Rouen, 23 novembre 2005
- BIDOIS Anne « Petite histoire de l'industrie normande et de ses ingénieurs », conférence dans le cadre de la fête de la science, organisée par le service culturel de l'INSA de Rouen et l'Association des Ingénieurs INSA, INSCIR, ICR de Rouen, Mont Saint Aignan, 16 octobre 2004

Autres

- BIDOIS Anne, ROZAY Anne-Sophie, co-organisation de la conférence de clôture des 10 ans de Resitech, « Rencontre avec les constructeurs de la Compagnie La Machine », 17 mai 2018.
- BIDOIS Anne, FEIERTAG Olivier et MAREC Yannick, Émission Radio Campus Rouen sur « La naissance de l'Université de Rouen », « Au miroir de Clio » par Luc DAIREAUX, décembre 2017

- BIDOIS Anne, Participation au journal télévisé « 19-20 » de France 3 Normandie, pour parler des archives de l'Université de Rouen et des ouvrages publiés à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, le 13/12/2016 et participation au reportage sur les archives universitaires le 15/03/16.
- Plusieurs interviews pour la Presse écrite locale, dans le cadre des 50 ans de l'université : Normandie-Actu, Paris-Normandie, Côté Rouen, Tendances Ouest durant l'année 2016.

Encadrement d'activités de recherche

Thèses

Co-encadrement de thèses

- Marie PICARD, *Femmes normandes dans la Résistance : sociohistoire de l'engagement et des effets de levier dans la conquête par les femmes de bastions masculins après la seconde guerre mondiale*, depuis septembre 2020.
Co-encadrement Anne BIDOIS (20%) Sophie DEVINEAU (80%), PR Université de Rouen-Normandie.
- Anne-Sophie ROZAY, *Analyse d'un grand instrument, le cas du Grand Accélérateur National d'Ions Lourds (GANIL) de Caen*, thèse en préparation depuis octobre 2019
Co-encadrement Anne BIDOIS (50%) Virginie FONTENEAU (50%), PR à l'Université Paris Saclay.

Participation à comité de suivi de thèse

Elhadji Malick DIA, *La circulation internationale du modèle de ville nouvelle. Une étude multi située des villes nouvelles de Val-de-Reuil et du pôle urbain de Diamniadio*, sous la direction de Élise PALOMARES, Dysolab, Université de Rouen-Normandie.

Membres : Anne BIDOIS et Loïc VADELORGE

Participation à jury de thèse

EYCHENNE Bertrand, *Le Colegio Militar de Bogota (1848-1884)*. La mise en place d'un enseignement supérieur scientifique et technique après l'indépendance de la Colombie, sous la direction de Renaud d'ENFERT, 26 juin 2018, Université Paris Sud Orsay.

Jury : Luis Carols ARBOLEDA, Bruno BELHOSTE (rapporteur), Anne BIDOIS, Renaud d'ENFERT (directeur), Virginie FONTENEAU, Nicolas HATZSFELD, Martina SCHIAVON (rapporteuse).

Masters

Depuis 2005, encadrement annuel d'une moyenne de 5 mémoires, master 1 et 2 confondus, soit environ 80 mémoires de M& et M2 confondus.

Master 2

- Léa GRAGNIC, *Sociohistoire du MLAC de Rouen (titre provisoire)*, 2023, co encadrement avec Marion Charpenel
- Alice DEGOUL, *La science sans politique, un idéal rationaliste*, 2022
- Alison DOISY, *La prévention des risques professionnels dans le dispositif de formation initiale et de formation continue dans les établissements scolaires agricoles par la Mutualité sociale agricole*, 2022

- Lucie PEUILLOT, *un outil de la gestion prévisionnelle des emplois et es compétences en transformation, enquête au sein du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine de la direction territoriale de Rouen*, 2021
- Marina FOSSE, *Exploitants et distributeurs cinématographiques, dans la métropole rouennaise, approche socio-historique*, 2019.

Ce mémoire a donné lieu à la publication d'un ouvrage dont je signe la préface :

Marina FOSSE, *Distributeurs et exploitants de cinéma, Quelle place, hier et aujourd'hui, pour la vocation dans un monde marchand*, Paris : L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2020.

- Alicia DUYGU, *Le règlement général sur la protection des données : les effets d'un nouvel outil numérique sur les pratiques et relations professionnelles*, 2018
- Belinda ALLARD, *Évaluation à mi-parcours du contrat de ville : réussite éducative*, 2018
- Claire HAMOT, *Entreprises du Patrimoine Vivant : un déficit d'attractivité ?* 2017
- Soline LELIEVRE, *Intelligence économique et réseaux en Normandie*, 2017

Master 1

- Kevin ANDRE, *La controverse autour des thérapies de conversion des années 1940 à aujourd'hui*, 2023
- Idossou Donatien KONOURA, *Accueil des étudiants étrangers à l'université de Rouen Normandie : un enjeu entre les associations et l'établissement*, 2022
- Alice DEGOUL, *Ni chercheur.ses, ni amateur.rices, enquête sur les vulgarisateurs et vulgarisatrices sur internet*, 2021
- Laura CORDIER, *Risques industriels : profanes et initiés*, 2018
- Soline LELIEVRE, *Les journalistes, un groupe professionnel face à la déontologie*, 2016

Encadrement de stages au Dysolab

- Accueil des étudiant·es de M2 à visée recherche de mars à juin
- Accueil de deux étudiant·es de licence 2 de science politique

Publications

1- Liste classée des publications

Article dans des revues internationales à comité de lecture

- 1- **BIDOIS Anne**, La structuration de l'enseignement supérieur à Angers au XIXe siècle, des cours publics à la faculté catholique. *Quaderns d'història de l'enginyeria*, 2017, p. 29-39

Article dans des revues nationales à comité de lecture

- 2- **BIDOIS Anne**, La formation des cadres de l'industrie chimique à Rouen 1895-1985. *Formation-Emploi*, 2003, n°83, p.65-76.

Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs

- 3- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie dir., *Penser l'héritage scientifique et technique*, PURH, 2023. (en cours d'édition)
- 4- **BIDOIS Anne**, FEIERTAG Olivier, MAREC Yannick, *L'université de Rouen 1966-2016 : lieux de mémoires et témoignages* Rouen, PURH, 2017.
- 5- **BIDOIS Anne**, FEIERTAG Olivier, MAREC Yannick, *L'université de Rouen 1966-2016 : histoire d'une université nouvelle*, Rouen, tome 1 PURH, 2016.

Chapitres d'ouvrages

- 6- **BIDOIS Anne**, Construire, ou reconstruire, un enseignement supérieur à Angers au XIXe siècle, entre logiques locales et enjeux politiques et religieux. In R. d'ENFERT et V. FONTENEAU (dir.), *L'offre locale d'enseignement scientifique et technique. Approches disciplinaires (XVIIIe-XXe siècles)*, Presses universitaires de Nancy, 2020.
- 7- **BIDOIS Anne**, préface In M. FOSSE, *Distributeurs et exploitants de cinéma, Quelle place, hier et aujourd'hui, pour la vocation dans un monde marchand*, Paris : L'Harmattan, coll. Logiques sociales, 2020.
- 8- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie, How to Raise the Scientific Community's Awareness to its own Heritage? In M. MOULIOU, S. SOUBIRAN, S. TALAS et R. WITTJE (dir.) *Turning Inside Out European University Heritage: Collections, Audiences, Stakeholders*, National and Kapodistrian University of Athens Press, 2018.
- 9- **BIDOIS Anne**, L'évolution des formations scientifiques et techniques par les acteurs. In : ROLLET L. et NABONNAND Ph., *Les uns et les autres... Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy : Presses universitaires de Nancy, 2012
- 10- **BIDOIS Anne**, SOULARD François, Entre sciences et industrie chimique : la carrière provinciale de Jean Pierre louis Girardin (1803-1884), savant, enseignant et vulgarisateur. In : R. d'ENFERT et V. FONTENEAU (dir.), *Espaces de l'enseignement scientifique et technique, acteurs, savoirs, institutions*, Paris : Hermann, 2011.
- 11- **BIDOIS Anne**, Une représentation normative de la formation technique pour des industriels du textile (Rouen, France, XIXe-XXe siècles). In : A. GRELON I. GOUZEVICH. et al. (dir.) *Les enjeux identitaires des ingénieurs : entre la formation et l'action*, Evora : éditions Colibri, 2009, p.227-239.
- 12- **BIDOIS Anne**, Des étrangers pour un institut privé ; quand l'esprit technocratique d'industriels et le souci d'un directeur de remplir une jeune école d'ingénieurs

rejoignent les projets d'immigrants en mal de formation. In : Y. BETTAHAR et F. BIRCK, *Étudiants étrangers en France, L'émergence de nouveaux pôles d'attraction au début du XX^e siècle*, Nancy : Presses Universitaires de Nancy, Coll. Histoire des institutions scientifiques, 2009

- 13- **BIDOIS Anne**, La chimie à Rouen aux XIX^e et XX^e siècles. In : Th. CHAMARSSON (dir) *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*, Paris : éditions du CTHS, 2005, p.123-139

Enrichissement de base de données en ligne

- 14- **BIDOIS Anne**, « Marcel Sorieul » *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*, en ligne

<https://maitron.fr/spip.php?article232857>, notice SORIEUL Marcel, Louis, Auguste. Pseudonyme littéraire : RIEUL Marceau par Anne Bidois, version mise en ligne le 10 octobre 2020, dernière modification le 10 octobre 2020

Œuvres filmiques

- 15- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie, MISFUD Nicolas (réalisateur), film documentaire « Histoire(s) de recherche(s) au laboratoire CORIA », documentaire de 30' sur le patrimoine scientifique et le patrimoine culturel immatériel du Laboratoire CORIA, projet financé par Direction générale de l'Inventaire du Patrimoine, Région Normandie, CNRS Normandie, Dysolab, CORIA, Métropole Rouen Normandie, automne 2021.

Notes de lecture

- 16- **BIDOIS Anne** « L'ingénieur moderne au Maghreb (XIX^e-XX^e siècles) dirigé par Eric Gobe, publié, en 2004, à Paris, aux éditions Maisonneuve et Larose », dans la revue *Sociologie du travail*, 01-2006, n°48, pp 135-136.
- 17- **BIDOIS Anne** « Les ingénieurs dans le système éducatif. L'aventure des instituts technologiques algériens d'Hocine Khelfaoui publié, en 2000, à Paris, aux éditions Publisud », note de lecture parue dans *Sociologie du travail*, 01-2003, n°45, pp 152-155

Lectrice externe

e-Phaïstos,
Artefact, Cahiers d'Histoire du CNAM
Serendipities

Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques

- 18- **BIDOIS Anne**, La formation des ingénieurs chimistes à Rouen 1895-1985. In : Groupe de Recherches CNRS *Cadres*, CA-Cereq de Rouen *La formation des cadres : Journée d'Études*, Rouen, 22 novembre 2002

2- Co organisation de colloques

- 19- **BIDOIS Anne**, BENZ Pierre, ROSSIER Thierry, SAUTIER Marie, animation du CR 29, Sociologie de la science et innovation technologique, Association internationale des sociologues de langue française, Ottawa 2024
- 20- **BIDOIS Anne**, FONTENEAU Virginie, d'ENFERT Renaud (dir.), « Les sociétés savantes et l'enseignement scientifique et technique : circulation, diffusion et réalisations au XIXe siècle », symposium Congrès de la SFHST, 15-18 avril 2020
- 21- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie et al. (dir.) « Osez, la technique », Colloque à l'occasion du dixième anniversaire du réseau Résitech, Rouen, 16 et 17 mai 2018 (Publication des actes prévue en 2023)

3- Interventions

Colloques, congrès, journées d'études

- 22- **BIDOIS Anne**, BREANT Hugo, CHARPENEL Marion, DELPIERRE Alizée, FELIU François, GONNET Aurélie, PICARD Marie, « l'atelier terrain rouennais », JE Enseigner l'enquête collective, Association des sociologues enseignant·es du supérieur, 24 juin 2023
- 23- **BIDOIS Anne**, DUMOUCHEL Christophe, ROZAY Anne-Sophie, « La chargée d'inventaire, la sociologue et le physicien », Printemps de l'interdisciplinarité, Collège des Sociétés savantes académiques, 7-9 juin 2022
- 24- **BIDOIS Anne**, « Mettre en lumière des réseaux en construction pour comprendre l'activité savante en province dans la France de la première moitié du XIXe siècle : les congrès scientifiques de France », In : ASSOCIATION FRANCAISE DE SOCIOLOGIE, session croisée RT 26 (réseaux sociaux) -29 (sciences et techniques en société), 6-9 juillet 2021
- 25- **BIDOIS Anne**, « L'activité savante en province dans la France de la première moitié du XIXe siècle entre enjeux politiques et scientifiques, analyse des Congrès scientifiques de France entre 1833 et 1861 », In : ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANCAISE : Congrès, Tunis, CR 29 Sociologie de la science et de l'innovation technologique, 2020 reporté en 12-16 juillet 2021
- 26- **BIDOIS Anne**, « Le traitement de la question de l'enseignement dans les congrès scientifiques de France entre 1833 et 1861 ». In : SOCIETE FRANCAISE D'HISTOIRE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES, Montpellier, Congrès 15-18 avril 2021
- 27- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie, « Instruments techniques et savoir-faire immatériel des laboratoires : la base Patstec ». In : MINISTERE DE LA CULTURE, *Entre mémoire et patrimoine culturel immatériel : définitions, distinctions, applications territoriales* : Stage organisé par la Département de la Formation scientifique et technique de la Direction générale des Patrimoines, Caen, 3 octobre 2018
- 28- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie « Saisir le patrimoine immatériel par le patrimoine matériel, le cas de la sonde atomique à Rouen ». In : MINISTERE DE LA CULTURE, *Entre mémoire et patrimoine culturel immatériel : définitions et distinctions* : Stage organisé par la Département de la Formation scientifique et technique de la Direction générale des Patrimoines, Paris, 28 septembre 2016

- 29- **BIDOIS Anne**, LEMERCIER Élise, et al, « (Dé) naturalisations en jeu dans la production des élites mahoraises ». In : ASSOCIATION FRANCAISE DE SOCIOLOGIE, Congrès juin-juillet 2015
- 30- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie, "How to raise the scientific community's awareness to its own heritage". In: UNIVERSEUM, Athènes, 11-13 juin 2015
- 31- **BIDOIS Anne**, Appréhender l'évolution des formations scientifiques et **techniques par les acteurs engagés et ceux qui ne le sont pas... quand le structurel se niche dans les biographies**. In : **UNIVERSITE DE NANCY** *L'approche biographique en histoire des sciences et des techniques : Colloque pluridisciplinaire, Nancy, 27-28 novembre 2008*
- 32- **BIDOIS Anne**, SOULARD François, Jean-Pierre-Louis Girardin (1803-1884) : savant, enseignant et vulgarisateur de province au service de l'industrie chimique. In : SOCIETE FRANCAISE D'HISTOIRE DES SCIENCES ET TECHNIQUES : *Atelier Histoire de l'enseignement scientifique et technique*, Paris, 2008
- 33- **BIDOIS Anne**, FONTENEAU Virginie, Les villes privées de faculté des sciences : étude de cas à partir de Rouen et Nantes. In : UNIVERSITE PARIS IV SORBONNE et al. *L'État et l'éducation* Colloque international, Paris, 11-13 mars 2008
- 34- **BIDOIS Anne**, Les archives de l'enseignement supérieur français contemporain, l'exemple de Rouen. In : INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE : *Service d'Histoire de l'Éducation, Programme d'histoire de l'enseignement supérieur* : Journée d'étude, Rouen, 17 mai 2006
- 35- **BIDOIS Anne**, La formation des cadres du textile et de la chimie à Rouen, illustration d'une régulation régionalisée au début du XX^e siècle. In : X^e JOURNEES INTERNATIONALES DE SOCIOLOGIE DU TRAVAIL, Rouen, 24-25 novembre 2005
- 36- **BIDOIS Anne**, Entre État et professionnels de l'industrie, la formation et la certification des ingénieurs chimistes à Rouen, XIX^e et XX^e siècles. In : ASSOCIATION FRANCAISE DE SOCIOLOGIE : Congrès intermédiaire du comité de recherche, Saint Quentin en Yvelines, 22-24 septembre 2004
- 37- **BIDOIS Anne**, Formations et carrières industrielles à Rouen, L'enseignement technico-scientifique supérieur (XIX^e-première moitié du XX^e siècle). In : ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANCAISE : Congrès, Tours, 5-9 juillet 2004
- 38- **BIDOIS Anne**, Sphères productive et éducative : la profession d'ingénieur en question. In : ASSOCIATION FRANCAISE DE SOCIOLOGIE, *Savoirs, travail et professions* : Congrès, Villetaneuse, 24-27 février 2004
- 39- **BIDOIS Anne**, La représentation normative de la formation technique pour les industriels du textile à Rouen au tournant des XIX^e et XX^e siècles. In : LASMAS, CENTRE KOYRE et al., *Entre la formation et l'action sur le terrain : les enjeux identitaires des ingénieurs XVIII^e-XX^e siècles* : Colloque international Evora, Portugal, 8-11 octobre 2003
- 40- **BIDOIS Anne**, Les étudiants étrangers d'un institut chimique de province en France, dans l'entre deux guerres. In : UNIVERSITE DE NANCY et al., *Les étudiants étrangers à Paris et en province, L'émergence de nouveaux pôles d'attraction au début du XX^e siècle, les formations techniques supérieures des facultés des sciences de province* : Nancy, 12-13 décembre 2002
- 41- **BIDOIS Anne**, La chimie à Rouen aux XIX^e et XX^e siècles. In : CENTRE DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES *Le travail et les hommes* : colloque, Nancy, 15-20 avril 2002

- 42- **BIDOIS Anne**, La création de l'école d'ingénieurs de Rouen. In : ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES, *Recherches Actuelles sur les Écoles d'Ingénieurs* : Journée d'études, Paris, 16 juin 2000

Participation à des séminaires de recherche

- 43- **BIDOIS Anne** « mettre au jour l'activité des sociétés savantes de province au XIXe siècle, les congrès scientifiques de France, 1833-1861 », Séminaire Visibilisation / invisibilisation, GHDSO, UR EST, 17 mars 2021
- 44- **BIDOIS Anne** « sociohistoire de l'enseignement supérieur et anniversaire de l'université à Rouen, chercher et/ou commémorer », séminaire Dysola-sociologie, Université de Rouen, 22 février 2016
- 45- **BIDOIS Anne** « la préhistoire de l'université de Rouen », séminaire du GRHIS, Université de Rouen, 8 décembre 2015
- 46- **BIDOIS Anne** « l'histoire des universités : état des lieux », séminaire du GRHIS, Université de Rouen, 30 septembre 2015
- 47- **BIDOIS Anne** « L'offre locale d'enseignement scientifique et technique à Angers au XIXe siècle », séminaire offre locale de l'enseignement, Paris GHDSO, Orsay, 14 avril 2015
- 48- **BIDOIS Anne** « Transformer un institut chimique local en école d'ingénieur reconnue, Paul Pastour et le réseau de l'ENSET », séminaire ENSET 2, Paris, ENS Cachan, 12 décembre 2014.
- 49- **BIDOIS Anne** « L'enseignement de la chimie et de l'histoire naturelle à Rouen au milieu du XIXe siècle, d'une institution à l'autre. Présentée à la Journée d'Étude « L'offre locale d'enseignement scientifique et technique, 19e-20e siècle, Approches disciplinaires », Paris : GHDSO, Orsay, 27 mars 2014
- 50- **BIDOIS Anne** « Les territoires oubliés de la structure universitaire dans l'enseignement supérieur français au XIX^e siècle », séminaire Sociologie des professions techniques, organisé par André Grelon, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 13 février 2012
- 51- **BIDOIS Anne**, « Objets et mémoire immatérielle », Journée d'Études Resitech HN sur le Patrimoine scientifique et technique, 24 mars 2011
- 52- **BIDOIS Anne** « Un enseignement supérieur longtemps sans université ; L'exemple de Rouen (1809-années 1970) », séminaire *Histoire de l'enseignement supérieur*, organisé par Emmanuelle Picard, Institut National de la Recherche Pédagogique, Paris, 23 mai 2008
- 53- **BIDOIS Anne** « La formation scientifique et technique dans l'enseignement supérieur à Rouen », séminaire fermé du département des Sciences de l'Homme et de la Société, École des Mines de Nantes, 10 février 2005
- 54- **BIDOIS Anne** « L'institutionnalisation des formations scientifiques et techniques supérieures à Rouen ; des premières expériences aux ingénieurs de l'Institut Chimique », séminaire *Sociologie des professions techniques*, organisé par André Grelon, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 22 novembre 2004
- 55- **BIDOIS Anne** « La laborieuse institution d'une formation supérieure en chimie par les industriels du textile rouennais (18550-1950), ou l'influence d'un modèle mulhousien », séminaire *Sciences, Techniques et Sociétés, Histoire de la Chimie* du Centre François Viète, Université de Nantes, Nantes, 8 juin 2004

- 56- **BIDOIS Anne** « Entre science et industrie, les formations supérieures à Rouen », séminaire *Histoire de l'enseignement technique*, organisé par Gérard Bodé, Institut National de la Recherche Pédagogique, Paris, 11 mars 2004
- 57- **BIDOIS Anne** « Les établissements d'enseignement supérieur à Rouen (XIXe et début XXe siècles), analyse de leur évolution sous l'angle des représentations collectives du lien entre formations et carrières industrielles », séminaire *Sociologie des professions techniques*, organisé par André Grelon, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1^{er} décembre 2003

4- Diffusion et vulgarisation

Publications de diffusion et de vulgarisation

- 58- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie, *Osons la technique, Patrimoine scientifique, et technique en Normandie*, Ed. Points de vues, Rouen, 2018
- 59- **BIDOIS Anne**, *Histoire d'une formation d'ingénieurs, d'un institut à l'autre*, Rouen, Publications de la Métropole Rouen Normandie, 2017 (réédition revue et augmentée de la version de 2007).
- 60- **BIDOIS Anne**, REYNET Maxime, *L'INSA Rouen de 1985 à 2015*, Publications de l'INSA Rouen, 2015.
- 61- **BIDOIS Anne**, *L'Université de Rouen*, Rouen, Publications de l'Agglomération de Rouen, coll. Histoire(s) d'Agglo, n°28, septembre 2006

Conférences grand public

- 62- **BIDOIS Anne**, « Des femmes dans les espaces scientifiques », Les stéréotypes à la loupe des scientifiques, Sciences Action Normandie, Atrium, 8 mars 2022.
- 63- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie « Sauvegarder et valoriser le patrimoine scientifique, technique, industriel en Normandie », Journée du patrimoine 2019, Atrium Rouen
- 64- **BIDOIS Anne** Conférence « *Historique de l'Institut Chimique de Rouen* » dans 100 ans de formation d'ingénieurs·es chimistes ICR, INSCIR, INSA de Rouen Normandie, INSA de Rouen Normandie, 10 octobre 2017
- 65- **BIDOIS Anne**, Olivier Feiertag et Yannick Marec, Journée de restitution sur l'ouvrage « *L'Université de Rouen (1966-2016), vol 1 Histoire d'une université nouvelle* », Université de Rouen, 13 décembre 2016
- 66- **BIDOIS Anne** « *Les 30 ans de l'INSA de Rouen* », 4^e colloque international Pédagogie et formation, INSA Rouen, 2-3 avril 2015
- 67- **BIDOIS Anne** « Des cours de Girardin à l'Institut chimique de Rouen, la formation des chimistes aux XIXe et début XXe siècles à Rouen ». Club d'Histoire de la Chimie, Paris, 2013.
- 68- **BIDOIS Anne** « Émile Blondel, un industriel dans le champ de la formation », Université pour tous, conférence présentée le 15 mars 2012 à l'Université pour tous, Université de Rouen / Ville de Mont Saint Aignan
- 69- **BIDOIS Anne** « Les ingénieurs de l'industrie chimique », conférence sollicitée par l'association Rouen Seniors, Université du Temps Libre, 30 mai 2006

- 70- **BIDOIS Anne** « L'INSA de Rouen, les 20 ans d'une école octogénaire », conférence dans le cadre de l'anniversaire de l'INSA, organisée par le service culturel de l'INSA de Rouen, 23 novembre 2005
- 71- **BIDOIS Anne** « Petite histoire de l'industrie normande et de ses ingénieurs », conférence dans le cadre de la fête de la science, organisée par le service culturel de l'INSA de Rouen et l'Association des Ingénieurs INSA, INSCIR, ICR de Rouen, Mont Saint Aignan, 16 octobre 2004

Autres

- 72- **BIDOIS Anne**, membre du conseil scientifique, exposition *Prototypes, de l'expérimentation à l'innovation*, Musée des arts et métiers, exposition temporaire, du 17 mars au 28 juin 2020.
- 73- **BIDOIS Anne**, ROZAY Anne-Sophie, coorganisation de la conférence de clôture des 10 ans de Resitech, « Rencontre avec les constructeurs de la Compagnie La Machine », 17 mai 2018.
- 74- **BIDOIS Anne**, Olivier FEIERTAG et Yannick MAREC, Émission Radio Campus Rouen sur « La naissance de l'Université de Rouen », « Au miroir de Clio » par Luc DAIREAUX, décembre 2017
- 75- **BIDOIS Anne**, Commissaire de l'exposition « 100 ans de formation d'ingénieurs.es chimistes ICR, INSCIR, INSA », septembre 2017
- 76- **BIDOIS Anne**, Participation au journal télévisé « 19-20 » de France 3 Normandie, pour parler des archives de l'Université de Rouen et des ouvrages publiés à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, le 13/12/2016 et participation au reportage sur les archives universitaires le 15/03/16.
- 77- Plusieurs interviews pour la Presse écrite locale, dans le cadre des 50 ans de l'université : Normandie-Actu, Paris-Normandie, Côté Rouen, Tendances Ouest durant l'année 2016.

Enseignements

Depuis ma nomination au poste de maitresse de conférences à l'UFR des Sciences de l'Homme et de la Société de l'université de Rouen en 2005, j'ai assuré des enseignements généraux et spécialisés en sociologie. Ils s'adressaient aux étudiants de la première année au master 2 de sociologie, ainsi qu'à des non spécialistes (en préparation des concours des Institut d'Études politiques de province et en préparation au concours du CAPES de sciences économiques et sociales essentiellement).

Ces enseignements relèvent de trois types :

- 1- Des enseignements de spécialité recouvrant la sociologie des sciences et des techniques, la sociohistoire ainsi que la sociologie des professions :

Ces enseignements sont assurés de la L1 au M2. L'un d'entre eux était conçu à distance : le cours de sociohistoire de l'éducation du DU de préprofessionnalisation au métier de l'enseignement. Il a reposé sur un cours écrit, une présentation filmée et des ateliers tutorés.

- 2- Des enseignements relevant de la sociologie générale :

Il s'agit essentiellement de cours magistraux de licence, des enseignements de sociologie dans la préparation au capes SES et de ceux entrant dans le cadre de la préparation à l'épreuve dite de Questions contemporaines dans les IEP.

- 3- Des enseignements de méthodologie

Ils recouvrent les méthodes qualitatives et quantitatives et sont proposés aux étudiants de licence et de master.

Enseignements actuels

Depuis la rentrée de septembre 2022, une partie de ce service a évolué, suite à la nouvelle maquette que nous avons élaborée avec plusieurs collègues : il comprend davantage d'enseignement relevant de la sociologie des sciences et des techniques et de la sociohistoire. Leur contenu a été élaboré en vue d'une progression sur l'ensemble du cursus.

Sociologie des sciences et des techniques

- Sociologie des techniques, L2, UE5, 24h CM : il s'agit d'une initiation à la sociologie des techniques, intégrant également une approche anthropologique et une autre davantage historique. Articulé en plusieurs chapitres, il aborde la place des techniques dans les sociétés, du point de vue des interactions et dans la socialisation, les représentations dont elles sont l'objet dans la mythologie, la littérature et le cinéma, l'engagement du corps et enfin quelques éléments concernant leur diffusion et les processus d'innovation.
- Sciences et société, L3, UE5, 14h CM : il s'agit d'une initiation à la sociologie des sciences. Y sont abordés les thèmes de l'institutionnalisation de la science, lieu de la recherche scientifique, la place de la science au XIXe siècle, les formes contemporaines de méfiance ou de rejet. Ce cours a cette année été assuré par une vacataire.
- Analyser les controverses, L3, UE5, 36h TD : ce TD vise à faire analyser des controverses et à en restituer les éléments principaux sur un site internet. Les étudiant·es travaillent par groupe de 4 à 5 personnes. Ils et elles doivent identifier les acteur·rices, la chronologie, les arènes dans lesquelles elle se déploie, les arguments, réaliser un arbre des débats et cartographier l'ensemble de la controverse traitée sur un site. Cet enseignement s'appuie sur la méthode développée par Bruno Latour.
- Sciences, savoirs et techniques, M1, 10h CM : ce cours s'ancre dans la voie ouverte par Yves Gingras, Peter Keatings et Camille Limoges sur les porteurs du savoir.

Sociohistoire

- Histoire sociale et politique de la France contemporaine, L1, 20h CM : il s'agit d'un cours d'histoire permettant aux étudiant·es de revoir les grands moments du XIXe

siècle mais en les articulant avec l'histoire sociale, les mouvements sociaux, la construction des parties politiques notamment.

- Les sources documentaires et archives dans les enquêtes qualitatives, L2, 12hCM + 12hTD : il consiste en une initiation à la recherche documentaires et à l'analyse sur archives. Le cours pose les bases de la critique de document et présente les principaux outils de recherche et les cadres de classement. Un travail par groupe à partir de documents d'archives collectés aux archives départementales ou municipales permet d'expérimenter cette approche. Ce cours a cette année été assuré par une vacataire.
- Socio histoire des institutions, M1, 20h CM : cet enseignement vise à ouvrir à l'analyse socio historique des institutions. Il part de l'analyse des rapports disciplinaires entre sociologues et historien·nes, abordés tant par une entrée par la sociologie des sciences que d'un point de vue épistémologique, Ces réflexions prennent enfin corps avec l'analyse de l'évolution de l'enseignement supérieur en France.
- Étudier les institutions en sociohistorien.ne, M2, 7h CM : cet enseignement est le prolongement de celui suivi en M1. Il est centré sur l'étude de la genèse des dynamiques et des recompositions institutionnelles notamment en suivant l'évolution des configurations d'acteurs et disposer d'une meilleure compréhension des enjeux. Il s'appuie sur plusieurs études de cas comme la mécanisation du tri postal ou la construction d'une politique mémorielle dans les territoires de l'industrie textile.

Sociologie générale et méthodologie

- Questions contemporaines, prépa IEP, 26h CM chaque semestre : cet enseignement généraliste propose une présentation la plus exhaustive possible d'une thématique fixée pour le concours pour une durée de 2 ans, depuis 2019, le thème changeait annuellement auparavant. Depuis 2022, le thème est l'alimentation.
- Synthèse de conférences, prépa IEP, en distanciel : ce cours a pour objectif de socialiser les étudiant·es à la vie culturelle et de prolonger leur formation académique à l'histoire et aux questions contemporaines sur des supports différents (cinéma, art, littérature, podcast). Il repose sur l'identification de spectacles, conférences, films, les étudiant·es devant restituer, dans une synthèse critique, le contenu d'au moins une conférence ou un spectacle et un film, une série chaque semestre.

- Stage de terrain, M1, évalué à hauteur de 30h TD : cet enseignement consiste en l'encadrement d'un stage hors les murs, d'une durée d'une semaine, pour former les étudiant-es au travail de terrain et aux méthodes de l'analyse qualitative. Il s'accompagne de 6 séances, placées avant et après le stage pour assurer sa préparation d'abord et la rédaction du rapport ensuite. Durant la semaine de stage, j'organise également une visite des archives municipales (ou collections patrimoniales selon la localité choisie pour le stage) et accompagne les étudiant-es dans leurs recherches de documentation historique.

Formations dans le cadre de la mission égalité

En 2022 et 2023, j'ai assuré conjointement avec Jeanne Chiron, référente égalité à l'INSPE de Rouen et Marion Charpenel, co-chargée de mission des formations destinées aux nouveaux maître-ses de conférences et doctorant-es. Chaque formation dure 3H.

Enseignements anciens

Par défaut, les enseignements relèvent de la formation initiale et se sont déroulés en présentiel, seuls ceux portant * relèvent de la formation initiale et continue et ceux portant ** ont eu lieu à distance. Les heures sont effectives et ne sont pas comptabilisées en h. eq TD.

Enseignements de spécialité

Thématique	Intitulé	Années	Catégorie diplôme	Niveau L M D	Nature	Vol heures
Sociologie des sciences et des techniques	Sociologie des techniques	2006-21	univ	L2	CM	24
					TD	8
	Travail et techniques	2015-17	univ	M1	CM	12
	Production des savoirs	2017-21	univ	M1	CM	10
Sociologie des professions	Savoirs et techniques	2003-05	univ	M1	CM	36
	Sociologie des professions	2005-15	Univ	L3	CM	24
Sociohistoire	Compétences et professionnalités	2008-15	univ	M2	CM	6
	Sociohistoire des institutions	2017-22	univ	M1	CM	20
	Recompositions des institutions*	2017-21	univ	M2	CM	7
	Dynamiques institutionnelles*	2015-17	univ	M2	CM	6
	Histoire sociale et politique de la France	2012-21	univ	L1	CM	18
					TD	6
	Histoire de la France contemporaine	2009-12	Univ	L1	CM	24
Historicité du local	2008-15	Univ	M1	CM	24	
Sociohistoire de l'éducation* **	2012-14	univ	DU pré-pro métiers enseignement	CM	4,5	
Autre	Sociologie de la famille	2009-10	Univ.	L1	CM	24

Enseignements fondamentaux de la discipline

Thématiques	Intitulé	Années	Catégorie diplôme	Niveau L M D	Nature	Vol heures
Sociologie générale	Sociologie dans l'entre-deux-guerres	2012-17	univ	L2	CM	24
	Sociologie générale	2003-12	Univ	L2	CM	24
					TD	18
	Grands courants sociologie*	2005-11	national	Prép. capes SES	CM	18
	Démarches sociologiques et questions contemporaines	2010-18	univ	Cupge IEP / L1	CM	24
Questions contemporaines	2010-21	univ	Cupge IEP / L1	CM	52	
Stratification sociale et mobilité	Stratification sociale et mobilité	2005-11	univ	L3	CM	80
	Inégalités et mobilité*	2005-11	national	Prép. capes SES	CM	18

Enseignement de méthodologie

Thématiques	Intitulé	Années	Cat. diplôme	Niveau L M D	Nature	Vol heures
Méthodes quantitatives	Méthodes quantitatives	2003-05	univ	M1	CM	36
	Méthodes quantitatives	2003-05	Univ	L1	TD	24
	Statistiques appliquées à la sociologie	2008-10	univ	L2	CM	12
TD					12	
Méthodologie qualitative	Méthodologie de la sociohistoire	2015-17	univ	M1	CM	10
	Enquête sociologique	2003-05	Univ	L2	TD	36
Méthodologie recherche	Atelier mémoire	2005-07	univ	M1	TD	24
Préparation à l'oral	Oral de SES*	2005-11	Univ	Préparation capes SES	TD	8
Comp. rédactionnelles	Synthèse de conférences	2011-21	Univ	Cupge IEP / L1	TD	8
Parcours étudiant	Enseignants référents	2008-11	Univ	L1	TD	12

Table des matières

<u>ET CETTE HDR ALORS ? DU QUESTIONNEMENT A L'EXERCICE DE RECONCILIATION...</u>	4
Plus qu'une étape	4
Trajectoire et positionnement réflexif	6
<u>1- PREMIERE PERIODE, ANTE-2005 : QU'AI-JE FAIT DE CE QU'ON A FAIT DE MOI ?</u>	8
1-1 ÉCOLE, EDUCATION POPULAIRE ET ENGAGEMENT	8
Des origines populaires en pays de Caux	9
L'éducation populaire laïque	11
1-2 HISTOIRE ET ROMAN FAMILIAL GENRES	14
Un passé familial entre grande et petite histoire	14
Questions de genre	17
1-3 LE SAVOIR, LE DIPLOME ET LE TRAVAIL, BEQUILLES ET ARMES A LA FOIS	21
La prépa B/L	21
L'université	24
<u>2- DEUXIEME PERIODE, 2005-2017 : UNE PRATIQUE SCIENTIFIQUE ANCREE</u>	31
2-1 INSTITUTIONS, ACTEURS ET OBJETS : PRODUIRE DES CONNAISSANCES, DIFFUSER ET VULGARISER	32
Les institutions par les acteurs	33
Les institutions et leur dimension matérielle	35
2-2 SAVOIRS GENERALISTES ET COMPETENCES ORGANISATIONNELLES : VIVRE, ENSEIGNER ET ORGANISER	39
Conciliations ordinaires en monde universitaire	39
La prépa IEP et la mission « science po. »	43
2-3 DISPERSIONS, TATONNEMENTS ET OCCASIONS MANQUEES : FAIRE SA PLACE	49
Sociologue aveugle aux rapports de pouvoir dans son propre laboratoire	49
Recherche entre injonctions administratives et contraintes familiales	51
<u>3- TROISIEME PERIODE, 2017- : POUR UN EMPIRISME IRREDUCTIBLE EN SOCIOHISTOIRE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES</u>	55
3-1 ANALYSER LE LOCAL PAR LA COMPARAISON	56
Le local	57
Des circulations	61
3-2 S'AFFIRMER SOCIOHISTORIENNE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES	64
Le passé	64
Les archives	70
3-3 APPREHENDER LA CONSTRUCTION DES SAVOIRS, DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES	75
Structuration des activités scientifiques	75
Savoirs, disciplines et interdisciplinarité	77
<u>ET LES PERSPECTIVES, POUR NE PAS CONCLURE... (2023-...)</u>	82

BIBLIOGRAPHIE	85
<hr/>	
CURRICULUM VITAE	92
<hr/>	
IDENTIFICATION	92
SITUATION PROFESSIONNELLE ACTUELLE	92
<hr/>	
PARCOURS	93
<hr/>	
PARCOURS PROFESSIONNEL	93
PARCOURS ACADEMIQUE	93
<hr/>	
RESPONSABILITES COLLECTIVES	94
<hr/>	
RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES	94
Charges de mission	94
Instances universitaires	94
Composante et services communs de l'université de Rouen	94
Laboratoire de sociologie de l'université de Rouen	94
Comités de recrutement	94
RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES	95
Licence et master	95
Parcours science politique	95
Cupge IEP	95
<hr/>	
ACTIVITES DE RECHERCHE	96
<hr/>	
ORGANISATION ET PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHE	96
ANR	96
Autres	96
ORGANISATION DE COLLOQUES ET SEMINAIRES	96
Colloques	96
Séminaires	97
EXPERTISES, ACTIVITES DE MEDIATION SCIENTIFIQUE ET ACTIONS SCIENCE-SOCIETE	97
Expertises	97
Œuvres filmiques	97
Publications de diffusion et de vulgarisation	97
Conférences grand public	98
Autres	98
<hr/>	
ENCADREMENT D'ACTIVITES DE RECHERCHE	100
<hr/>	
THESES	100
Co-encadrement de thèses	100
Participation à comité de suivi de thèse	100
Participation à jury de thèse	100
MASTERS	100
Master 2	100

Master 1	101
Encadrement de stages au Dysolab	101

PUBLICATIONS **102**

1- LISTE CLASSEE DES PUBLICATIONS	102
Article dans des revues internationales à comité de lecture	102
Article dans des revues nationales à comité de lecture	102
Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs	102
Chapitres d'ouvrages	102
Enrichissement de base de données en ligne	103
Œuvres filmiques	103
Notes de lecture	103
Lectrice externe	103
Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques	103
2- CO ORGANISATION DE COLLOQUES	104
3- INTERVENTIONS	104
Colloques, congrès, journées d'études	104
Participation à des séminaires de recherche	106
4- DIFFUSION ET VULGARISATION	107
Publications de diffusion et de vulgarisation	107
Conférences grand public	107
Autres	108

ENSEIGNEMENTS **109**

ENSEIGNEMENTS ACTUELS	110
Sociologie des sciences et des techniques	110
Sociohistoire	110
Sociologie générale et méthodologie	111
Formations dans le cadre de la mission égalité	112
ENSEIGNEMENTS ANCIENS	113
Enseignements de spécialité	113
Enseignements fondamentaux de la discipline	114
Enseignement de méthodologie	114

TABLE DES MATIERES **115**